

# SOUTIEN À L'UKRAINE RÉSISTANTE

BRIGADES ÉDITORIALES DE SOLIDARITÉ



n° 49-50 – 1<sup>er</sup> juillet 2026

## Brigades éditoriales de solidarité

Les Brigades éditoriales de solidarité ont été créées au lendemain de l'agression de la Russie poutinienne contre l'Ukraine. Elles regroupent les éditions Syllepse (Paris), Page 2 (Lausanne), M. Éditeur (Montréal), Spartacus (Paris) et Massari (Italie), les revues New Politics (New York), Les Utopiques (Paris) et ContreTemps (Paris), les sites À l'encontre (Lausanne), Europe solidaire sans frontières (Paris), Traversales (Madrid) et Presse-toi à gauche (Québec), les blogs Entre les lignes entre les mots (Paris) et Utopia Rossa, ainsi que le Centre Tricontinental (Louvain-la-Neuve) et le Réseau syndical international de solidarité et de luttes.

À l'encontre : <https://alencontre.org>

Centre Tricontinental : [www.cetri.be](http://www.cetri.be)

ContreTemps : [lesdossiers-contretemps.org](http://lesdossiers-contretemps.org)

Éditions Page 2 : <https://alencontre.org>

Éditions Spartacus : [www.syllepse.net/cahiers-spartacus-\\_r\\_88\\_va\\_1.html](http://www.syllepse.net/cahiers-spartacus-_r_88_va_1.html)

Éditions Syllepse : [www.syllepse.net](http://www.syllepse.net)

Massari Editore, [www.massarieditore.it](http://www.massarieditore.it)

Entre les lignes, entre les mots : <https://entreleslignesentrelismots.wordpress.com>

Europe solidaire sans frontières : [www.europe-solidaire.org](http://www.europe-solidaire.org)

Les Utopiques : [lesutopiques.org](http://lesutopiques.org)

M. Éditeur : <https://m-editeur.info>

New Politics : [newpol.org](http://newpol.org)

Presse-toi à gauche ! : [www.pressegauche.org](http://www.pressegauche.org)

Réseau syndical international de solidarité et de luttes : [laboursolidarity.org](http://laboursolidarity.org)

Traversales : [www.trasversales.net](http://www.trasversales.net)

Utopia Rossa : <http://utopiarossa.blogspot.com>



ÉDITIONS SYLLEPSE  
69, RUE DES RIGOLES, 75020 PARIS

ISBN : 979-10-399-0-400-1

Illustration de couverture : Katya Gritseva.

Crédit photos : Brigades éditoriales de solidarité et Comité français du RESU (p. 8, 27, 38, 40, 62, 71, 72, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 84, 90, 94, 97, 140, 147); Novaya Gazeta (p.12, 16, 17); Confédération générale du travail (p.31); KVPU (p.41, 42); Ukraine Solidarity Campaign (p.47); Atelier féministe (p.65, 69); Zmina (p.121, 125); DR (p.101).

## Table des matières

Pour la paix	
CHRISTIAN MAHIEUX	
5	
<b>PAROLES D'UKRAINE</b>	
Histoire du mouvement de résistance des Tatars de Crimée	
IRINA KHALIN	
10	
Exiger des changements sans fragiliser l'unité de la population contre l'impérialisme russe	
TAMYLA	
21	
Défendre les valeurs ukrainiennes : liberté, égalité, entraide et démocratie	
ATELIER FÉMINISTE	
26	
Un syndicaliste ukrainien au congrès de la CGT	
ROMAIN DESCOTTES	
28	
Extrême droite : des tribuns de France aux tranchées d'Ukraine	
YURII SAMOILOV	
29	
Monde hybride, guerre hybride et colonialisme hybride de l'ère moderne	
YURII SAMOILOV	
32	
« Sans infirmières, le système ne survivra pas »	
SYNDICAT DU PERSONNEL SOIGNANT SOYEZ COMME NOUS SOMMES	
34	
Trois histoires d'infirmières	
SOYEZ COMME NOUS SOMMES	
38	
En avant pour la KyivPride!	
SYNDICAT DES MILITAIRES LGBTQ+	
40	
Un syndicat de soldat est né	
PATRICK LE TRÉHONDAT	
41	
Mort d'un syndicaliste au front	
SYNDICAT INDÉPENDANT DES MINEURS D'UKRAINE (KVPU)	
41	
Lettre ouverte à la Conférence internationale contre la guerre de Londres	
SNIJANA OLEKSUN	
43	
<b>PENDANT LA GUERRE LA LUTTE CONTINUE</b>	
Chronique des événements courants	
CORRESPONDANTS	
48	
<b>FÉMINISMES D'UKRAINE</b>	
Féministes en temps de guerre	
VIKTORIIA CHVAHER	
64	
Ivanka, une féministe sur le front	
CORRESPONDANCE	

71

Deux féministes ukrainiennes à Paris

TANYA VINSKA

76

**SOLIDARITÉ INTERNATIONALE**

Ukraine et Palestine : deux cas d'occupation

ENTRETIEN AVEC ANDRIY MOVTCAN

81

Sky Defense : ramener la victoire chez nous

TIMOTHY SNYDER

88

Au nom du fils

MARIANA SANCHEZ

89

**PRISES DE POSITION**

Qui est en train de perdre la guerre ?

PIERO BERNOCCHI

93

Marx et les Cosaques

ROMAN MAKSIMOVITCH GALENKIN

99

Sur deux fronts : comment la Russie et l'État ukrainien ont exercé des pressions sur la société civile

ADAM NOVAK

120

L'Ukraine affaiblit la Russie en Russie, en Afrique et sur le front

ANTOINE RABADAN

129

Crimée, paradis labellisé poutinien... à fuir en sauve-qui-peut !

ANTOINE RABADAN

132

Un syndicaliste du Bélarus au congrès de la CGT

SIARHEI ANTUSEVITCH

134

Xenia Fedorova et l'empire Bolloré : la voix de Poutine en France

ALBERT HERSZKOWICZ

136

**BOÎTE ALERTE**

*La guerre d'Europe a commencé*, de Céline Marangé

DOMINIQUE BOURY

142

Un campisme hémiplegique, idiot utile du poutinisme

SOPHIE BOUCHET-PETERSEN

145

*Palimpsestes, poésies et lettres du Goulag*, de Vasyl Stus

VLADIMIR CLAUDE FIȘERA

150

Syndicalistes aux armées rockeurs

PATRICK LE TRÉHONDAT

151

*Personne ne demandera rien*, de Serhiy Jadan

VLADIMIR-CLAUDE FIȘERA

152



# Pour la paix

## Christian Mahieux<sup>1</sup>

1 580 jours après le début de «la guerre à grande échelle», déclenchée par l'armée russe sur le sol ukrainien, il faut encore le répéter: c'est pour gagner la paix, une paix juste et durable, que le peuple ukrainien résiste, y compris militairement et pas seulement militairement, aux troupes d'occupation du régime de Poutine.

La solidarité concrète demeure la priorité. Elle prend d'innombrables formes, beaucoup d'actions demeurent quasi inconnues, non médiatisées, au contraire de certaines déclarations politiciennes peu suivies d'effet.

Les Brigades éditoriales de solidarité sont un petit maillon de la chaîne, orientées vers le soutien à la résistance syndicale et populaire ukrainienne. Ukrainienne, mais pas seulement: Biélorusses ou Tatars de Crimée, par exemple, sont nombreux et nombreuses à y contribuer activement.

De France, notre action solidaire se traduit d'abord par un incessant effort d'information. Celle-ci doit s'adresser aux masses de la population et ne pas rester dans les cercles militants. Le rôle des collectifs opposés à l'impérialisme russe est important: il faut s'organiser pour que les interviews, les notes, les articles,

1. Christian Mahieux est membre des Brigades éditoriales de solidarité et représente l'Union syndicale Solidaires au sein du Comité français du RESU.

les échanges directs touchent le maximum de personnes. C'est valable pour le soutien à la résistance ukrainienne et la lutte contre l'impérialisme russe, comme pour le soutien au peuple palestinien et la lutte contre le régime génocidaire israélien, ou encore pour le soutien aux mouvements émancipateurs en Iran et contre le régime des mollahs et l'agression impérialiste étatsunienne.

La campagne pour fournir des générateurs aux hôpitaux ukrainiens, lancée avec le syndicat du secteur médical Soyez comme nous sommes est un exemple récent. Elle est toujours d'actualité.



The image shows a donation form titled "Soutenez la campagne d'achats de générateurs électriques pour l'Ukraine". The form includes fields for Name, Surname, Address, Postal code, City, Email, and Amount. There are three payment options: "Par virement bancaire", "Par chèque", and "Par carte bancaire". A QR code is visible on the right side of the form. The form is framed with a red border.

Sur le plan syndical, divers convois ont eu lieu depuis maintenant plus de quatre ans: ceux de l'intersyndicale française, ceux du Réseau syndical international de solidarité et de luttes, ceux de plusieurs syndicats britanniques, ceux de syndicats scandinaves, ... Ils associent soutien matériel et financier d'une part, échanges directs entre syndicalistes, entre travailleurs et travailleuses d'autre part. Ce dernier point est essentiel. Notre solidarité est une solidarité de classe, elle tente de répondre aux besoins d'aujourd'hui, mais construit aussi le futur: en Ukraine mais aussi plus largement, dans un cadre internationaliste qui ne passe pas par le soutien, explicite ou de fait, aux dictatures.

Demander au peuple ukrainien de cesser de résister, agir politiquement dans les institutions internationales ou nationales pour qu'il n'ait pas les moyens de le faire, c'est appuyer le régime de Poutine. Cela ne vaut pas «soutien inconditionnel». Nous l'avons déjà dit «Zelensky n'est pas notre ami... et alors?»; les choix économiques et sociaux du gouvernement ukrainien, ses hommages à des «héros nationaux» fascistes, nous les dénonçons; plus important, nos camarades syndicalistes, féministes, LGBTQI+, écologistes, etc. sur place se battent contre.

1 580 jours plus tard, cela aussi il faut le répéter: celles et ceux que nous soutenons en Ukraine, celles et ceux avec qui nous avons des échanges quotidiens, mènent une double bataille: contre le gouvernement, le patronat et les forces réactionnaires ukrainiennes, et contre l'armée russe qui occupe une partie du territoire, piétine depuis plus de quatre ans mais continue de tuer, blesser, détruire.

Une camarade du syndicat étudiant Priama Diia l'expliquait fort bien lors d'une récente réunion organisée par le Réseau syndical international de solidarité et de luttes au cours de laquelle intervenaient, outre nos jeunes camarades d'Ukraine, le syndicat des plâtriers et peintres de Hébron en Palestine, la coordination des professionnels et syndicats soudanais et la Comité de conflit des travailleur·euses en lutte du Venezuela :

Nous demandons aux syndicats du monde entier de reconnaître l'oppression impérialiste russe. Nous leur demandons de reconnaître le droit du peuple ukrainien à résister

à cette oppression. Ne nous considérez pas seulement comme des victimes ou comme les instruments des intérêts de certains gouvernements. Vous pouvez constater aujourd'hui que les mouvements sociaux en Ukraine sont bien vivants et qu'ils luttent dans un contexte extrêmement complexe, où nous avons besoin de votre soutien et de votre camaraderie.

Dans le film *Le chemin de la liberté*<sup>2</sup>, une militante de Solidarité Collectives explique :

On ne défend pas une notion abstraite, la patrie; non ce qui est attaqué et en danger depuis l'agression militaire russe, c'est là où j'habite, ce sont mes voisins, les jardins où je vais, etc.

1 580 jours après, trois mois après la rencontre de Porto Alegre, il faut encore redire que les meetings, les manifestations, les appels, les déclarations «pour la paix et contre l'impérialisme» qui ne connaissent que le seul impérialisme étatsunien, parfois sous une forme élargie («occidental»), sont des actes politiques qui appuient l'impérialisme russe; et qui font aussi l'impasse sur l'impérialisme chinois. Les camarades de l'organisation ukrainienne Sotsialny Rukh l'ont rappelé aux organisations à l'origine d'une conférence internationale «contre la guerre», à Londres, le 20 juin, pour laquelle «aucun socialiste, syndicaliste, féministe ou militant LGBTQI+ ukrainien n'a été invité à prendre la parole».

---

2. Film de Pierre Chamechaude et Christophe Cordier. Voir [www.canalmarches.org/le-chemin-de-la-liberte/](http://www.canalmarches.org/le-chemin-de-la-liberte/).



L'appel lancé lors de la conférence exhorte les gens à baisser les armes et augmenter nos salaires. Pour les travailleurs ukrainiens, ce n'est pas une option. Si nous baissions les armes, nous sommes vaincus. L'occupation n'apporte pas la paix – elle apporte l'occupation, les fosses communes, les enlèvements d'enfants, les déportations et la destruction des syndicats indépendants et de la société civile. Une politique de paix qui oublie ceux qui sont attaqués n'est pas une politique de paix du tout<sup>3</sup>.

EN LIBRAIRIE LE 6 JUILLET 2026



3. Voir page 43.



PAROLES D'UKRAINE

# Histoire du mouvement de résistance des Tatars de Crimée

Irina Khalin<sup>1</sup>

**« Nous nous sommes enrôlés dans l'armée russe et nous allons la détruire de l'intérieur. »**

Depuis 2014, les résistants mènent leurs actions dans les territoires occupés, et désormais aussi en Russie. Ils gèrent des réseaux sociaux, mais sans montrer leurs visages ni révéler leurs noms. Ils n'ont pas de porte-parole pour parler de leurs activités. Ils opèrent sur le territoire occupé, et depuis le début de la grande guerre ces dernières années, également dans les régions russes. Ils font exploser, incendient, détruisent, mènent des missions de reconnaissance. Ce sont des partisans tatars de Crimée, regroupés sous le nom d'Atesh. Cela signifie « feu ». Et pas le feu en tant qu'élément naturel, mais « feu ! » comme un ordre militaire.

Leurs déclarations concernant leur implication dans telle ou telle action de sabotage ne peuvent généralement pas être vérifiées de manière indépendante. Et certaines de leurs opérations ne sont même pas rendues publiques.

---

1. Source : article paru en russe dans [Novaya Gazeta Europa](#), le 10 juin 2026. Traduction en français par le [RESU-Belgique](#).

Illustration : *Novaya Gazeta Europe*; Trad de l'Atesh à Feodisian août 2023 (Tech/telegram)



Cependant, ce phénomène - le mouvement de guérilla comme forme de résistance interne - existe bel et bien. C'est pourquoi *Novaya Europa* a commencé à rassembler des informations à son sujet, brique par brique, et nous avons finalement réussi à nous entretenir avec leur commandant. Nous avons également discuté avec un spécialiste de l'éthique de la guerre de la manière d'évaluer les activités des partisans du point de vue du droit international et de la morale.

## Simferopol-2014. Début

Il a fallu six mois pour organiser un entretien avec l'un des fondateurs et commandants des partisans tatars de Crimée. Il s'appelle Enver, mais c'est bien sûr un pseudonyme. Même ses plus proches compagnons d'armes ne connaissent pas son vrai nom. En mai 1944, le grand-père d'Enver a été déporté de Crimée avec 200 000 autres Tatars de Crimée. Les proches de nombreux membres du mouvement ont eux aussi subi la déportation et les répressions. Ainsi, pour eux, l'occupation de la Crimée, soixante-dix ans plus tard, est devenue la terrible suite de la tragédie de leur peuple : il s'avère qu'après la mort de Staline, rien n'a pris fin, mais a seulement été « mis en pause ».

Selon Enver, on peut considérer que le mouvement de résistance a débuté en février 2014, lorsque des militants tatars de Crimée se sont rassemblés devant le parlement pour empêcher l'occupation, et que des *titouchki*<sup>2</sup> ont été

---

2. *Titouchki* : ce terme désigne des « gros bras », provocateurs ou casseurs que le pouvoir utilise pour disperser les

amenés de Sébastopol pour les contrer. Les Tatars de Crimée sont descendus dans la rue par appel du cœur, pour défendre la terre de leurs ancêtres, se souvient Enver. Mais tout s'est mal terminé : ce sont précisément les Tatars de Crimée qui ont été accusés d'avoir organisé des émeutes, et ils ont été mis en examen dans des affaires pénales. Les militants ont alors compris qu'il était impossible de vaincre l'occupation par des manifestations pacifiques : tout le monde finirait simplement en prison et les protestations seraient étouffées.

Beaucoup se souviennent de ce rassemblement qui a eu lieu le 26 février 2014. Le Parlement de Crimée devait alors examiner la question du statut de la péninsule. Les Tatars de Crimée et d'autres habitants opposés au rattachement à la Russie se sont rassemblés devant le bâtiment du Conseil suprême à Simferopol. Ils scandaient «La Crimée n'est pas la Russie !» et «Dehors la bande!». Les *titouchki*, quant à eux, scandaient «Russie!» et tentaient de hisser le drapeau russe, qui glissait sans cesse de son mât ou était arraché par les partisans d'une Ukraine unifiée. Puis les affrontements ont commencé. Les *titouchki* lançaient des feux de Bengale sur les manifestants. Ceux-ci ripostaient avec les hampes des drapeaux. Deux participants à la manifestation – Igor Postny et Valentina Korneva – ne sont jamais rentrés chez eux : ils sont morts piétinés pendant les affrontements.

---

manifestants ou intimider les opposants. Le mot dérive de Vadim Tituchko, un Ukrainien pratiquant les arts martiaux qui a été utilisé en 2013 pour intimider les manifestations d'opposition.

On savait déjà où tout cela menait. Et le président du Medjlis (l'organe représentatif des Tatars de Crimée, créé en 1991 et interdit en Russie en 2016), Refat Tchubarov, a appelé à se regrouper en groupes d'autodéfense :

Quand vous rentrerez chez vous, allez voir vos voisins, Russes, Ukrainiens, personnes d'autres nationalités... Ensemble, protégez les églises et les mosquées, ensemble, veillez sur les cimetières, ensemble, aménagez les écoles.

Et pendant la nuit, le bâtiment du Parlement a été pris d'assaut par des inconnus («des criminels», comme les a qualifiés Alexandre Tourtchinov, alors président par intérim de l'Ukraine et président de la Verkhovna Rada), et au matin, c'était le drapeau russe qui flottait au-dessus de celui de l'Ukraine.

C'est sans doute à partir de ce rassemblement que l'occupation a commencé. Puis les autorités russes ont ouvert une procédure pénale pour troubles à l'ordre public. Le vice-président du Medjlis du peuple tatar de Crimée, Akhtem Tchiygoz, a été condamné à huit ans d'emprisonnement, et son collègue Ilmi Oumerov à deux ans de colonie pénitentiaire. Ce rassemblement a donné lieu à des perquisitions, des menaces et des actes d'intimidation à l'encontre des Tatars de Crimée. La condamnation de Tchiygoz a presque semblé être un acte d'humanisme au regard de ce qui est arrivé à l'activiste tatar de Crimée Rechat Akhmetov. Le 3 mars 2014, Rechat s'est rendu seul au centre de Simferopol pour manifester contre l'occupation de la Crimée et a été enlevé par des inconnus en tenue de camouflage. Son corps, portant



des traces de torture, a été retrouvé dans une forêt le 15 mars.

### « Un de mes potes s'est introduit dans la ligne électrique avec des grenades »

Une partie des Tatars de Crimée a alors quitté la région pour l'Ukraine. Mais beaucoup sont restés. Ils attendaient le blocus : ils comprenaient que, sans cela, la Crimée ne serait pas rendue. Mais le gouvernement ukrainien a signé un accord avec la Russie et a commencé à vendre de l'électricité à la Crimée. C'est alors que les Tatars de Crimée ont lancé un blocus civil : ils espéraient que cela forcerait les occupants à partir. Mais leurs efforts restaient vains, et ils ont dû recourir à des mesures plus radicales : faire sauter les lignes électriques afin que, quels que soient les accords signés, l'approvisionnement en électricité de la Crimée devienne impossible. Selon Enver, les explosifs destinés aux lignes

électriques ont été apportés par un ami des militants tatars de Crimée originaire de Khar-kiv, connu sous le nom de code « Samouräi ». Il s'agissait véritablement d'une campagne de grande envergure, qui a débuté par le blocus civil de la péninsule, déclaré par les Tatars de Crimée, et s'est terminée par un black-out : en deux jours - les 20 et 21 novembre 2015 -, quatre lignes électriques alimentant la Crimée ont été mises hors service.

Un an après le sabotage des lignes électriques, j'ai reçu la distinction honorifique « Blocus civil de la Crimée », se souvient Erfan Kudusov, militant tatar de Crimée qui connaissait personnellement Enver et nous a confirmé son identité. C'est Lenur Islyamov, l'un des organisateurs du blocus, qui m'a remis cette distinction<sup>3</sup>.

3. Lenur Islyamov : homme politique et homme d'affaires tatar de Crimée, condamné par contumace en Russie à 19 ans de

D'ailleurs, Lenur aime beaucoup utiliser le mot « atesh » – je n'exclus pas que ce soit lui qui ait influencé le choix du nom du mouvement. Il a remis les récompenses juste à côté du lieu de l'explosion – à Novo-Alekseevka. Après la mise hors service des lignes électriques, les autorités ukrainiennes ont tenté de les réparer. Mais les pylônes détruits étaient protégés contre toute réparation par les Tatars de Crimée. Les forces spéciales ukrainiennes ont été envoyées sur place. Et là, d'un côté de la route, se tenait une unité tatar de Crimée – le bataillon de Noman Tchelebidjihan<sup>4</sup>, et de l'autre – les combattants de l'ATO<sup>5</sup> («Azov», «Donbass» et, si je me souviens bien, «Aidar»). Du sang aurait pu couler. Un de mes amis s'est carrément introduit à l'intérieur de la ligne électrique avec des grenades. La situation était très compliquée. C'est alors que nous – la rédactrice en chef d'*Ukrainska Pravda* Sevgil Musaeva, [le journaliste ukrainien] Aider Mujdabaev et moi-même – avons appelé les Tatars de Crimée de Kiev à descendre sur la place Bankova. Les gens sont sortis. [Le président] Porochenko a convoqué [l'ancien chef du Medjlis] Mustafa Djemilev et [l'actuel] Refat Tchubarov pour régler la question.

---

prison pour le blocus de la Crimée et des actes de sabotage.

4. Premier président du gouvernement de la République populaire de Crimée, assassiné en 1918 par des marins révolutionnaires.

5. ATO : entre 2014 et 2022, la guerre de basse intensité qui se livrait contre l'occupation russe du Donbass était désignée officiellement en Ukraine comme « opération antiterroriste » avec les initiales ATO.

Le 21 novembre 2015, le président ukrainien Petro Porochenko, après une rencontre avec le leader du peuple tatar de Crimée, Mustafa Djemilev, a chargé le gouvernement de prendre toutes les mesures nécessaires pour mettre fin à tout commerce avec la Crimée. Trois semaines plus tard, le Conseil des ministres a adopté une décision interdisant la fourniture de biens et de services à la péninsule occupée. La campagne s'est avérée fructueuse. Certes, à l'époque, il ne s'agissait pas encore d'un mouvement de résistance structuré, mais simplement d'un groupe d'activistes tatars de Crimée. Au départ, personne n'envisageait de créer une organisation. Mais lorsque les Tatars de Crimée et les Ukrainiens de Crimée ont commencé à être persécutés, il est devenu évident qu'un long combat les attendait. D'ailleurs, les Tatars de Crimée ont l'habitude de la lutte et de l'exil.

Avant l'invasion à grande échelle, les militants tatars de Crimée s'occupaient principalement d'étudier le déploiement des troupes russes sur le territoire de la Crimée et, de temps à autre, de mener des actions de sabotage – par exemple, mettre hors service des gazoducs. Mais après le 24 février, la question pouvait déjà être formulée autrement : il ne s'agissait plus simplement de récupérer la Crimée, mais de préserver l'Ukraine. En septembre 2022, le mouvement «Atesh» s'est définitivement constitué. Son noyau, explique Enver, reste majoritairement criméo-tatar, mais de nombreux Ukrainiens et Russes ont rejoint Atesh.

La structure d'Atesh est tenue secrète, mais, selon Enver, qui promet de révéler les détails après la guerre, le modèle a été l'OUN-B (une

faction de l'Organisation des nationalistes ukrainiens, apparue en 1940 et dirigée par Stepan Bandera, d'où la lettre B dans le nom). Début 2023, une chaîne Telegram a été créée, dont le premier message était le serment du guerrier «Atesh», et le deuxième, une courte vidéo-manifeste. Un homme cagoulé déclarait :

Nous sommes le mouvement clandestin Atesh, composé de Tatars de Crimée, d'Ukrainiens et de Russes. Nous nous sommes enrôlés dans l'armée russe et nous allons la détruire de l'intérieur. Nous divulguerons des informations sur les positions, les entrepôts, les soldats et le matériel. Nous organiserons des actions de sabotage dans les entrepôts et les quartiers généraux. Nous sommes chaque jour plus nombreux !



### Les 200<sup>e</sup> et 300<sup>e</sup>

Une fois le mouvement de guérilla formé et ayant fait son apparition publique, les actions de sabotage ont commencé dans les territoires occupés. Selon Enver, ils ont compris dès le début que, dans ces conditions, seule une approche par la force était possible, et non les persuasions et les négociations. Mais l'approche par la force ne se limite pas à des actions de sabotage sur les lignes électriques et les voies ferrées. Il s'agit aussi d'éliminer l'ennemi. Ce sont eux, les partisans tatars de Crimée, qui ont revendiqué la responsabilité de deux actions très médiatisées : l'assassinat du vice-chef de l'administration d'occupation de Kherson, Kirill Stremousov, et l'attentat contre Zakhar Prilepin (les deux messages publiés sur la chaîne Telegram «Atesh»,

auxquels se réfèrent les médias ukrainiens, ont désormais été supprimés).

Kirill Stremousov était considéré comme la figure médiatique principale de l'occupation russe. Toutefois, avant l'invasion à grande échelle, on le considérait plutôt comme un fou de la ville et un provocateur, qui se retrouvait de temps à autre impliqué dans des affaires pénales, et qui, pendant son temps libre, rédigeait des plaintes contre tous ceux qui lui tombaient sous la main. Cependant, avec le début de l'occupation, ce genre de personnage est devenu extrêmement recherché. Dès mars 2022, Stremousov a créé à Kherson une assemblée de collaborateurs - le Comité de sauvetage pour la paix et l'ordre. Et c'est là qu'un poste s'est libéré, doté d'un pouvoir illimité.

Fin octobre et début novembre 2022, Stremousov appelait à « ne pas écouter les médias ukraino-nazis nuisibles » et jurait que les troupes russes ne quitteraient pas Kherson. Et le 9 novembre, il a trouvé la mort de manière inattendue dans un accident de la route. Pratiquement au moment même où les occupants fuyaient Kherson. Par hasard ou de manière planifiée - personne ne le savait : ni les troupes d'occupation, ni l'armée ukrainienne en progression n'avaient le temps de mener des enquêtes. Selon Enver, Stremousov était arrogant et présomptueux - il conduisait son 4x4 comme un fou, sans respecter le code de la route et sans prêter attention à qui que ce soit ni à quoi que ce soit autour de lui.

Et lorsqu'un des partisans s'est retrouvé tout à fait par hasard (l'action n'était pas planifiée) à

proximité, alors, comme le dit Enver, «le reste n'était qu'une question de technique».

Avec Zakhar Prilepin, l'histoire s'est déroulée différemment. Le 3 mai 2023, sa voiture a explosé dans la région de Nijni Novgorod. L'engin explosif a été déclenché à distance. Il se trouvait sous le siège passager, mais ce jour-là, Prilepin était lui-même au volant. Sur le siège passager se trouvait son garde du corps et chauffeur, Alexandre Choubin - il a été tué sur le coup. Gravement blessé, Prilepin a été transporté à l'hôpital et placé en coma artificiel. Le Comité d'enquête de Russie a ouvert une enquête pénale pour «acte terroriste». Dans le cadre de cette affaire, Alexandre Permyakov a été arrêté et [condamné](#) à la prison à vie. Selon l'accusation, c'est lui qui aurait posé deux mines antichars radio-commandées sur une route de la région de Nijni Novgorod. Lors de notre conversation, le commandant d'Atesh n'a ni confirmé ni infirmé que Permyakov ait été lié d'une manière ou d'une autre au mouvement partisan.

À la question de savoir pourquoi ils avaient choisi Prilepin, Enver répond que, comme celui-ci venait à Kherson et faisait de la propagande pour le «monde russe», il était devenu, comme tout occupant, une cible légitime en temps de guerre.

Les propagandistes ne sont pas du tout inoffensifs et causent autant de tort que les agresseurs armés de mitraillettes, car c'est en grande partie «grâce» à eux que des volontaires continuent de s'engager dans l'armée russe, estime le commandant des partisans.

Nous avons l'habitude de percevoir les partisans comme une sorte de mouvement spontané et auto-organisé, explique le philosophe Arseni Kouman'kov, spécialiste de l'éthique de la guerre et auteur des ouvrages *La guerre au 21<sup>e</sup> siècle* et *La guerre, ou prisonniers de la violence*.

Mais historiquement - tant à l'époque napoléonienne qu'au 20<sup>e</sup> siècle, y compris pendant la Seconde Guerre mondiale -, les mouvements de partisans étaient plutôt liés aux armées régulières et soutenus par celles-ci. Il s'agissait, pour parler simplement, de militaires qui agissaient de manière non conventionnelle. Rappelez-vous, Napoléon se plaignait que les Russes ne faisaient pas la guerre correctement: leur manière de mener la guerre n'était pas la bonne, elle n'était pas noble. Dans notre cas, la situation est différente: Atesh est, selon moi, un mouvement auto-organisé. Et la question de savoir si les partisans sont soumis à certaines normes éthiques et au droit international est, dans ce cas, plus complexe.

La situation n'est pas très bonne en ce qui concerne le droit international, car il s'avère qu'il devrait en principe interdire tout mouvement de partisans: en effet, les militaires se font passer pour des civils et peuvent ainsi créer un danger supplémentaire pour ces derniers. Une autre question est donc importante ici: les personnes qui ne disposent pas des ressources et des moyens nécessaires pour s'opposer aux forces armées régulières ont-elles le droit de mener des opérations militaires contre ceux qu'elles considèrent comme des occupants ou des traîtres? Ce droit n'est

autre que le droit à la libération de l'occupation, le droit à l'autodétermination nationale.

### « Arrêtons la guerre ensemble ! »

Avant même que Atesh ne se forme en mouvement, il restait en Crimée des gens qui, par serment, par patriotisme, par esprit d'initiative, ont commencé à apporter leur aide sur le plan de l'information, de l'organisation et par d'autres moyens, se souvient Erfan Koudousov. Puis, de telles personnes sont apparues dans les villes occupées de Henitchesk, à Melitopol, à Novo-Alekseevka. Pas seulement des Tatars de Crimée, mais aussi des Ukrainiens. Ils ont, je dirais, apporté leur aide de leur propre initiative. Bien sûr, il y avait aussi ceux que nos services spéciaux avaient délibérément laissés là-bas pour mener des missions d'infiltration. Malheureusement, les trahisons ont également été très nombreuses pendant l'occupation. De nombreux agents de la milice et du SBU ont rejoint le camp des occupants. Et l'action de la résistance n'en devenait que plus précieuse. En Crimée, on peut être emprisonné pour avoir parlé en tatar de Crimée ou en ukrainien – des citoyens vigilants appellent le FSB. Et si une personne a vraiment fait quelque chose – dessiné, collé un tract, incendié une armoire électrique –, elle encourt des peines très lourdes. Mes amis sont en prison – certains ont écopé de dix-sept ans, d'autres de vingt ans. C'est pourquoi, bien sûr, la peur est là. Mais en même temps, on comprend le chaos qui règne en Russie. Ils ne peuvent pas censurer les réseaux sociaux, ils luttent contre les messageries instantanées, mais en vain.



De nouvelles messageries instantanées apparaissent, de nouvelles technologies. Un nombre énorme de personnes passent leur temps dans les jeux vidéo, et au sein de cet espace ludique, il y a un excellent échange d'informations. C'est très difficile à surveiller.

Si, auparavant, les territoires occupés constituaient le principal champ d'action d'Atesh, après l'invasion à grande échelle, leurs actions ont commencé à s'étendre à différentes régions. Cela signifie que des Russes rejoignent le mouvement – en tout cas, on ne peut pas « couvrir » un tel nombre de régions avec les seuls Tatars de Crimée. Du coup, en une nuit, des milliers de tracts [apparaissent](#) dans des villes de Russie : à Nijni Novgorod, Kostroma, Tambov, Tver, Saransk, Kursk, mais aussi à Omsk, Novossibirsk et Kazan. Puis, un agent « Atesh » s'infiltré à l'usine de radios du groupe de défense aérienne « Almaz-Antey » à Balakhna, dans la région de Nijni Novgorod. Ensuite, des participants au mouvement qui se sont enrôlés dans l'armée



russe [mènent](#) des prises de vues depuis un champ de tir dans cette même région pendant des exercices.

L'histoire de Gennady Artemenko, dont a parlé *Novaya Gazeta Europe*, s'est également déroulée dans la région de Nijni Novgorod, à Djerjinsk. Il a été accusé de trahison, notamment pour les tracts Atesh qui apparaissaient dans la ville presque chaque nuit. Certes, après l'arrestation de Gennady, les tracts n'ont pas cessé d'apparaître, mais l'accusation, fondée sur un enregistrement d'une caméra de surveillance éloignée (la vidéo ne montre qu'une silhouette en veste, et l'enquête n'a pas réussi à établir son identité), a été maintenue. D'ailleurs, ces tracts ne contenaient pas d'appels à tuer Poutine ou à faire sauter une caserne – on y lisait : «Arrêtons la guerre ensemble !»

Dans la région de Nijni Novgorod, d'ailleurs, la chasse aux espions battait son plein. On peut citer l'affaire du retraité Lev Lerman, qui a été accusé d'espionnage, mais pour lequel on n'a rien

trouvé du tout : ni dans son téléphone, ni dans son ordinateur, ni sur les caméras de surveillance parmi les silhouettes distribuant les tracts Atesh, on a procédé à une nouvelle perquisition et découvert dix cartouches (seuls des agents de police étaient présents lors de cette «découverte»). Lerman a été envoyé dans une colonie pénitentiaire. Il est possible que cette activité des services spéciaux, précisément dans la région de Nijni Novgorod, soit liée à l'attentat contre Prilepine. Ou peut-être aussi au fait que, là-bas, après toutes ces arrestations, les tracts Atesh continuent d'apparaître régulièrement. Et désormais, ils ne contiennent plus seulement des appels à mettre fin à la guerre ensemble, mais aussi des appels à rejoindre le mouvement de guérilla, ce qui semble encore plus radical aux yeux des autorités.

Mais, pour l'instant, aucun des participants au mouvement n'a été arrêté par les services secrets russes ni incarcéré, affirment les dirigeants des partisans tatars de Crimée.

Il y a deux ans, le mouvement s'est doté d'une branche cyber-partisane : Cyber Atesh. L'année dernière, les cyber-partisans ont mis hors service le registre russe des citations à comparaître électroniques ; ils [ont attaqué](#) Alfa-Bank et la Rosselkhozbank ; ils [ont piraté](#) les téléphones des employés d'une entreprise fabriquant des drones et ils en ont extrait les schémas logistiques et de transfert des drones aux troupes ; ils ont obtenu des documents secrets sur les quarts de combat des navires de la flotte de la mer Noire. Et, bien sûr, les listes du personnel leur sont toujours utiles : cela, disent les partisans, servira à les traduire en justice à l'avenir.

D'ailleurs, selon Enver, la plupart des « cyber-pirates » sont russes.

Quant à la composition nationale – combien y a-t-il actuellement de Tatars de Crimée, d'Ukrainiens et de Russes – je ne vous le dirai pas, et personne ne vous le dira, dit Erfan Kudusov. Mais je vous assure que s'il y a un ou deux Tatars de Crimée dans une unité, on peut déjà sans hésiter qualifier cette unité de tatar de Crimée. Lorsque « Atesh » s'est constitué en mouvement de partisans, la plupart des Tatars de Crimée l'ont accueilli avec joie. Mais beaucoup ont pris peur. La situation en Crimée a très fortement changé. En gros, un habitant sur trois porte aujourd'hui l'uniforme. Et les services secrets instillent un climat de peur. Les activités de renseignement, d'infiltration et de sabotage se poursuivent, comme elles l'ont toujours fait. Mais toutes les tentatives pour approcher les hauts responsables ont échoué : l'endroit est tellement infiltré par les services secrets que les mots manquent pour le décrire.



Selon Koudousov, de nombreux Tatars de Crimée ont été contraints de partir : certains en Europe, d'autres en Ukraine, et ils combattent désormais dans différentes unités des Forces armées ukrainiennes.

Ils ne se font en aucun cas remarquer, ne sont pas présents sur les réseaux sociaux et ne s'expriment pas publiquement, poursuit-il. Parce que nous avons des familles nombreuses, et que chacun a laissé des proches en Crimée.

Et s'il y a ne serait-ce qu'un vague soupçon que l'un de vos proches se bat, on vous envoie d'abord le policier de quartier – comme une sorte de « marque noire », puis le parquet, le Comité d'enquête, le FSB. Les gens vivent dans un état de peur permanente.

Les maris se « renferment » vis-à-vis de leurs femmes pour ne pas dire un mot de trop. Je ne veux pas lancer d'appel du genre : « Allez, Tatars de Crimée, rejoignez tous l'Atesh », mais nous avons vraiment besoin de plus de monde et d'une résistance puissante. Au cours de l'année dernière, j'ai assisté à sept enterrements. Et je comprends parfaitement que résister, c'est s'exposer à un danger mortel. Mais ne pas résister, cela signifie qu'il n'y aura pas sept, mais sept mille funérailles.

### **« Si nous ne résistons pas, nous disparaîtrons tout simplement »**

On rejoint Atesh de son plein gré. Mais il arrive parfois que les partisans doivent recruter un militaire russe pour obtenir des informations ou l'utiliser à l'aveuglette pour commettre un acte de sabotage. Pas besoin d'inventer des stratagèmes complexes ni des combinaisons à plusieurs étapes. Enver affirme que le meilleur argument pour recruter des militaires, c'est l'argent. Et aussi l'alcool, que les partisans promettent de leur acheminer jusqu'à leur camp : les véhicules transportant des militaires sont arrêtés aux postes de contrôle et fouillés à la recherche de vodka, tandis que les familles de civils de Crimée peuvent passer tranquillement

tous ces postes sans être contrôlées, ce dont elles profitent.

Les *Ateshevtsy* sont aidés par des hommes d'affaires tatars de Crimée et ukrainiens, ils ont donc de l'argent pour fonctionner, y compris pour le recrutement. Selon Enver, depuis tout ce temps, ils n'ont pas rencontré un seul occupant idéologique qui aurait refusé de trahir sa patrie : ils commencent tout de suite à négocier.

Dès 2022, les partisans tatars de Crimée ont imaginé un projet pour ceux qui ne veulent pas se battre contre l'Ukraine, mais qui n'ont pas le courage de désertier et d'aller en prison. «L'école Atesh» est un projet éducatif en ligne dans le cadre duquel des instructeurs du mouvement ont formé des militaires russes au sabotage : détérioration du matériel militaire, des munitions et du carburant.

Les partisans affirment qu'au cours de l'année d'existence du projet (qui s'est achevé en août 2023), 4 000 personnes ont suivi la formation de l'école en ligne.

Mais ce fut une histoire éphémère. On l'a imaginée, mise en place, puis terminée. Il est impossible de déterminer l'efficacité de l'école : tout ce qui s'est fait en ligne y reste, et si l'un des participants au cours s'est réellement livré à des actes de sabotage, il est peu probable qu'il en informe qui que ce soit. Il préférera que cela reste un secret pour toujours. Ou, du moins, jusqu'à la fin de la guerre. Les partisans eux-mêmes ne font aucun commentaire et ne donnent aucun détail - ils se contentent de dire que le retour d'information existe bel et bien et que, dans plusieurs cas assez connus,

les leçons de l'«École Atesh» ont porté leurs fruits.

En revanche, ils parlent ouvertement de leurs autres actions. Par exemple, le 12 novembre 2022, une déclaration a été publiée sur la chaîne Telegram Atesh : «Dans les hôpitaux militaires de Simferopol, des agents d'Atesh ont éliminé avec succès 30 militaires de l'armée russe. Trente traînards que nous avons aidés à rejoindre le tribunal de Dieu» (cette [publication](#) a désormais été supprimée, mais des captures d'écran ont été conservées dans les reportages des médias ukrainiens). La liste des victimes a été publiée sur la même chaîne Telegram (là encore, seules des captures d'écran ont été conservées). Le ministère de la défense de la Fédération de Russie n'a ni confirmé ni infirmé cette information. Selon Enver, plusieurs partisans se sont introduits dans un hôpital militaire en tant que bénévoles et ont remplacé les perfusions, entraînant la mort de dizaines de patients. Il affirme que cela n'a pas été difficile à faire, car les personnes qui se sont présentées à l'hôpital pour se porter volontaires n'ont même pas eu leurs papiers vérifiés. Le commandant des partisans affirme qu'ils ont tous réussi à s'enfuir en Turquie - c'était le chemin le plus rapide et le plus simple.

En décembre 2022, les *Ateshevtsy* ont recruté, ou plutôt soudoyé, un simple soldat d'une unité militaire du village de Sovetsky. Le soldat, raconte Enver, «s'est avéré très cupide et a longuement marchandé». Mais il a fini par accepter et a introduit un sac dans la cantine de sa caserne. Dans la nuit, ce sac a pris feu et a incendié la caserne. Le fait est que les Criméens

connaissent parfaitement cette unité militaire: avant l'occupation, il s'agissait de l'unité ukrainienne A-4519.

Et à Nova Kakhovka, en février 2023, les partisans ont repéré des militaires russes venus en mission. Les *Ateshevtsy* ont remarqué que ces militaires empruntaient chaque matin et chaque soir le même itinéraire, et fréquentaient les mêmes magasins et cafés. Il n'a donc pas été difficile de placer des explosifs dans leur voiture. L'explosion a retenti le matin du 10 février sur l'avenue Dniprovskyyi, près du commissariat de police. Deux personnes ont été tuées sur le coup, deux autres ont été hospitalisées dans un état grave. Du point de vue des partisans, il s'agissait d'un message adressé à tous les Ukrainiens sous occupation: ils doivent voir que la résistance se poursuit. D'un point de vue juridique, il s'agit bien sûr d'actes illégaux, explique Arseni Kouman'kov:



Les blessés sont des non-combattants, c'est-à-dire qu'ils ne participent pas aux combats pour le moment. C'est pourquoi, d'un point de vue juridique, il est bien sûr interdit de s'en prendre à eux. C'est un crime. Mais si nous avons rapidement fait le point sur le droit, il reste encore la question de la morale. Et si l'on examine la situation à travers le prisme des catégories morales, voici ce qui en ressort: les blessés guériront, retourneront au front et tueront. D'un autre côté, selon cette logique, on pourrait s'en prendre à n'importe qui, car cette personne pourrait potentiellement signer un contrat et partir au front.

Un adolescent peut grandir et devenir militaire. Les femmes aussi, d'ailleurs, servent dans l'armée. Et si l'on suit cette logique, on risque de provoquer une violence à grande échelle. Mettre l'adversaire hors d'état de nuire par des moyens non létaux, le rendre inoffensif, mais ne pas le tuer – c'est, bien sûr, la formule idéale. D'une manière générale, je vais peut-être exprimer un point de vue impopulaire, mais, à mon avis, nous devons être stricts en matière de morale et simplement accepter que nos actions ne soient pas toujours morales – même si elles sont parfois efficaces, inévitables et, en fait, la seule option possible. Il faut alors se dire: «Oui, nous faisons quelque chose qui n'est pas très bien d'un point de vue moral, mais c'est actuellement le seul moyen possible». Et deuxièmement, il faut se demander: pourquoi ces personnes sont-elles contraintes de faire ce qu'elles font? Pourquoi se sont-elles retrouvées dans une telle situation? Et cela, ce n'est plus de leur responsabilité.

Certains disent que certaines actions d'Atesh semblent cannibales. D'autres estiment qu'«ils ne réduisent pas assez à néant les occupants». D'autres encore sont convaincus que l'action des partisans tatars de Crimée sur les territoires occupés est un héroïsme pur et simple, qui fera l'objet de livres et de films. «Vous comprenez, a dit Erfan Kudusov en prenant congé, si nous ne résistons pas, nous risquons tout simplement de disparaître. Les Ukrainiens, en tant que nation, ne disparaîtront pas, ils ne se dissoudront pas, même sans le Donbass et la Crimée. Même

si, Dieu nous en préserve, on leur arrachait la moitié du pays, les Ukrainiens ne disparaîtraient pas. Mais une grave menace d'extinction pèse sur nous. C'est pourquoi l'action d'Atesh est très importante pour nous. Même le mot lui-même - «atesh» - réchauffe l'âme, car c'est le nôtre, celui des Tatars de Crimée.»



## Exiger des changements sans fragiliser l'unité de la population contre l'impérialisme russe

### Tamyla<sup>1</sup>

Bonjour, je m'appelle Tamyla. Je suis étudiante à l'Académie ukrainienne de l'imprimerie et membre du syndicat étudiant Priama Diia. Je viens de Kherson, une ville occupée, et j'ai vu de mes propres yeux ce que promet la vie sous l'oppression impérialiste russe.

À l'époque, ce fut un immense soulagement de fuir vers une partie libre de l'Ukraine et de ressentir que l'air même que je respirais était libre; de pouvoir enfin parler à voix haute dans la rue sans mettre ma sécurité en danger; de ne plus avoir l'impression de devoir quelque chose à quelqu'un simplement pour rester en vie et indemne. Le contraste était saisissant et m'a rendue profondément reconnaissante envers mon pays et les personnes qui l'habitent, envers les valeurs de liberté, de dignité, de solidarité et de paix que la culture ukrainienne a commencé à incarner à mes yeux. Mais notre peuple n'est pas un bloc homogène et nous vivons dans

---

1. Tamyla est étudiante et membre de Priama Diia. Nous reproduisons ici son intervention à une réunion du [Réseau syndical international de solidarité et de luttes](#) (8 juin 2026).

un monde difficile et dangereux, où les Ukrainiennes et les Ukrainiens ordinaires doivent sacrifier quelque chose pour survivre.

Les fléaux habituels, impérialisme, capitalisme, patriarcat, homophobie et xénophobie, prospèrent dans de telles conditions, et les acteurs malveillants se sentent encouragés par cette période de crise.

Malgré tout cela, durant mon adolescence, je n'ai fait qu'effleurer le militantisme. Je ne m'y suis jamais véritablement engagée, faute d'informations sur ce que pouvait être l'activisme en Ukraine. On ne m'avait jamais montré d'issue à mon désespoir; je pensais que la politique n'était pas faite pour moi, que je n'avais aucun pouvoir pour changer les dynamiques sociales du monde. Tout cela me semblait désespérant et isolant. Voir la montée internationale du fascisme et la diffusion du néolibéralisme jusque dans mon propre pays, sans rien faire, était difficile à supporter. À un moment, j'étais tellement déprimée et écœurée par ma propre inaction que j'ai fait un saut dans l'inconnu et rejoint Priama Diia. C'est alors que tout a changé pour moi.

Priama Diia est un syndicat étudiant indépendant, très différent de la majorité des autres organisations et syndicats étudiants en Ukraine. Dans les universités ukrainiennes, il existe des structures syndicales obligatoires. Les étudiant·es sont encouragé·es à les rejoindre et cela est présenté comme de l'auto-organisation. Pourtant, ces syndicats «jaunes» ne sont pas réellement indépendants. Ils répondent avant tout aux besoins des autorités et ne représentent jamais véritablement les intérêts des étudiants. Leur principale préoccupation est de

préserver l'image et la réputation des universités. En conséquence, les étudiant·es ne sont pas particulièrement motivé·es à les rejoindre, ce qui affaiblit l'esprit même du syndicalisme.

Ainsi, l'objectif principal de Priama Diia est de montrer aux étudiant·es ce que peut être une véritable auto-organisation indépendante. Nos principes fondamentaux sont :

- l'action à la base ;
- une structure horizontale ;
- l'antidiscrimination ;
- la solidarité ;
- l'internationalisme ;
- une éducation gratuite.

La génération actuelle de notre syndicat existe depuis 2023 et rassemble des étudiantes et étudiants de toute l'Ukraine. Nous avons plusieurs sections locales autonomes dans différentes villes, mais nous sommes uni·es par la solidarité et par nos principes communs.

Pour mieux comprendre le contexte dans lequel agit Priama Diia, il faut expliquer la situation ukrainienne. Comme vous le savez sans doute, la guerre à grande échelle dure désormais depuis quatre ans. Aujourd'hui, 20 % du territoire ukrainien est occupé; nous subissons toujours des bombardements et des attaques de drones militaires contre nos infrastructures civiles. La plupart des Ukrainien·nes savent que notre survie physique est en jeu dans cette guerre. L'accès au logement, aux services essentiels et aux soins médicaux est extrêmement précaire selon l'endroit où l'on vit, sa classe sociale et parfois simplement la chance.



Ces quatre années ont profondément transformé notre compréhension collective de la politique et de l'activisme. En raison de la guerre hybride, qui combine la force militaire avec la désinformation, les cyberattaques, la coercition économique et les opérations indirectes, nos concitoyen·nes se méfient de tout ce qui pourrait contribuer à l'instabilité que l'ennemi cherche à provoquer, sur le plan économique comme culturel. Malheureusement, cela a aussi renforcé une attitude sceptique et rigide à l'égard des revendications de changement social, une situation souvent exploitée par l'extrême droite et par le gouvernement. Être syndicaliste en Ukraine consiste à marcher sur une ligne très fine : exiger des changements sans fragiliser suffisamment l'unité de la population pour être accusé·e de trahison. On nous répète souvent que nous « demandons trop », par des personnes et des institutions qui cherchent surtout à masquer tout ce qu'il serait pourtant possible de revendiquer.

Le rôle du syndicalisme dans ce contexte diffère peut-être de ce qui vous est familier, mais nous poursuivons les mêmes objectifs. La majorité des personnes présentes sur le front sont des travailleurs et des travailleuses. De nombreuses et nombreux syndiqués ont donc rejoint l'armée, et les syndicats cherchent à les soutenir et à maintenir le contact avec eux.

Nous sommes un syndicat étudiant et peu de nos membres sont en âge d'être mobilisé·es. Nous essayons d'aider nos camarades

anti-autoritaires présents sur le front<sup>2</sup>, mais notre objectif principal demeure de donner une voix aux étudiants à travers toute l'Ukraine. Nous ne craignons pas de revendiquer des transformations sociales radicales. Nous luttons pour une éducation gratuite et accessible ainsi que pour la préservation de la protection sociale. Nous pensons qu'en temps de guerre, l'accès à l'éducation est indispensable : il constitue une condition de notre survie et de la reconstruction d'après-guerre.

À une époque où une grande partie des infrastructures civiles a été détruite et où de nombreux territoires ont été occupés, les résidences universitaires représentent souvent la seule possibilité de logement pour les étudiants. L'existence de ces résidences et des programmes d'éducation gratuite est essentielle pour les jeunes vivant sous occupation qui cherchent à rejoindre l'Ukraine libre.

Nous avons dû faire face à de nombreux changements, notamment la fusion d'universités au nom de « l'optimisation ». Je suis moi-même concernée par cette politique, car mon université, l'Académie ukrainienne de l'imprimerie, a été fusionnée avec l'Université nationale polytechnique de Lviv, malgré son importance culturelle dans l'histoire ukrainienne. Je suis ainsi devenue étudiante dans un établissement différent de celui auquel j'avais postulé. Cette politique a été imposée à l'Ukraine par le Fonds monétaire international. Les universités ont reçu

---

2. Voir *Anarchistes et anti-autoritaires dans la guerre d'Ukraine*, *Les Cahiers de l'Ukraine résistante*, n° 1, Paris, Syllepse, 2026.

d'importantes subventions pour encourager les fusions ; cet argent devait servir à construire de nouvelles résidences étudiantes, ce qui n'a toujours pas été réalisé à ce jour. Aucune garantie solide n'a non plus été donnée aux étudiant·es concerné·es quant à la validité future de leurs diplômes ou à leur droit de résider en cité universitaire. J'ai participé à une importante mobilisation étudiante contre cette mesure. Pourtant, le ministère de l'éducation a ignoré nos revendications et nous a seulement répondu par des promesses creuses. J'ai dû refaire de nombreux documents administratifs, tandis que d'autres étudiant·es ont vu leurs frais de scolarité augmenter.



### **Contre les discours sexistes dans l'enseignement supérieur**

Ces dernières années, l'Ukraine a connu ce qui pourrait être décrit comme un mouvement #MeToo : des étudiantes et des employées universitaires ont dénoncé des cas de harcèlement sexuel et d'abus commis par des professeurs et des membres de l'administration.

Beaucoup de ces hommes ont échappé à toute responsabilité pendant des années, voire des décennies, et même aujourd'hui, les universités et la justice ne les sanctionnent pas correctement. En tant que syndicat opposé à toute discrimination et attaché aux principes féministes, nous avons organisé des mobilisations contre ces abus.

Nous essayons de donner une voix aux victimes et de lutter contre la culture du silence qui permet leur perpétuation. Dans cet esprit, Priama Diia coopère activement avec de nombreuses

organisations féministes et LGBTQ+. L'Ukraine a encore un long chemin à parcourir concernant les droits des femmes et des personnes LGBTQ+ par rapport à certains pays européens, mais nous restons déterminé·es à réduire cet écart.

### **Contre la réforme du Code civil**

Cette année, notre Parlement a proposé une réforme du Code civil régissant les affaires privées des citoyens, des entreprises et des organisations. Ce projet de plus de 800 pages comporte de très nombreux problèmes. Il a été critiqué tant par les organisations militantes que par le ministère de la justice. Pourtant, il a été adopté en première lecture en une seule journée, sans aucun débat public. Ce texte retire aux personnes queer la possibilité de faire reconnaître leur famille en imposant une définition strictement hétérosexuelle de celle-ci, supprimant ainsi les rares droits dont elles disposent encore en Ukraine. Il ouvre également la voie à une discrimination explicite envers les personnes transgenres, en annulant leurs mariages si elles entreprennent une transition. Le projet introduit aussi la notion de « *boni mores* » (« bonnes mœurs »), qui constitue une tentative évidente de permettre aux tribunaux de s'appuyer sur des conceptions vagues de la moralité publique. L'une des applications prévues est de limiter le droit au divorce sans faute, en encourageant les couples à se réconcilier afin de préserver les « bonnes mœurs ». Une telle mesure mettrait gravement en danger les femmes victimes de violences conjugales qui ne seraient pas en mesure de prouver des violences physiques.

Pour cette raison, ainsi que pour d'autres questions liées à la liberté d'expression, à la privatisation des terres et à bien d'autres sujets, Priama Diia s'est opposée fermement à ce projet dès le premier jour. Nous avons rejoint une campagne nationale exigeant sa modification.

## Des mobilisations sous le menace des missiles russes

J'ai contribué à organiser une manifestation de Priama Diia à Lviv, au cours de laquelle nous avons traversé la ville pour rendre notre présence visible et faire entendre nos revendications. Peu avant cela, nous avons occupé l'escalier principal d'une université afin d'encourager les étudiants à rejoindre notre lutte. Je souhaite attirer votre attention sur le courage de toutes les Ukrainiennes et de tous les Ukrainiens qui participent à des actions de terrain. Elles et ils savent qu'elles et ils s'exposent au danger des attaques militaires russes, mais elles et ils continuent malgré tout. Même s'il existe toujours un risque physique à se trouver dehors au mauvais moment, de nombreuses campagnes ont été organisées avec succès. La police nous a parfois affirmé que nous n'aurions pas le droit de manifester, sous prétexte que les rassemblements importants constituent des cibles potentielles pour les bombardements.

Pourtant, nous ne reculons jamais. Chaque jour, nous démontrons que nous ne nous rendons jamais et que nous ne renoncerons jamais à la lutte pour notre liberté et nos droits.

Après vous avoir raconté tout cela, je vous demande de faire preuve de solidarité avec nous. Soutenez l'Ukraine non seulement par des

VENEZ ÉCOUTER DES SYNDICALISTES DE

laboursolidarity.org

**PALESTINE, D'UKRAINE, VENEZUELA, SOUDAN ET IRAN !**

INTERVIENDRONT DES SYNDICALISTES DU

- > PPSWU - PALESTINE
- > PRIAMA DIIA - UKRAINE
- > CNCTL - VENEZUELA
- > SCPS - SOUDAN
- > SSTI - IRAN

**Participer!**

Des travailleurs e des travailleuses de Palestine, d'Ukraine, du Venezuela, du Soudan et d'Iran nous parlent !

> [BIT.LY/VIRTUAL\\_LABOUR](https://bit.ly/virtual_labour)

UN MEETING ORGANISÉE PAR LE RÉSEAU SYNDICAL INTERNATIONAL DE SOLIDARITÉ ET DE LUTTES

**8 JUIN**

**13H30**  
CARRACAS

**14H30**  
RIO DE JANEIRO, SÃO PAULO, BUENOS AIRES

**18H30**  
LONDRES

**19H30**  
PARIS, MADRID, ROME, VARSOVIE

**20H30**  
RAMALLAH, KIEV

paroles, mais aussi par des actes, car ensemble nous sommes plus forts face aux pouvoirs oppressifs de ce monde.

Nous demandons aux syndicats du monde entier de reconnaître l'oppression impérialiste russe. Nous leur demandons de reconnaître le droit du peuple ukrainien à résister à cette oppression.

Ne nous considérez pas seulement comme des victimes ou comme les instruments des intérêts de certains gouvernements. Vous pouvez constater aujourd'hui que les mouvements sociaux en Ukraine sont bien vivants et qu'ils luttent dans un contexte extrêmement complexe, où nous avons besoin de votre soutien et de votre camaraderie.



Nous sommes reconnaissant·es des actions déjà entreprises par les camarades de ce réseau. Par exemple, toutes les collectes de fonds organisées par Solidaires pour soutenir notre syndicat ont été essentielles pour maintenir nos activités et mettre en place des mesures de sécurité. Elles nous ont également permis de rester plus indépendant·es des acteurs politiques.

Nous en sommes reconnaissant·es, car nous croyons fermement qu'un syndicalisme indépendant est indispensable pour obtenir les changements que nous souhaitons voir advenir.

## Défendre les valeurs ukrainiennes : liberté, égalité, entraide et démocratie

### Atelier féministe<sup>1</sup>

La deuxième édition de la LvivPride, « Pour les vraies traditions », s'est déroulée à Lviv le 7 juin 2026.

Le 7 juin 2026, environ 300 personnes se sont rassemblées dans le centre de Lviv à l'occasion de la LvivPride pour affirmer haut et fort :

Les personnes LGBTQ+ font, ont toujours fait et continueront de faire partie intégrante de la société ukrainienne. Nous avons le droit de vivre en sécurité, de fonder une famille, d'être visibles et de bénéficier de l'égalité des droits devant la loi.

L'événement s'est déroulé en deux parties.

La première partie – une manifestation traditionnelle – a porté sur les préoccupations concernant le projet de nouveau Code civil, qui ne tient pas compte des droits des personnes LGBTQ+. Les militant·es ont scandé « Non au Code civil » en réponse à une récente déclaration publique de M. Stefantchuk selon laquelle le nouveau projet de Code civil n'étendrait pas les droits des personnes LGBTQ+, bien qu'une coalition d'organisations spécialisées ait déjà

---

1. 9 juin 2026.



soumis 95 pages d'amendements. «Nous avons besoin de garanties concrètes et d'une terminologie juridique claire, de la reconnaissance des partenariats civils, de la responsabilisation en cas de crimes de haine et d'une procédure simplifiée pour la reconnaissance légale du genre», ont déclaré les organisateurs.

La deuxième partie de l'événement consistait en un mariage traditionnel ukrainien. Les militant·es ont souligné qu'ils souhaitaient changer un système dans lequel ils et elles sont qualifié·es de «non traditionnels» et séparé·es du reste de la société, alors qu'en réalité, les personnes LGBTIQ+, comme tout le monde, paient des impôts, étudient, travaillent, défendent l'Ukraine et souhaitent simplement vivre leur vie en bénéficiant d'un accès égal aux droits fondamentaux.

Ce premier mariage lesbien en Galicie ukrainienne comprenait des vœux de mariage, un échange d'alliances, la pose de couronnes de fleurs traditionnelles, une première danse et, bien sûr, une fête communautaire avec des



danses sur de la musique folklorique ukrainienne.

Les véritables traditions et valeurs ukrainiennes sont la liberté, l'égalité, l'amour, le respect, l'entraide et la démocratie. Il est temps de cesser d'utiliser la morale et la tradition comme prétexte pour justifier la discrimination et la violence systémiques.

«Nous voulons vivre dans un pays européen libre, et ensemble, nous ferons tout notre possible pour y parvenir», a déclaré Olha Yachtchenko, coorganisatrice de LvivPride.

# Un syndicaliste ukrainien au congrès de la CGT

Romain Descottes<sup>1</sup>

Le 54<sup>e</sup> congrès de la CGT, qui s'est déroulé du 31 mai au 5 juin, a été très largement rythmé par des moments internationaux. Dans cette période si particulière et si inquiétante de montée des nouvelles formes de fascisme, l'internationalisme ouvrier et syndical est une boussole fondamentale et indispensable. C'est ce que la CGT a souhaité mettre en avant et le message envoyé a été clair. Cela s'est notamment vérifié à propos des situations de guerres impérialistes, où le message syndical s'est distingué des interprétations néocampistes populaires dans une certaine gauche mondiale par son ancrage dans la réalité concrète des heures sombres que les syndicalistes de ces pays traversent.

Lors de la table ronde consacrée à la paix, Bertrand Badie a rappelé les facettes multiples de ce mot qu'on retrouve si aisément dans la bouche des néofascistes de notre temps. Elle ne se distingue pas des questions sociales et de justice, elle forme un tout. Tout comme elle ne peut se déconnecter du droit à l'autodétermination. Ainsi, il a rappelé dans une intervention très applaudie que défendre la paix en Ukraine,

c'est défendre le droit à se défendre avec des armes pour ce peuple agressé.

Nasser Abu Baker, président du Syndicat des journalistes palestiniens, Yurii Samoïlov, responsable régional de la KVPU d'Ukraine et Guy Kuku, Secrétaire général de la CGT de République démocratique du Congo, se sont succédé dans le même sens. Leurs interventions fortes et émouvantes ont insisté sur l'exigence d'une solidarité internationale sans exclusive.

Le camarade de RDC a ainsi rappelé que son pays traversait ce que les Nations unies qualifient comme le conflit le plus meurtrier depuis la Seconde Guerre mondiale. Il a félicité la CGT pour son convoi intersyndical pour l'Ukraine, affirmant sa solidarité avec ce peuple agressé, et souhaité qu'une initiative de même nature soit organisée pour son propre pays. Dont acte.

Cette solidarité avec un peuple agressé fait d'ailleurs si peur, qu'au Bélarus, Loukachenko a cherché à éliminer le syndicalisme indépendant positionné en soutien des Ukrainiennes et Ukrainiens. C'est ce que Siarhei Antusevitch, vice-président du BKDP du Bélarus en exil, a déclaré à la suite de ces camarades<sup>2</sup>. Du grand mouvement de grève de 2020 aux sabotages des approvisionnements de guerre en 2022, les syndicalistes biélorusses ont été des symboles de la force de la solidarité ouvrière autant que des peurs profondes de Poutine et Lukachenko.

Le lundi 1<sup>er</sup> juin, en clôture du rapport d'introduction au congrès de Sophie Binet, les camarades palestiniens, ukrainiens, cubains et congolais seront invité·es à la tribune. Toutes et



1. Romain Descottes et membre du collectif d'animation des éditions Syllepse.

2. Voir dans ce numéro page 132.

tous ovationnées par les congressistes, ils seront en phase avec les débats et les orientations adoptés par le congrès : une solidarité internationale sans exclusive.

Yurii Samoïlov interviendra lui une seconde fois, le mardi soir, lors du meeting contre l'extrême droite. Avec treize autres syndicalistes venus des quatre coins du globe, il rappellera sous les applaudissements nourris des délégués que :

Les capitalistes ukrainiens, qui détruisent actuellement les droits des travailleurs [...] doivent se rappeler que la classe ouvrière ukrainienne est armée. Et la classe ouvrière française doit se rappeler qu'elle a remporté toutes les réalisations sociales après la Seconde Guerre mondiale parce qu'elle était armée.

Nous reproduisons ci-dessous les deux interventions complètes de Yurii Samoïlov lors de ce congrès.

## Extrême droite : des tribuns de France aux tranchées d'Ukraine

### Yurii Samoïlov

Aujourd'hui, l'Europe connaît un bouleversement politique tectonique. Le consensus habituel des forces centristes est remplacé par une nouvelle réalité : la croissance rapide de la popularité des mouvements ultra-droitières.

Pour comprendre où se dirige notre continent, il faut comparer deux exemples radicalement différents : d'une part, la France, où l'extrême droite est devenue une machine électorale qui risque de prendre le pouvoir. De l'autre, il y a l'Ukraine, où le radicalisme de droite, contrairement aux récits de propagande, n'a aucun poids politique au parlement, mais a été transformé face à une guerre à grande échelle.

### France : du marginal au courant politique d'importance

Commençons par la France. L'événement des dernières années ici est le succès du parti du Rassemblement national sous la direction de Marine Le Pen et Jordan Bardella. Lors des élections, ils recueillent des millions de voix.

Comment ont-ils fait ? Le secret réside dans une stratégie de la « dédiablement ». L'extrême

droite en France a enlevé ses lourdes bottes, enfilé des costumes coûteux et remplacé la rhétorique agressive par des slogans économiques populistes. Ils ne parlent plus de supériorité raciale. Au lieu de cela, ils visent les points sensibles de la société française :

- crise du coût de la vie et échec de la réforme des pensions d'Emmanuel Macron ;
- un focus biaisé sur la migration et l'identité nationale ;
- un euroscepticisme présenté comme la volonté de « défendre le travailleur français ».

L'extrême droite française a habilement comblé le vide laissé par les partis traditionnels de gauche et de droite. Aujourd'hui, ils ne séduisent pas seulement une minorité marginale, mais la classe moyenne, la jeunesse et les travailleurs. Ils cherchent à se présenter comme une alternative crédible au gouvernement actuel.



### **Ukraine : mythes de propagande vs chiffres réels**

Maintenant, passons à l'Est de l'Europe, en Ukraine. Ici, on voit une image complètement différente, qui réfute totalement les déclarations bruyantes du Kremlin sur le « régime nazi ».

Si en France l'ultra-droite est devenue une force parlementaire, alors en Ukraine leur poids électoral est proche de zéro. Lors des dernières élections législatives d'avant-guerre, la coalition de toutes les forces de droite (incluant Svoboda, Secteur de droite et Corps national) n'a recueilli au total qu'un peu plus de 2 % des voix et n'a pas pu se faire élire au parlement. Alors même que ces partis d'extrême droite ont été ouvertement

financés par des oligarques ukrainiens. Depuis son indépendance, la société ukrainienne a démontré une forte immunité face au radicalisme politique d'extrême droite.

Cependant, le mouvement d'extrême droite en Ukraine a sa propre particularité : c'est la militarisation. Depuis 2014, et surtout après l'invasion à grande échelle, des représentants d'organisations d'extrême droite ont quitté les meetings et sont partis pour le front. Des unités telles qu'Azov ou le Secteur droit sont devenues partie intégrante des Forces armées et de la Garde nationale.

Une transformation unique a eu lieu en Ukraine : le radicalisme de droite s'est dissous en patriotisme national. Les dogmes idéologiques ont laissé place à une tâche purement utilitaire : protéger l'État ukrainien de la destruction. L'extrême droite ukrainienne aujourd'hui ce n'est pas un politicien revendiquant le pouvoir, c'est un combattant dans une tranchée, subordonné à la hiérarchie militaire.

Parallèlement, on constate que de nombreux jeunes qui ont commencé par militer à l'extrême droite changent d'avis et passent à gauche.

### **Comparaison et défis pour l'avenir**

En comparant la France et l'Ukraine, on observe un paradoxe.

Dans la France prospère et démocratique, l'extrême droite a su utiliser avec succès les outils de la démocratie pour la saper de l'intérieur, modifiant l'équilibre des pouvoirs au cœur de l'Union européenne. Leur percée est le résultat d'une crise systémique de confiance envers les dirigeants et de la faiblesse de la gauche.

Dans l'Ukraine en guerre, malgré les conditions extrêmes qui donnent généralement naissance au radicalisme, la société choisit le centrisme, les valeurs démocratiques et une voie vers l'intégration à l'UE. Mais un autre des résultats évidents de la guerre est le renforcement des inégalités entre les classes sociales. En Ukraine les gens ordinaires disent: les pauvres se battent, les riches s'engraissent. Il faut en déduire que dans un avenir proche en Ukraine on pourrait assister à l'émergence d'une puissante force politique de gauche.

De plus, la guerre en Ukraine a divisé l'extrême droite européenne. Alors que l'extrême droite polonaise ou finlandaise considère Moscou comme une menace directe, le Rassemblement national français s'appuie depuis longtemps sur une rhétorique pro Poutine, même s'il est désormais contraint de manœuvrer.

## Conclusion

Pour résumer, la montée de l'extrême droite en Europe n'est pas une marche unique sous la même bannière.

En France, c'est une crise d'une société occidentale bien nourrie qui veut de l'isolationnisme. En Ukraine, il s'agit d'une forme radicale de lutte pour la survie de la nation, ce qui maintient paradoxalement le pays dans le cadre d'un choix démocratique.

La principale leçon pour nous est simple: la démocratie est vulnérable lorsque les autorités cessent d'écouter leurs citoyens. Et pour contrer le radicalisme, il est nécessaire non pas de l'interdire, mais de résoudre efficacement les problèmes sur lesquels il parasite.



Et les capitalistes ukrainiens, qui détruisent actuellement les droits des travailleurs en adoptant de nouvelles lois telles que le Code du travail, la loi sur la protection du travail, la loi sur les salaires, la loi sur le dialogue social, doivent se rappeler que la classe ouvrière ukrainienne est armée.

Et la classe ouvrière française doit se rappeler qu'elle a remporté toutes les réalisations sociales après la Seconde Guerre mondiale parce qu'elle était armée.

# Monde hybride, guerre hybride et colonialisme hybride de l'ère moderne

Chers collègues,

Aujourd'hui nous vivons à une époque où les manuels classiques en science politique et affaires militaires deviennent rapidement obsolètes. La frontière entre la paix et la guerre, qui nous semblait auparavant évidente et inébranlable, a presque disparu. Bienvenue dans le monde hybride.

Qu'est-ce que c'est? C'est un état des relations internationales dans lequel l'absence formelle d'une déclaration de guerre légale à grande échelle ne signifie pas la sécurité. Aujourd'hui, la paix n'est pas l'absence de guerre, c'est une phase où la violence armée ouverte a laissé place à une pression cachée, totale et constante. Les instruments de cette pression ont été les sanctions économiques, les cyberattaques, le chantage énergétique et, surtout, les guerres cognitives - des batailles sur la façon dont les gens pensent et en quoi ils croient.



## Guerre hybride et colonialisme hybride

Lorsque la pression latente passe à une phase ouverte, nous sommes confrontés à la guerre hybride. Sa principale différence avec les conflits classiques du siècle dernier réside dans la synergie. Les chars et l'artillerie peuvent gronder sur le champ de bataille, mais en même temps, les serveurs d'infrastructure critique sont

coupés à l'arrière, et des fake news coordonnées sont diffusées à des millions de personnes via les réseaux sociaux, paralysant la volonté de résister. Les cyberattaques, la désinformation et l'étranglement économique ne sont plus des éléments auxiliaires. Ils sont au même niveau que l'équipement militaire.

Dans ce contexte, un phénomène naît que les chercheurs appellent colonialisme hybride. Le colonialisme classique du 20<sup>e</sup> siècle nécessitait la présence physique d'un gouverneur général, des troupes et la levée d'un drapeau sur le territoire occupé. Le colonialisme hybride opère de manière plus subtile. Son objectif n'est pas l'occupation physique de chaque kilomètre carré, mais l'établissement d'un contrôle total sur trois sphères clés d'un État souverain :

- économique (à travers des pièges à la dette, une dépendance critique aux ressources ou aux technologies);
- l'informationnel (par la création de réseaux médiatiques qui dictent l'agenda d'autrui à la société); les réseaux sociaux étaient un outil de solidarité populaire et de promotion de la société civile, mais ils sont devenus un outil de désinformation;
- politique (par l'érosion des institutions nationales et l'introduction d'agents d'influence).

L'objet de ce colonialisme reste formellement un État indépendant, il possède son propre hymne à l'ONU, mais ses ressources, sa politique étrangère et sa conscience publique sont complètement subordonnées au centre externe du pouvoir.

## **Nœud ukrainien : entrelacement de toutes les pratiques hybrides**

L'Ukraine est devenue l'épicentre où ces trois concepts - paix hybride, guerre et colonialisme - se sont retrouvés à un moment tragique. Le conflit ici a commencé bien avant l'invasion à grande échelle : il se déroule depuis des années dans l'espace médiatique, dans la sphère énergétique, du cyberspace et des récits historiques. Une tentative de priver l'Ukraine d'une véritable subjectivité, de subordonner son vecteur économique et politique, est une manifestation classique des pratiques néocoloniales du 21<sup>e</sup> siècle, intégrée dans les technologies modernes.

## **Moyens de résoudre et de mettre fin à la guerre : un point de vue d'expert**

Comment arrêter cette guerre dans des conditions où la diplomatie classique est au point mort ? Les négociations « pour le plaisir de négocier » ne fonctionnent pas dans le monde hybride - elles ne laissent que le temps à l'agresseur de regrouper ses forces. À mon avis, la solution à la question de mettre fin à la guerre en Ukraine réside dans le plan de détruire l'architecture même des menaces hybrides.

Trois étapes spécifiques sont nécessaires pour parvenir à une paix durable :

Premièrement : la destruction des outils hybrides. La guerre s'arrêtera lorsqu'elle deviendra économiquement et technologiquement impossible pour l'agresseur. Pour cela il faut que les pays démocratiques ne se contentent plus d'exprimer leur « profonde préoccupation »,

mais qu'ils coupent les canaux de contournement des sanctions, qu'ils privent l'agresseur de l'accès à des technologies critiques à double usage et qu'ils isolent les institutions financières qui financent la guerre. Si l'agresseur ne dispose pas de puces pour ses missiles et d'argent pour payer des mercenaires, la machine hybride s'effondrera. Les syndicats sont directement liés à la production. Les syndicats peuvent et doivent arrêter la machine de guerre.

Deuxièmement : la restauration du droit international par des garanties fermes. Le système de sécurité précédent (ONU, OSCE) a démontré sa faiblesse institutionnelle face aux menaces hybrides. La paix en Ukraine ne peut pas reposer sur des promesses. Des garanties de sécurité multilatérales strictes et juridiquement contraignantes, soutenues par le véritable potentiel de défense des alliés, sont nécessaires. L'agresseur doit comprendre clairement : ne pas respecter les frontières ou faire une cyberattaque à grande échelle impliquera une réponse instantanée et destructrice.

Troisièmement : décolonisation mentale et durabilité. Pour stopper le colonialisme hybride, la société doit avoir une souveraineté cognitive. Cela signifie des investissements à long terme dans la cybersécurité, la protection des infrastructures de l'information et la pensée critique des citoyens. La capacité de la société à reconnaître la manipulation et les fausses informations constitue une ligne de défense, au même titre que la défense aérienne au front.

## Conclusion

Chers collègues, le monde hybride est une réalité dans laquelle nous devons vivre pendant des décennies. Mais la guerre hybride n'est pas invincible. La fin de la guerre en Ukraine et la prévention de catastrophes similaires à l'avenir ne seront possibles que lorsque la communauté internationale cessera de percevoir ces événements comme un différend territorial local. C'est un défi mondial pour l'humanité. Et la réponse doit être un retour dur et sans compromis aux principes du droit international, soutenu par la force, la technologie et l'unité du monde démocratique. Et les syndicats seront à l'avant-garde de ce mouvement. La CGT est déjà sur cette voie. Préservons la paix pour nos enfants.



## « Sans infirmières, le système ne survivra pas »

### Syndicat du personnel soignant Soyez comme nous sommes<sup>1</sup>

Le système de santé ukrainien entre dans une phase de grave crise du personnel, qui pourrait devenir catastrophique dans les années à venir. Les propos qui suivent ont été tenus lors d'une conférence le 14 mai 2026 par des infirmières et des médecins de Soyez comme nous sommes et de syndicats indépendants. Selon elles, les soins infirmiers – fondement du fonctionnement hospitalier – restent pratiquement invisibles aux yeux de la politique de l'État : la charge de travail n'est pas réglementée, les salaires restent parmi les plus bas et la pénurie de personnel s'aggrave.

### « La pénurie de personnel a déjà commencé »

Oksana Slobodyana, présidente du conseil de Soyez comme nous sommes a déclaré que les prédictions concernant une pénurie massive d'infirmières, qui semblaient auparavant lointaines, sont déjà devenues une réalité.

En 2023, nous avons annoncé que des problèmes majeurs de personnel commenceraient en 2028. Mais cela a commencé encore plus tôt et a atteint des proportions catastrophiques.

---

1. Kyiv, 14 mai 2026.

Selon elle, le problème a depuis longtemps dépassé les frontières des grandes villes :

Auparavant, le problème le plus important se situait à Kyiv. Désormais, nous constatons une pénurie de personnel médical de niveau intermédiaire dans toutes les régions d'Ukraine.

Slobodyana a souligné que les infirmières quittent la profession en masse non pas par manque de motivation, mais par épuisement et manque de perspectives :

Les infirmières partent discrètement. Elles ne veulent plus se battre, elles ne veulent plus se rebeller. Les gens quittent leurs blouses blanches et quittent l'hôpital pour toujours.

Elle a également déclaré que malgré les déclarations officielles du ministère de la santé concernant la « stratégie de développement des soins infirmiers jusqu'en 2030 », les soignant·es ne constatent aucun changement réel.

### **« Une seule personne fait le travail de trois »**

Ruslana Mazurenok, secrétaire du conseil de Soyev comme nous sommes a souligné que les soins infirmiers restent le fondement du système de santé, mais que l'État ne reconnaît pas réellement la valeur de ce travail :

Toutes les manipulations spécialisées, l'utilisation d'équipements complexes, l'assistance aux interventions chirurgicales et aux soins intensifs - tout cela est effectué quotidiennement par les infirmières. Mais juridiquement et financièrement, ce travail

n'est presque pas reconnu comme un service à part entière et précieux.

Selon elle, l'État ne fixe même pas de normes minimales concernant le nombre d'infirmières dans les services hospitaliers.

On parle constamment de la qualité des services médicaux. Mais personne ne contrôle exactement le nombre d'infirmières nécessaires pour garantir cette qualité.

Mazurenok a présenté les résultats de deux études menées conjointement avec Sotslianyi Rukh et le journal *Sotsportal*. L'une d'elles, intitulée « Une pour trois : le travail des infirmières ukrainiennes », s'appuyait sur 48 entretiens approfondis réalisés dans 17 régions d'Ukraine et portait sur la charge de travail des infirmières. L'autre, intitulée « Dette envers les soignant·es : les problèmes du système des "primes de première ligne" », a interrogé 550 professionnelles de santé exerçant dans les régions les plus touchées et a analysé le problème des compléments de rémunération versés au personnel soignant.

D'après les chercheuses, les résultats ont révélé des problèmes systémiques : surcharge critique du personnel ; mécanismes de calcul des salaires opaques ; instabilité des paiements de première ligne ; épuisement professionnel massif.

Par ailleurs, Mazurenok a attiré l'attention sur la pratique consistant à transférer les infirmières à des postes à temps partiel.

Une infirmière peut légalement recevoir que 0,50 % ou 0,75 % de son salaire, mais en

réalité, elle effectue la même quantité de travail. Le nombre de patients, de perfusions, d'injections et de documents ne diminue pas.

Elle a souligné que cette « optimisation » a une incidence directe sur la sécurité des patients.

Lorsqu'une seule infirmière reste en poste pendant toute la durée du service, il ne s'agit plus d'optimisation. Cela met en danger la vie des patients.

### **« La psychiatrie repose sur des personnes épuisées »**



L'infirmière psychiatrique Halyna Stepaniuk a évoqué la situation critique au sein du service de psychiatrie. Selon elle, les infirmières travaillant dans les services de psychiatrie sont soumises à un épuisement émotionnel constant, et perçoivent des salaires qui ne leur permettent même pas de couvrir leurs besoins essentiels. « Je reçois environ 10 400 hryvnias [202 euros]. Et cela inclut les quarts de nuit et les travaux pénibles. » Stepaniuk a souligné que la guerre avait considérablement augmenté le nombre de patients souffrant de troubles mentaux.

Nous accueillons davantage de femmes qui ont perdu leur mari ou leur fils pendant la guerre. Beaucoup de patients souffrent de troubles mentaux pour la première fois, précisément à cause du stress qu'elles et ils ont subi.

Dans le même temps, le nombre d'employés diminue de plus en plus. « Je travaille comme

infirmière de garde pour 50 patients. Et ce n'est pas normal, même physiquement. »

Elle a également évoqué la réduction du nombre d'infirmières, ce qui représente une charge supplémentaire pour le personnel de garde. « Tout le travail repose désormais sur les épaules de l'infirmière de garde. Mais personne n'en tient compte. »

D'après l'infirmière, les employé·es des hôpitaux psychiatriques sont souvent pratiquement sans protection en cas d'agression de la part des patients : « Si un patient vous frappe, l'infirmière peut être tenue pour responsable. »

### **« Une équipe composée d'une seule personne ne peut pas assurer une réanimation »**

Viktor Evtouchenko, responsable du Syndicat indépendant des travailleurs de la station de services médicaux d'urgence de Bila Tserkva, a décrit une situation critique au sein du système de services médicaux d'urgence. Selon lui, le modèle actuel de réduction du personnel crée des risques directs pour la vie des patients.

Aujourd'hui, lors d'un appel, seuls un ambulancier et un chauffeur partent. C'est ce qu'on appelle l'optimisation. Mais si une telle équipe intervient en cas de soins intensifs, les chances de survie du patient sont minimes..

Il a souligné que la réanimation complète nécessite un nombre de secouristes nettement plus important.

Les professionnelles disent: pour une réanimation de qualité, il faut sept personnes.

Personne n'en demande sept. Mais il faudrait au moins une équipe complète.

Evtouchenko a également critiqué avec véhémence le niveau de rémunération des soignant-es: «Pourquoi un caissier de supermarché gagne-t-il aujourd'hui deux fois plus qu'une infirmière? C'est même gênant d'en parler.»

### **«La médecine s'est transformée en un système de services»**

Alexei Tchupryna, chirurgien et auditeur du conseil d'administration de Soyev comme nous sommes, a déclaré que la réforme du système de santé avait bouleversé la philosophie même de la médecine ukrainienne. «Avant, nous soignons les malades. Maintenant, nous fournissons des services médicaux.» Selon lui, le principal critère de «qualité» du système devient de plus en plus l'administratif, et non le résultat du traitement.

Les représentants du Service national de santé l'affirment sans détour: le résultat du traitement ne nous intéresse pas. Ce qui nous intéresse, c'est la saisie correcte des données dans le système électronique.

Tchupryna a également attiré l'attention sur le problème de l'épuisement professionnel chez les soignant-es. Il a fait référence aux recommandations méthodologiques du ministère de la santé sur l'épuisement professionnel et a déclaré que la plupart des travailleurs de la santé sont déjà en état de frustration. «Après la frustration, vient l'apathie, puis la dépression profonde.»

Par ailleurs, le médecin a critiqué la politique financière de l'État à l'égard des soignant-es.

Une infirmière reçoit aujourd'hui environ 10 000 hryvnias [194 euros]. Cela ne correspond ni à sa charge de travail, ni à son niveau de responsabilité.

### **«Sans infirmières, le système ne survivra pas»**

Au cours de la conférence, les soignant-es ont répété à maintes reprises que la crise du personnel n'était plus un problème interne à la profession, mais une menace pour l'ensemble du système de santé.

#### **Les participant-es ont exigé :**

- garantir un financement ciblé pour le travail infirmier;
- établir le statut d'infirmière au niveau législatif;
- établir des normes concernant le nombre d'infirmières dans les services;
- garantir des mécanismes transparents pour le calcul des salaires et des primes;
- mettre fin à la pratique de l'«optimisation» par la réduction des effectifs.

«Sans infirmières, il n'y a pas de soins sûrs. Et il ne s'agit plus d'un débat professionnel, mais de la survie même du système de santé», ont conclu les participant-es.

# Trois histoires d'infirmières

## Soyez comme nous sommes

En Ukraine, les infirmières sont le pilier du système de santé, aussi bien dans les villes à l'arrière qu'en première ligne. Elles travaillent sans relâche, prennent en charge la vie des patients et restent pourtant presque invisibles au sein du système. À l'occasion de la Journée des infirmières, le 12 mai 2026, Soyez comme nous sommes s'est entretenu avec certaines d'entre elles sur leur travail, leurs motivations et les raisons pour lesquelles la médecine n'existerait tout simplement pas sans infirmières.



### **Oleksandra Bogdanova, infirmière militaire**

Elle exerce depuis plus de vingt ans. Elle explique avoir fait ce choix de carrière pendant ses études et ne l'avoir jamais regretté. Avec le déclenchement de la guerre à grande échelle, elle signe un contrat et retourne dans l'unité militaire où elle avait travaillé auparavant.

C'est effrayant, mais le travail est plus important que la peur. Au début, j'avais peur. Mais je savais où j'allais, et je connaissais les gens. Cela m'a vraiment aidée à franchir le pas. Nous sommes aussi armés. Ici, on n'est pas seulement infirmière, on est aussi soldate. Les infirmières travaillent aux limites des capacités humaines. Elles assurent la continuité des soins

médicaux. Parfois, elles pratiquent également des interventions médicales.

### **Larisa Prindylas, infirmière hospitalière**

Elle travaille comme infirmière depuis plus de vingt ans. «J'adore mon métier. Mais ce que je n'aime pas, c'est le salaire.» Aujourd'hui, elle gagne environ 11 000 à 12 000 hryvnias. Elle raconte qu'il y a eu des périodes où son salaire est tombé à 6 000 ou 7 000 hryvnias. «Il y a 20 patients dans le service. Il faut leur mettre des perfusions, leur faire des injections. On est tiraillé entre les différents services.» En raison du manque de personnel, une infirmière travaille souvent pour deux ou trois personnes :

Si vous travaillez pour deux, vous recevez pour un [salaire]. Et c'est comme ça partout. Il n'y a pas assez d'infirmières. Et c'est un travail



physiquement difficile : soulever, laver, retourner les patients. Et cela fait aussi partie de la responsabilité de l'infirmière.

Larisa tente elle aussi de faire évoluer la situation : elle parle des droits des infirmières et soulève la question des conventions collectives. « Nous devons prendre la parole. Car si nous restons silencieux, rien ne changera. »

### **Tetyana Hraniv, infirmière scolaire devenue militaire**

Elle travaillait dans une école de la région de Lviv et s'occupait d'environ 700 enfants. Elle ne se contentait pas de prodiguer des soins médicaux, mais agissait également comme psychologue pour les adolescents : « Les enfants se confiaient à moi souvent davantage qu'aux psychologues. On voit bien que quelque chose ne va pas et on essaie d'aider. » Cependant, les conditions de travail étaient difficiles : « Mon salaire était de 6 à 7 000. J'ai cumulé trois emplois pour avoir au moins 11 000. »

En mars 2026, elle a signé un contrat avec les forces armées ukrainiennes.

Il m'est difficile de ne pas utiliser mes connaissances là où elles sont le plus nécessaires. Et c'est précisément là où c'est le plus difficile que je dois être.

Elle est mère de trois enfants. Elle affirme que la décision n'a pas été facile, mais mûrement réfléchie. Malgré la fatigue, les conditions difficiles et la guerre, ces trois héroïnes parlent de leur profession avec respect et s'adressent à leurs collègues.

### **Les mot de la fin**

Oleksandra Bogdanova : « Je souhaite à toutes les infirmières courage, santé et paix. Puisse notre travail être apprécié au-delà des mots. »

Larisa Prindylas : « J'aimerais qu'on nous écoute. Que notre travail soit bien rémunéré. Et que nous n'ayons pas peur de défendre nos droits. »

Tetyana Hraniv : « Puisse chacun avoir la force de poursuivre son travail. Et puisse ce savoir ne plus être nécessaire à la guerre, mais demeurer parmi nous. »

# En avant pour la KyivPride !

## Syndicat des militaires LGBTQ+<sup>1</sup>

Si vous êtes militaire, vétéran ou vétéranne, ou si vous faites partie de la famille d'un défenseur ou d'une défenseuse, rejoignez notre cortège.

Les militaires LGBTQ+ combattent sur tous les fronts et au sein de toutes les structures des Forces de défense ukrainiennes. Nous sommes présent·es lors des assauts et aux postes de commandement. Dans les tranchées, les états-majors, les équipages et les hélicoptères sanitaires. En première ligne, dans les services de reconnaissance, l'artillerie, la logistique et les unités de drones.



Nous accomplissons des missions de combat, nous perdons nos frères et sœurs d'armes, nous sommes blessé·es et nous continuons à servir. Certain·es d'entre nous ont déjà sacrifié ce qu'ils avaient de plus précieux : leur vie pour une Ukraine libre.

Pour beaucoup d'entre nous, ce combat comporte deux volets. Le premier : contre les occupants russes. Le second : pour le droit à une vie digne et égalitaire dans le pays que nous défendons.

Nous en avons assez d'entendre que «ce n'est pas le moment». Nous en avons assez que les pouvoirs publics ignorent l'absence de droits de ceux et celles qui défendent l'Ukraine.

1. 16 juin 2026.



Nous appelons l'État à remplir son devoir envers les défenseurs et les défenseuses et à garantir l'égalité des droits et des chances pour tous.

Nous exigeons que le projet discriminatoire de Code civil ne soit pas adopté et que les familles LGBTQ+ des militaires et des anciens combattants soient reconnues. La personne avec laquelle vous avez partagé des années de vie doit avoir le droit de prendre des décisions dans les moments critiques et ne pas rester une «tierce personne» aux yeux de l'État après une blessure, une captivité ou un décès.

Le 21 juin, nous descendrons dans la rue pour rappeler une nouvelle fois à l'État son devoir.

Nous nous battons pour tous et toutes – l'égalité des droits pour tous et toutes !

## Un syndicat de soldat est né

Patrick Le Tréhondat<sup>1</sup>

La Confédération des syndicats libres d'Ukraine (KVPU) annonce la création d'une nouvelle organisation : le Syndicat panukrainien des participants aux opérations de combat, du personnel militaire et des anciens combattants.

La confédération syndicale précise qu'«il s'agit d'un événement historique pour le mouvement syndical indépendant ukrainien et le mouvement des anciens combattants, car il ouvre de nouvelles perspectives pour la protection systématique des droits du personnel militaire, des anciens combattants, des combattants et de leurs familles».

Selon le syndicat, «dans le contexte actuel de guerre à grande échelle et de difficile période d'après-guerre, la protection sociale des défenseurs de l'Ukraine revêt une importance stratégique. L'unification des structures syndicales indépendantes et des organisations d'anciens combattants constitue une étape essentielle vers la mise en place d'une plateforme civile forte, capable de défendre efficacement les droits de celles et ceux qui ont combattu pour la défense de l'Ukraine.»

Les discussions ont porté sur l'élaboration de programmes conjoints de soutien aux anciens combattants et aux familles des défenseurs de

---

1. 8 juin 2026

## Mort d'un syndicaliste au front

Syndicat indépendant des mineurs d'Ukraine (KVPU)

En défendant l'Ukraine contre les agresseurs russes, Andriy Volodymyrovych Halytskyi, mineur de la mine Stepova de l'entreprise charbonnière d'État de Lviv et militant du Syndicat indépendant des mineurs d'Ukraine, est mort.

Né le 12 janvier 1973, il travaillait depuis 2011 comme mineur sur la taille de Stepova, exploitée par les houillères d'État de Lviv et militait au Syndicat indépendant des mineurs d'Ukraine.

Sergent-chef responsable de l'atelier de réparation de l'unité A2943, il a été tué au combat le 15 juin 2026 lors d'une mission de combat près du village de Mykolaïvka, dans la région de Donetsk.





l'Ukraine tombés au combat, ainsi que sur la protection juridique et sociale du personnel militaire.

Le président de la KVPU, Mykhailo Volynets, a souligné que l'adhésion du Syndicat panukrainien des participants aux combats, du personnel militaire et des anciens combattants témoigne du renforcement de la solidarité de la société ukrainienne envers les militaires et les anciens combattants. Il a également insisté sur le fait que les mouvements modernes d'anciens combattants et les syndicats doivent être indépendants, forts et capables d'influencer véritablement les politiques étatiques en matière

de protection sociale et de respect des droits des travailleurs. Les anciens combattants et le personnel militaire doivent non seulement bénéficier du respect de la société, mais aussi disposer de mécanismes efficaces pour influencer la politique de l'État et défendre leurs droits civiques.

La création de ce syndicat de militaires et anciens militaires est d'une importance considérable notamment parce qu'il émane des rangs du mouvement ouvrier. Une fois de plus, des rangs de l'armée ukrainienne se lève le drapeau de la démocratie aux armées, indissociable de la lutte contre le fascisme russe.

# Lettre ouverte à la Conférence internationale contre la guerre de Londres

Snijana Oleksun<sup>1</sup>

Le 20 juin, la coalition Stop the War (StW) organise à Londres une grande conférence internationale contre la guerre. En janvier dernier, l'Ukraine Solidarity Campaign de Grande-Bretagne<sup>2</sup> avait écrit à Lindsey German, la coordinatrice de StW, pour souligner que tout débat crédible sur la guerre devrait inclure les personnes directement touchées par l'invasion non provoquée de la Russie – en particulier les syndicalistes ukrainien·nes et les organisations de la gauche démocratique. Nous avons proposé notre aide pour organiser cette participation. Nous avons reçu une réponse provisoire le 28 janvier indiquant que les décisions n'avaient pas encore été prises – mais aucun·e intervenant·e ukrainien·ne n'avait été invité·e.

Afin de veiller à ce que ces voix ne soient pas exclues, nous publions une lettre ouverte percutante adressée à la conférence par Snijana Oleksun, présidente du conseil de l'organisation socialiste démocratique ukrainienne Sotsialnyi Rukh. Snijana est enseignante et militante syndicale à Kryvyi Rih, une grande ville industrielle d'Ukraine. Son mes-

sage nous parvient directement depuis les premières lignes de la résistance à l'impérialisme russe et de la lutte pour la justice sociale. Nous distribuerons cette lettre ouverte aux participant·es à la conférence.

Comme l'indique la lettre : « Nos voix – celles de ceux qui résistent à l'impérialisme, qui luttent pour la justice sociale et qui vivent cette guerre – sont absentes. » Nous invitons les lecteurs/lectrices à diffuser largement ce message afin que celles et ceux qui subissent les conséquences de cette guerre ne soient pas réduit·es au silence par leur exclusion de cette conférence.

## Ukraine Solidarity Campaign

Nous sommes réuni·es aujourd'hui à Londres alors que l'invasion à grande échelle de l'Ukraine par la Russie continue de ravager des villes, des lieux de travail et des communautés. Chaque jour apporte son lot de nouvelles frappes de missiles sur des habitations, des écoles, des hôpitaux, des dépôts ferroviaires et des infrastructures énergétiques. Des millions de travailleur·euses sont déplacé·es, des milliers ont été tué·es sur leur lieu de travail; des régions entières sont confrontées à l'occupation, à la répression et à une « russification » forcée.

Pourtant, aucun·e socialiste, syndicaliste, féministe ou militant LGBTQ+ ukrainien·ne n'a été invité·e à prendre la parole lors de cette conférence. Nos voix – celles de ceux qui résistent à l'impérialisme, qui luttent pour la justice sociale et qui vivent cette guerre – sont absentes.

## Baisser les armes, c'est notre défaite

L'appel lancé lors de la conférence exhorte les personnes à « baisser les armes et augmenter

---

1. Snijana Oleksun est membre de Sotsialnyi Rukh et syndicaliste. L'appel a été publié sur le site de [Ukraine Solidarity Campaign](#).

2. Collectif de solidarité britannique membre de l'ENSU, qui travaille avec les syndicats de ce pays.

nos salaires». Pour les travailleurs et travailleuses ukrainiennes, ce n'est pas une solution. Si nous baissons les armes, nous sommes vaincu·es. L'occupation n'apporte pas la paix - elle apporte l'occupation, les fosses communes, les enlèvements d'enfants, les déportations et la destruction des syndicats indépendants et de la société civile.

Une politique de paix qui oublie celles et ceux qui sont attaqué·es n'est pas du tout une politique de paix.

### **Une résistance populaire et une lutte pour la justice sociale**

Cette guerre revêt le caractère d'une *guerre populaire*. Plus d'un million d'Ukrainien·nes servent dans les forces de défense; des millions d'autres assurent le fonctionnement du pays: cheminot·es, infirmier·es, travailleurs et travailleuses du secteur de l'énergie, enseignant·es, bénévoles. Chaque jour, des travailleurs/travailleuses nous contactent au sujet des drones qu'ils et elles doivent financer par le biais de campagnes de financement participatif, de collègues tué·es au travail, de salaires impayés et des pressions écrasantes de la guerre.

Les socialistes démocrates et les syndicalistes d'Ukraine mènent un combat sur deux fronts :

- contre l'impérialisme russe, qui cherche à rayer notre pays de la carte et à écraser nos mouvements;
- contre les politiques néolibérales nationales, qui affaiblissent les droits du travail, privatisent les biens publics et sapent l'effort de guerre en faisant peser le fardeau sur les

citoyen·nes ordinaires tandis que la fortune des oligarques reste intacte.

Nous rejetons à la fois l'impérialisme et l'austérité. Nous luttons pour une *Ukraine libre, démocratique et socialement juste*.

### **À la gauche internationale et au mouvement pacifiste**

Trop de forces progressistes continuent de voir le monde à travers un prisme dépassé, en considérant les États-Unis comme la seule puissance impérialiste et la Russie comme sa victime. Ce cadre de réflexion ne permet pas d'expliquer pourquoi l'Ukraine continue de résister même après le gel de l'aide militaire américaine. Il ne permet pas non plus d'expliquer pourquoi les travailleurs et les travailleuses, les féministes, les militant·es LGBTQ+ et les socialistes ukrainien·nes soutiennent massivement la résistance.

S'opposer à l'envoi d'armes à l'Ukraine au nom de l'«antimilitarisme» nous laisse sans défense. Ce n'est pas de la solidarité, c'est de l'abandon.

### **À quoi ressemble la véritable solidarité ?**

Nous appelons toutes les personnes présentes à la conférence aujourd'hui à :

- se tenir aux côtés des travailleur·euses, des syndicats et des mouvements sociaux ukrainien·nes qui résistent à l'invasion et luttent pour les droits démocratiques;



- *soutenir l'aide militaire et humanitaire* qui permet à l'Ukraine de survivre et de défendre sa population;
- *s'opposer aux réformes néolibérales* qui sapent les droits du travail et les protections sociales en temps de guerre;
- *exiger une paix juste* - une paix décidée par les Ukrainien·nes, et non imposée par Trump, Poutine et les accords entre grandes puissances qui récompensent l'agression.

L'extrême droite au Royaume-Uni, aux États-Unis et ailleurs défend Poutine. Une défaite de l'Ukraine renforcerait les forces fascistes et autoritaires partout dans le monde.

La résistance de l'Ukraine - la survie de notre mouvement syndical - soutient les luttes pour la démocratie et la justice sociale à travers le monde.

N'excluez pas les voix ukrainiennes.

Ne qualifiez pas l'occupation de «paix».

Soutenez l'Ukraine. Soutenez les travailleurs et les travailleuses ukrainiennes.

**OPEN LETTER TO THE INTERNATIONAL ANTI-WAR CONFERENCE**  
From Ukrainian Socialists of Social Movement (Sotsialnyi Rukh)

**No Ukrainian socialists, trade unionists, feminists or LGBTQ+ activists have been invited to speak.**

**Lowering our guns means our defeat.**

**Stand with Ukraine.  
Stand with Ukrainian workers.**

rev.org.ua



PENDANT LA GUERRE  
LA LUTTE CONTINUE

# Chronique des événements courants

## Correspondants

**28 AVRIL**

### Zaporijjia: « Révoquons les élus anti-écolo »

Lors de la 36<sup>e</sup> session du conseil municipal de Zaporijjia, les élus ont été accueillis par des militants écologistes. Ces derniers brandissaient des pancartes vierges: ils souhaitaient y inscrire les noms des élus qui voteraient « contre » ou s'abstiendraient lors du vote sur leur pétition en faveur des espaces verts. « Nous allons également recueillir des votes pour révoquer ces députés [qui voteront contre leur pétition]. Nous espérons qu'une véritable responsabilité envers les électeurs incitera les députés à voter en faveur de la communauté », a expliqué la militante Valeria Morozova. Olga Sladkova, et les signataires de la pétition soulignent que la ville souffre d'un manque catastrophique d'environ mille hectares d'espaces verts.

**29 AVRIL**

### Rivne: en défense de l'hôpital

Un piquet de grève a été organisé près du tribunal de district de Rivne par des proches de patients et des employés de l'ancien hôpital psychiatrique du village d'Orlivka, en raison de la réorganisation de l'établissement en Institut de psychiatrie légale. Cette action protestait

contre la transformation de l'établissement en Institut de psychiatrie légale. Les manifestants brandissaient des pancartes sur lesquelles on pouvait lire: « Les malades ont besoin d'un hôpital » et « Hôpitaux – oui. Instituts – non. » Lioudmila Petrovtchuk, responsable du syndicat de l'hôpital psychiatrique régional d'Orlivka, a déclaré qu'après la réorganisation, certains patients avaient été transférés dans d'autres établissements, mais que, selon elle, tous n'avaient pas pu obtenir de place pour se faire soigner: « Cette décision, prise par le conseil régional, abandonne les patients souffrant de troubles mentaux à leur sort. Actuellement, ces patients n'ont accès à aucun traitement. Malgré leurs nombreuses demandes, la prison les refuse systématiquement faute de places, et le centre de santé mentale connaît le même sort. Ces patients errent alors dans les villes et les villages. »

### Les mineurs bloquent le directeur

À Novovolynsk, les mineurs empêchent, pour la deuxième journée consécutive, le nouveau directeur de l'entreprise d'État Volynvugolya Dmytro Ligach d'accéder à la mine. Selon Roman Yuzefovytch, responsable du syndicat des mineurs, les travailleurs sont convaincus que le nouveau directeur général a été délégué afin de liquider la seule mine de charbon de la région. Le nouveau PDG devait prendre ses fonctions le 28 avril, mais les mineurs rassemblés près de l'entreprise l'empêchent de se rendre au travail. « Nous ne partageons pas la politique de cette personne qui nous a été présentée. Elle n'a pas été approuvée, et nous exprimons notre méfiance à son égard », a déclaré



Serhiy Mykhailiuk, mécanicien principal sur le site minier. Selon Roman Yuzefovytsch, chef du comité territorial de Volhynie du Syndicat des travailleurs de l'industrie charbonnière, la candidature du nouveau directeur général n'a pas été approuvée par les syndicats.

### 30 AVRIL

#### Les syndicats de Zaporijjia forment les inspecteurs citoyens

Les 28 et 29 avril 2026, une formation pour les représentants et les inspecteurs citoyens en matière de sécurité au travail s'est déroulée dans les locaux de la Maison des syndicats à Zaporijjia. La formation a débuté par une minute de silence, en hommage à ceux qui ont perdu la vie dans l'exercice de leurs fonctions en ces temps extrêmement difficiles. L'objectif de cette formation ne se limite pas à la simple délivrance de certificats. Il s'agit d'un renforcement stratégique du contrôle citoyen sur la manière dont les employeurs garantissent des conditions de travail sûres dans le contexte des hostilités sur le territoire de la région de Zaporijjia.

### 2 MAI 2026

#### Rivne : victoire des enseignants et parents

Les écoles spécialisées de Tchudel et Mizoch, dans la région de Rivne, ne fermeront pas. Des soldats au front, originaires de sa ville, avaient apporté leur soutien à la mobilisation des enseignant-es et parents d'élèves contre la fermeture des écoles dans cette ville du nord-ouest de l'Ukraine. À Tchudel, parents, enseignants

et bénévoles s'étaient mobilisés contre la possible fermeture de l'établissement. Ils avaient souligné que l'école propose un accompagnement individualisé aux enfants présentant des troubles complexes du développement et offre un cadre sécurisant propice à l'apprentissage et à la socialisation.

#### Bucovine : contre la privatisation des terres communales

Dans le village de Kostryjivka, en Bucovine, les habitants s'opposent à la location de neuf hectares de terrain communal à la distillerie Lujanskyi. Ils craignent que l'éventuelle évacuation de déchets n'aggrave la qualité de l'air, de l'eau et des sols du village. Le 29 avril, des habitants du village de Kostryjivka se sont rassemblés devant le conseil municipal pour exiger que le maire ne signe pas de contrat de location de terrain avec la distillerie. «Je suis mère de trois enfants et je crois que c'est une catastrophe écologique pour notre village, pour les enfants et pour la santé de tous. Je suis contre le déversement de déchets ici», déclare Yulia Bodnaryuk, une habitante du village.

### 4 MAI

#### Odessa : contre l'« optimisation » hospitalière

Les habitants d'Odessa s'opposent à la fusion des dispensaires pédiatriques n° 5 et n° 7 avec des établissements médicaux pour adultes et ont lancé une pétition qui a rapidement recueilli de nombreuses signatures. «Si la pétition a recueilli aussi rapidement le nombre de

voix nécessaires [pour qu'elle soit examinée par le conseil municipal], c'est qu'il y a des inquiétudes. Ils doivent s'efforcer d'expliquer la situation aux gens et leur apporter des garanties, au lieu de les ignorer», a souligné un habitant. «En réalité, il s'agit d'une consolidation chaotique et d'une suppression de l'indépendance des institutions médicales, initiées par la direction non professionnelle du ministère de la santé» dénonce un habitant.

### Harcelée, elle tire sur son commandant

Le 30 avril, le site *hromadske* a publié un article consacré à Oksana, qui occupait le poste de conductrice-ambulancière. Elle a été jugée pour tentative d'homicide volontaire sur la personne du commandant de son bataillon. Selon l'accusation, elle lui aurait tiré une balle avec un pistolet à blanc, puis se serait enfuie sans appeler les secours. La victime a survécu, car elle a été retrouvée plus tard et transportée à l'hôpital. Selon l'association de soldates Veteranka «Oksana a reconnu sa culpabilité. Elle a expliqué que le commandant l'avait harcelée, qu'elle s'était défendue et qu'elle ne voulait pas le tuer. En conséquence, la femme a été condamnée à sept ans de prison. Les victimes de harcèlement sexuel au sein des Forces armées ukrainiennes doivent disposer d'un mécanisme juridique permettant d'enquêter sur les cas de harcèlement et d'y remédier. Nous appelons une nouvelle fois le ministère de la défense ukrainien à accélérer la mise en place de mécanismes renforçant la protection du personnel contre le harcèlement sexuel. Pour notre part, nous sommes prêtes à fournir un soutien analytique au ministère et à



faire entendre la voix de celles qui ont besoin que ces changements soient mis en œuvre.»

### 7 MAI

#### Ivano-Frankivsk : pour des espaces verts

Le 6 mai, les habitants ont manifesté à Ivano-Frankivsk contre la construction d'une route près du lac municipal. Les riverains ont déclaré vouloir préserver cet espace vert comprenant pelouses, arbres et aire de jeux. Ils ont brandi des pancartes et recueilli des signatures pour interpellier le maire et exiger une modification de la destination du terrain traversé par la route. Liubov Horochtchak, co-organisatrice du rassemblement, explique qu'elle milite depuis plus de deux ans pour la création de cet espace vert, aux côtés des habitants des maisons situées à proximité du tracé prévu pour la route. Selon elle, ce sont les habitants qui ont planté des arbres à leurs frais et aménagé une aire de jeux.

### 8 MAI

#### Victimes de l'accident de Tchernobyl en colère

Une réunion publique des personnes touchées par l'accident de la centrale nucléaire de Tchernobyl s'est tenue à Ovroutch. Les participants ont interpellé le ministère ukrainien des affaires sociales pour la résolution des problèmes liés à la protection sociale de ces personnes. Pour l'organisatrice de la réunion, la responsable de l'organisation publique Unité pour la vie, Marina Perekhodova ces dernières années, la portée des garanties sociales pour

les personnes touchées par la catastrophe de Tchernobyl a été considérablement réduite: certaines prestations, indemnisations et dispositifs de soutien ont été supprimés, limités ou ne sont plus assurés intégralement. Vita Havrylenko, qui représente les intérêts des personnes handicapées suite à la catastrophe de Tchernobyl, et mère d'un enfant handicapé accuse: «Je suis moi-même mère d'un enfant handicapé de catégorie 2. Selon une décision de justice, mon enfant devrait percevoir une pension de 20 700 hryvnias, mais il n'en reçoit que 8 000. Par cette décision, le Conseil des ministres a anéanti la possibilité pour une personne handicapée de mener une existence à peu près décente dans notre pays.»

### 13 MAI

#### La FPU récupère son siège à Kyiv

Le tribunal de Petchersk a autorisé la Fédération des syndicats à réintégrer le bâtiment des syndicats à Kyiv. Les travaux sur ce bâtiment historique devraient reprendre dans quelques semaines. C'est ce qu'a rapporté le président de la FPU, Serhiy Bizov. Il a expliqué que le bâtiment lui-même est toujours sous séquestre dans le cadre de la procédure pénale engagée contre les anciens dirigeants de la FPU, mais que désormais, par décision de justice, la Fédération des syndicats pourra y retourner. Le président de la FPU a souligné qu'il s'agissait d'une victoire pour l'État de droit et qu'il était reconnaissant envers les juges et tous ceux qui se sont rangés du côté des syndicats dans ce combat.

### 15 MAI

#### Vinnytsia: contre l'augmentation des tarifs de l'eau

Le matin du 12 mai, les habitants de Haïsyn, dans l'oblast de Vinnytsia, ont manifesté contre l'augmentation des tarifs de l'eau potable. Ils demandent au conseil municipal de revenir sur cette décision. Selon Oksana Semenyuk, l'une des organisatrices de l'action, une centaine d'habitants de Haïsyn ont participé au rassemblement pour protester contre l'augmentation des tarifs de l'eau. «Nous avons décidé de nous réunir et de continuer à défendre nos droits et nos intérêts, et de faire en sorte que la voix de la communauté soit entendue. Malheureusement, les autorités municipales ne nous ont pas entendus, mais cela ne signifie pas que nous allons nous arrêter et rester silencieux. Les représentants des autorités, les députés et la compagnie des eaux étaient absents de la réunion, bien qu'ils en aient été informés», a déclaré Oksana Semenyuk. Les tarifs de l'eau comme ceux des transports en commun connaissent des augmentations dans de nombreuses villes.

### 17 MAI

#### Ivano: contre le béton

Lors de la séance du conseil municipal du 15 mai, des militants, habitants d'Ivano-Frankivsk, ont «offert» aux élus des sacs de déchets de construction. Le maire de droite Ruslan Martsinkiv et le secrétaire Viktor Synychyn ont quant à eux reçu un certificat les qualifiant de partisans de la «jungle de béton». Ce geste

symbolisait leur désaccord avec les travaux de construction sur le site de la gare routière n° 3 et l'aménagement d'un espace vert près du lac municipal. L'auteure de la pétition électronique contre la construction sur le territoire de la gare routière n° 3, Sofia Piven, a lu le texte du «certificat honorifique»: «Le conseil municipal d'Ivano-Frankivsk est récompensé pour sa contribution significative à la transformation d'Ivano-Frankivsk en une jungle de béton, la destruction systématique des espaces verts, l'envasement du lac de la ville et la disparition des sources du parc Chevtchenko, la construction illégale de la gare routière n° 3 et la priorité accordée à une construction chaotique en violation des normes plutôt qu'au confort des habitants de la ville.»

**21 MAI**

### **Kyiv : contre les augmentations des tarifs de transport**

Alors que les tarifs de services publics (transports, électricité...) augmentent un peu partout, une première mobilisation anti-austérité apparaît à Kyiv. Il est possible qu'elle soit suivie d'autres protestations sociales. Hier, une pétition a été déposée, demandant le gel des tarifs des transports publics à Kyiv jusqu'à la levée de la loi martiale. En moins de 24 heures, elle a recueilli plus de 7 000 signatures sur les 6 000 nécessaires pour être examinée par les conseillers municipaux. La pétition souligne qu'il ne s'agit pas d'un simple ajustement tarifaire, mais d'une augmentation importante et significative du coût d'un service municipal essentiel. Une telle

décision paraît particulièrement inacceptable dans le contexte de guerre, où une part importante des habitants de Kyiv dispose de faibles revenus. «Sous la loi martiale, la disponibilité des transports publics n'est pas une question de confort, mais de mobilité urbaine fondamentale, de possibilité de travailler, d'étudier, de recevoir des soins médicaux et de soutenir la vie économique de la ville», indique la pétition.

**22 MAI**

### **La contestation des augmentations des tarifs de transport s'élargit**

Après Kyiv, c'est à Zaporijjia qu'une pétition en ligne a été lancée pour demander l'annulation de la hausse des tarifs des transports publics. Le 23 mai, des militants dans cette même ville organisent un rassemblement près de l'hôtel de ville pour exiger l'annulation des nouveaux tarifs. À Tcherkassy, une habitante, Alla Mitchko, a porté plainte devant le tribunal administratif de district contre le comité exécutif du conseil municipal de Tcherkassy. Elle demande l'annulation de l'augmentation du prix du billet du bus, passé de 16 à 20 hryvnias (+ 25 %).

**23 MAI**

### **Se baigner ou se cacher ?**

Lors d'un raid aérien, les vacanciers sur les plages d'Odessa doivent se mettre à l'abri en quelques minutes. Le média *Suspilne* a vérifié s'il était réaliste de trouver un refuge sûr en bord de mer sur les plages d'Odessa. «Nous avons commencé l'inspection à la plage de



Langeron. Depuis le rivage, nous avons marché vers la butte la plus proche, nous avons trouvé une pièce portant l'inscription «Abri», mais elle était fermée. À la plage d'Odrada, nous avons également commencé à chercher un abri. Nous avons croisé des panneaux à plusieurs reprises en chemin, mais nous n'avons jamais trouvé l'abri lui-même. Olga, une vacancière, a remarqué qu'elle n'avait jamais vu d'abris sur la plage. Elle a également fait remarquer que, s'ils étaient installés, ils devraient être suffisamment grands pour accueillir de nombreuses personnes. Selon le conseil municipal d'Odessa, huit abris mobiles supplémentaires seront installés sur le littoral avant le début de la saison touristique. Ils seront situés entre la plage de Langeron et la 16<sup>e</sup> station de la Grande Fontaine», explique le média en ligne.

## 26 MAI

### Victoire syndicale dans l'unité

«Un événement important s'est produit pour notre hôpital: le Centre régional de Poltava pour les secours médicaux d'urgence a signé une convention collective, avec notre organisation syndicale. Il s'agit d'une avancée significative dans l'activité du syndicat, vers laquelle nous nous sommes battus pendant deux longues années. Ce résultat n'est pas le fruit du hasard, mais le fruit d'un travail acharné, d'une position de principe et de la défense des droits des travailleurs», explique Oksana Svyrenko, infirmière syndiquée. «Nous ne nous arrêtons pas là. La question d'une rémunération décente reste notre priorité. Nous continuerons

à œuvrer, à défendre les intérêts des travailleurs et à faire avancer ce dossier. Nous tenons à exprimer tout particulièrement nos sincères remerciements au président de la Confédération des syndicats de l'Ukraine (KVPU), Mikhaïl Volynts, et à son équipe, à l'avocate Yulia Karabach, au journal de Kremenchouk *Telegraf*, à la responsable de Soyez comme sommes, Oksana Slobodiana, ainsi qu'à tous les membres du syndicat des villes de Kremenchouk, Poltava et Myrhorod pour leur soutien, leur intégrité et leur engagement, ainsi qu'à toutes les autres personnes engagées qui nous ont soutenus dans cette démarche», conclut-elle.

## 27 MAI

### Privatisation

L'usine d'alumine de Mykolaïv devrait être mise aux enchères en 2026. Un nouvel investisseur est recherché. Selon la vice-ministre de l'économie, de l'environnement et de l'agriculture, Daryna Martchak, «Les investisseurs sont prudents face aux risques. Et nous travaillons avec des partenaires internationaux sur la manière de couvrir les risques militaires pour des installations de cette envergure», a-t-elle ajouté. Mais d'ores et déjà une société cotée à la Bourse de New York envisage d'acquérir la raffinerie d'alumine.

**28 MAI**

### **Kryvyi Rih : manifestation contre augmentation prix de l'eau**

Le mercredi 27 mai, les habitants de Kryvyi Rih ont manifesté pour protester contre l'augmentation du prix de l'eau. À compter du 1<sup>er</sup> juin, son coût atteindra 78,47 UAH/mètre cube. La société Kryvbavodokanal explique que cette hausse est nécessaire pour couvrir ses frais (électricité, carburant, etc.) et qu'elle ne réalise aucun profit. Cependant, cette explication ne convainc pas les habitants. Les manifestants s'indignent de l'absence de consultations publiques préalables à cette décision et soulignent que l'eau n'est pas suffisamment purifiée pour justifier une augmentation du coût des services de distribution d'eau.

**29 MAI**

### **La participation des syndicats est essentielle**

En prévision du prochain hiver, le gouvernement ukrainien discute de la manière d'assurer la production d'électricité à partir de centrales thermiques au charbon pour le bon déroulement de la saison de chauffage 2026-2027. De nombreuses réunions se tiennent sans les syndicats de mineurs, regrette la KVPU qui estime qu'«à la veille de la saison de chauffage, lors de la discussion de telles décisions stratégiques, les représentants des syndicats devraient également être impliqués, car ce sont les collectifs de travailleurs qui assurent la production de charbon dans des conditions de guerre extrêmement difficiles», déclare la KVPU. La

confédération rappelle que «les syndicats ont une vision concrète de la situation des entreprises, des problèmes de personnel, de l'état technique des mines, du niveau d'endettement et des risques sociaux. Sans la participation des représentants des collectifs de travailleurs, il est difficile d'élaborer une politique étatique pleinement efficace et équilibrée dans le secteur charbonnier».

**1<sup>ER</sup> JUIN**

### **Une crèche de Kyiv ne dispose pas d'un abri adéquat**

«Les parents des enfants de la crèche n° 628 de Kyiv nous ont contactés pour nous demander de diffuser une information importante. Leur histoire illustre parfaitement comment les infrastructures sociales, dont dépendent quotidiennement les citoyens, se retrouvent abandonnées par les politiques publiques. Lorsqu'il s'agit de la sécurité des enfants, le renvoi de responsabilités entre les institutions, qui dure depuis des années, est inacceptable. À Kyiv, 155 enfants sont pris en otage par les lenteurs bureaucratiques. Lors des alertes aériennes, les petits sont contraints de se réfugier dans un abri où, selon les parents, les conditions sont épouvantables : pas de ventilation ni d'éclairage corrects, un taux d'humidité élevé, absence de toilettes convenables. Le Sotsialnyi Rukh exige qu'il soit mis fin à ce va-et-vient incessant. Nous soutenons les revendications des parents et appelons les autorités à garantir immédiatement aux enfants des conditions sûres et dignes au sein de la crèche. Le financement de l'éducation



et de la sécurité des enfants doit être une priorité, non pas en paroles, mais dans les faits.»

[Sotsialnyi Rukh](#)

### 3 JUIN

#### Kyiv : pour ou contre les tentes dans le métro ?

Dans la nuit du 2 juin, lors de l'attaque russe massive sur Kyiv, se trouvaient simultanément dans les stations de métro, près de 4500 enfants et plus de 41 000 personnes. Il s'agit d'un nombre record de personnes ayant utilisé le métro comme abri lors d'une alerte aérienne nocturne ces dernières années. L'installation de tentes dans les stations de métro lors des raids aériens a suscité une vive polémique sur les réseaux sociaux. Certains riverains estiment qu'elles prennent trop de place et pourraient gêner les autres personnes se réfugiant dans ces abris. Des habitants de Kyiv ont commencé à se plaindre du manque de place dû aux tentes trop grandes dans lesquelles certains dorment pendant les alertes. La situation a dégénéré en agressions, certains habitants allant jusqu'à découper les tentes de ceux qui occupaient trop d'espace.

### 5 JUIN

#### Rivne : victoire des parents

Le collège Rivne et le lycée Kvasyliv continueront d'accueillir les élèves de la 1<sup>re</sup> à la terminale. Cette décision a été approuvée par les conseillers municipaux lors d'une séance. Le 11 mars, les parents d'élèves du lycée

«Kolegium» avaient demandé la préservation de l'intégrité de l'établissement et son maintien en tant que lycée accueillant les élèves de la 1<sup>re</sup> à la 9<sup>e</sup> année, sans le scinder en une école primaire et un lycée distincts. Leur pétition avait recueilli le nombre de signatures requis. En avril dernier une vidéo de soldats sur le front, originaires de sa ville, avait apporté leur soutien à la mobilisation des enseignant·es et parents d'élèves contre la fermeture de plusieurs écoles dans cette ville du nord-ouest de l'Ukraine. Un soutien qui avait soulevé une grande émotion parmi les enseignant·es.

### 7 JUIN

#### Lviv Pride 2026

Les participant·es ont apporté des affiches «L'amour n'est pas un crime» et ont scandé «Queer, Love, n'abandonnez pas vos droits». Selon Olga Yachtchenko de l'Atelier féministe, l'événement se divise en deux parties. La première est une manifestation contre le projet de nouveau Code civil. «La deuxième partie est un événement traditionnel ukrainien. Nous avons nommé notre marche des fiertés «Pour les vraies traditions», afin de souligner que les personnes LGBTQ+ font partie intégrante de la société et de l'histoire ukrainiennes. Nous avons les mêmes droits sur les traditions ukrainiennes, nous voulons nous les approprier et montrer que nous avons les mêmes droits que tout le monde. Après tout, les vraies traditions ukrainiennes sont la dignité, la liberté, la démocratie et le respect, et non la violence et la discrimination. En particulier, le premier mariage lesbien

galicien a lieu aujourd'hui dans le cadre de cet événement, ce qui nous réjouit beaucoup», déclare Olga Yachtchenko. Le mariage symbolique de deux femmes a été célébré sous les applaudissements des participant-es sur la place devant l'Opéra de Lviv. Comme toujours à Lviv, lorsque des mouvements sociaux occupent la rue, en particulier les féministes et les LGBTQ+, l'extrême droite était présente. Ses militants brandissaient des pancartes où l'on pouvait lire «Je soutiens la famille traditionnelle», «La famille traditionnelle est un État fort» et scandaient «À mort les ennemis de la nation ukrainienne!» C'était la 2<sup>e</sup> Pride qu'organise l'Atelier féministe, avec Insight, à Lviv.

**8 JUIN**



### **Le blanchisseur et les drones russes**

Le soldat Kasyan travaillait comme blanchisseur dans la région d'Ivano-Frankivsk. Il est aujourd'hui pilote de drone. Il a d'abord servi dans la région de Donetsk, puis dans celle de Kharkiv. Après avoir terminé sa formation de base, il a intégré la 33<sup>e</sup> brigade mécanisée indépendante. Il a souhaité devenir opérateur de drone. «Quand on m'a demandé si j'étais prêt à m'engager, j'ai répondu sans hésiter: je suis prêt. Il y a d'abord eu des séances d'entraînement, puis des exercices en situation réelle, et enfin de véritables missions de combat», se souvient Kasyan. En moins d'un an, il est passé de blanchisseur à opérateur de drone-bombardier lourd expérimenté. Dans la région de Donetsk, Kasyan a dû à plusieurs reprises entrer dans de vrais duels aériens avec des drones ennemis.

**10 JUIN**

### **Poltava: contre le Code civil**

Des habitants de Poltava ont manifesté contre le projet de nouveau Code civil ukrainien n° 15150. Une trentaine de participants se sont rassemblés sur la place près du théâtre Gogol à 19 h00. Ils et elles ont protesté notamment contre le manque de clarté concernant la notion de «bon sens», évoquée dans le projet, et pour la possibilité pour les couples de même sexe de se marier. Il s'agit de la deuxième action à Poltava. La première a eu lieu le 15 mai.

### **Grève à Ivano**

À Kalouch, dans l'oblast d'Ivano-Frankivsk, une quarantaine d'employé-es de la station d'épuration Karpatneftekhim ont manifesté près de l'usine le 9 juin. Ils réclamaient le versement de leurs salaires d'avril 2026 et ont cessé le travail jusqu'à réception de leur dû. Au lieu du salaire complet promis, ils n'ont perçu que 35 à 37 % de celui-ci.

Selon Svitlana Djurnyn, employée de Karpatneftekhim et participante à la manifestation, «Ils étaient censés nous verser l'intégralité du salaire d'avril, mais nous n'avons reçu, d'après nos calculs, que 35 %. C'est quoi cette somme? Impossible de vivre avec ça.»

Selon Viktor Truch, responsable du service de traitement biochimique de la station d'épuration, «Les gens sont déjà au bord du désespoir. Ils ont décidé de ne pas travailler, ce que nous avons fait aujourd'hui. Nous resterons en grève jusqu'à ce que nous recevions notre salaire mensuel.»

Le maire de Kalouch, Andriy Nayda, est venu rencontrer les employés de l'usine. Selon lui, un montant d'un million et demi de hryvnias a été transféré du budget local pour payer les salaires des employés le 5 juin.

À la fin de sa journée de travail, Vitkor Truch, employé de Karpatneftekhim, a déclaré que le maire de Kalouch, Andriy Nayda, et la direction de l'entreprise avaient convenu de verser une somme pour régler les arriérés de salaires d'avril 2026. Par conséquent, selon lui, les employé-es de la station d'épuration reprendront le travail dans les prochains jours et attendront leur paiement. Faute de versement, ils sont prêts à cesser le travail à nouveau.

## 11 JUIN

### Encore une fermeture de maternité

Sur ordre du médecin-chef de l'hôpital municipal de Pivdenoukrainsk (oblast de Mykolaïv), Serhiy Lupov, les services d'obstétrique-gynécologie et de pédiatrie seront fermés à partir de septembre. Le personnel hospitalier demande aux autorités municipales de réagir. Le service des ressources humaines a reçu pour instruction d'informer par écrit les employés dont le poste sera supprimé au plus tard le 1<sup>er</sup> juillet. Tous les postes vacants disponibles au sein de l'hôpital doivent être proposés aux employés. La décision de la direction de l'hôpital a suscité l'inquiétude du personnel médical. Les employés de l'établissement ont interpellé les autorités municipales et la communauté afin d'empêcher la fermeture des services.

## 13 JUIN

### Sondage auprès des étudiant-es de Kyiv concernant la hausse des tarifs des transports

Nous poursuivons notre campagne en faveur de transports abordables à Kyiv, et outre la conférence des mouvements sociaux, nous avons également mené un sondage auprès des étudiant-es de Kyiv afin de connaître leur avis sur la hausse du prix des transports à 30 UAH.

Notre enquête a révélé que les étudiants ont une opinion majoritairement négative de cette décision, bien qu'ils soient prêts à accepter des changements plus progressifs. Ce qui les préoccupe avant tout, c'est la brutalité de la hausse des prix (le coût d'un trajet simple a presque quadruplé!). Certain-es s'inquiètent de la mauvaise qualité des transports publics, qui ne s'améliore pas malgré la hausse des prix. Une participante a rappelé la déclaration de Klitschko de 2023, selon laquelle les tarifs devaient rester gelés jusqu'à la fin des hostilités. Un autre répondant a également souligné le budget inutilisé de Kyiv, qui s'élevait à la fin de l'année 2025 à un montant compris entre 15 et 30 milliards de hryvnias et qui aurait pu être utilisé pour financer les transports publics urbains. Parallèlement, cet étudiant a proposé de mettre en place un système d'abonnements plus performant et plus accessible.

Les nouveaux tarifs pourraient avoir un impact négatif considérable sur la mobilité des étudiant-es en ville et sur leur trajet vers l'université. En tant que syndicat étudiant, nous appelons les autorités de Kyiv à tenir compte de l'avis

des étudiant-es touché-es par leur politique et à revoir leur décision en faveur d'un transport plus accessible.

Priama Diia

### Coursiers précaires

Les collectifs de coursiers ukrainiens de Glovo et Bolt Food se félicitent dans un communiqué commun (12 juin 2026) de l'adoption de la Convention sur le travail décent dans l'économie des plateformes par la 114<sup>e</sup> session de la Conférence internationale du travail (OIT). «La convention garantit le droit de se syndiquer et de négocier collectivement, la protection contre la classification erronée des relations de travail et la suspension abusive des comptes, et prévoit la transparence des algorithmes, la protection des données personnelles, le droit à des conditions de travail sûres et l'accès à la protection sociale. Il s'agit d'une avancée majeure pour les millions de travailleurs de l'économie des plateformes qui se battent depuis des années pour la reconnaissance de leurs droits du travail», expliquent les deux collectifs ukrainiens.

«Le principal défi consiste désormais à ratifier et à mettre en œuvre cette convention en Ukraine dans les plus brefs délais ! Ce sujet revêt une importance particulière à nos yeux. Nous insistons sans relâche sur la nécessité d'étendre les garanties sociales à toutes les personnes qui travaillent via des plateformes numériques. Le progrès technologique ne saurait servir de prétexte pour restreindre les droits des travailleurs !», concluent-ils.



### Drame à l'hôpital

À Kyiv, la situation d'un hôpital de Kyiv sous-doté est dénoncée depuis plusieurs semaines par Soyez comme nous sommes. Un drame vient de s'y produire. La police de Kyiv a ouvert une enquête criminelle suite au décès du soldat Sergueï Kouznetsov dans cet hôpital, où il avait été admis après avoir été blessé. Le décès du défenseur pourrait être dû à une négligence médicale, des dizaines de militants ont réclamé une enquête approfondie. L'association Contrôle public de la région de Kyiv a déposé une demande officielle d'information publique à l'hôpital pluridisciplinaire de Rokitnyanska.

### Agriculteurs contre Code civil

L'Association des agriculteurs d'Ukraine a adressé un appel au cabinet des ministres, à la Verkhovna Rada et au ministère de l'économie, de l'environnement et de l'agriculture afin d'exiger la révision de cette disposition du Code civil, qui menace l'activité des exploitations agricoles et leur accès aux aides publiques.

Volodymyr Chmagaylo, chef d'exploitation agricole du village de Bohdanivka, a vingt ans d'expérience dans le secteur agricole. «Nous avons passé la majeure partie de notre vie dans ces champs. Nous avons payé nos impôts, nous avons fait de notre mieux, nous avons dynamisé l'économie ukrainienne, des gens ont travaillé pour nous. Et maintenant, il est question de fermer nos fermes. Les exploitations agricoles ne sont pas qu'un simple commerce, elles constituent la base de la sécurité alimentaire de l'Ukraine.» Il ajoute : «À mon avis, et j'en suis profondément convaincu, lors de la réorganisation,

comme ils l'appellent, des exploitations agricoles, certains de nos contrats seront annulés, car pendant le changement de statut [en société commerciale], il y aura du désordre, ce qui profitera aux personnes les plus proches des autorités – nous l'avons déjà vécu –, notamment celles proches des services d'enregistrement foncier, etc.» Selon lui, la suppression des exploitations agricoles comme formes de gestion constitue un recul par rapport à l'Union européenne, que l'Ukraine souhaite rejoindre: «On nous parle maintenant de ces fameuses «SARL», c'est-à-dire sociétés à responsabilité limitée, qui nous mèneraient vers une forme unique. Cette tentative vise à anéantir l'agriculture en tant que telle, en contournant la législation agricole. On supprime les aides aux petites entreprises. Nous allons devenir des États comme l'Argentine ou le Brésil, sans villages, où les forêts dévastées sont ravagées par des exploitations agricoles dont le seul but est le profit.»

Avec ce nouveau Code civil, l'agriculture ukrainienne qui repose pour une partie importante sur des petites exploitations, risque de CONNAÎTRE une concentration oligarchique. Le capital va envahir les champs.

### Conflit à Poltava

Un conflit a éclaté au sein du Centre médical régional d'urgence de Poltava. Suite au décès d'un médecin, des militants ont publiquement accusé la direction de l'établissement d'exercer des pressions systématiques sur le personnel. Selon Maria Barabach, l'homme aurait subi des pressions de la part de l'administration pendant plusieurs jours, et le jour même de sa mort, il a

été convoqué par la direction. Toujours à Poltava des personnels médicaux et des militants ont organisé une manifestation pacifique intitulée «Non à la corruption dans le domaine médical», qui s'est déroulé le 13 juin près des murs du Conseil régional de Poltava. «Pas de corruption dans la médecine», «Les médecins ne sont pas des esclaves», «Nous sommes venus défendre nos droits: salaires décents, conditions de travail normales et respect», étaient les mots d'ordre du rassemblement

### 14 JUIN

#### Kyiv Pride, 1<sup>re</sup> journée

La KyivPride Park s'est tenu ce dimanche en ouverture de la KyivPride. Conférences, débats, ateliers, projections de films, expositions ont été proposés aux visiteur·euses. Des fonds ont également été collectés au profit des soldat·es. «La particularité de cette année est la collecte pour les soldat·es, qui est très importante pour nous. Nous voulons récolter le maximum de fonds possible. C'est pourquoi toutes ces activités sont organisées ici, afin de rappeler aux gens l'importance de faire un don et de les inciter à le faire», a déclaré Anna Charygina, présidente de KyivPride. Un espace commémoratif a également été aménagé lors de l'événement, où les visiteur·euses pouvaient honorer les défenseur·euses tombé·es au combat en déposant des rubans portant leurs noms, leurs indicatifs ou leurs vœux personnels.

## 16 JUIN

### Ternopil : contestation enseignante

Après l'élection de la nouvelle directrice de l'école n° 22 de Ternopil, les enseignants de cet établissement ont manifesté devant la mairie. À l'issue du concours, la candidate Yuliya Pluskvik-Baran a été élue. Parallèlement, environ 90 employés de l'établissement scolaire ont signalé une irrégularité de procédure dans le vote. Ils ont également saisi l'Agence nationale de prévention de la corruption (NABU), car la mère et le mari de la candidate sont enseignants dans le même établissement.

## 17 JUIN



### Tchernihiv « une école pas une annexe ! »

Des parents d'élèves du collège de Sosnytsia, situé dans la région de Tchernihiv, ont manifesté devant le conseil municipal. Ils s'opposent à la transformation de l'établissement en annexe du lycée de Sosnytsia. Le père d'un élève, Serhiy Matchany, explique que l'école compte plus d'une centaine d'élèves et juge donc cette réorganisation inappropriée. Il craint qu'après la réorganisation, leur établissement ne ferme définitivement. « Ils veulent transformer notre école en annexe et la subordonner au lycée Sosnytsky. Nous nous y opposons. Nous avons notre propre école, avec une centaine d'élèves, voire un peu plus. S'ils la transforment en annexe, ils pourraient la fermer définitivement en moins d'un an ». Les luttes pour la défense de l'école s'accumulent. Après Vinnytsia, Rivne, Mizotch, Tchudel, Tcherkassy et Poltava, c'est à

Tchernihiv que les parents se mobilisent pour leur école.

## 19 JUIN

### Kyiv : les habitants s'opposent à la fermeture d'une clinique

Les habitants du quartier Darnytskyi de Kyiv, le personnel médical et des militants associatifs demandent aux autorités municipales de renoncer à leur projet de fermeture du dispensaire n° 11, rue Sribnokilska. Ils affirment que cette décision pourrait considérablement restreindre l'accès aux soins de santé primaires pour des milliers d'habitants du quartier. Une pétition correspondante a été enregistrée sur le site web du conseil municipal de Kyiv. À la mi-juin, elle avait recueilli plus de 2 300 signatures. Les représentants de la communauté soulignent que la clinique dessert actuellement plus de 12 000 habitants du quartier, notamment des personnes âgées, des enfants et des personnes handicapées. Si l'établissement ferme, les patients devront se faire soigner dans d'autres structures médicales situées à une distance considérable.

### Kyiv : mobilisation pour le studio de cinéma

Un rassemblement a eu lieu aux studios nationaux de cinéma Oleksandr Dovjenko pour dénoncer les conséquences de l'attaque russe du 15 juin. Des membres de la communauté cinématographique, des étudiants et des bénévoles se sont réunis pour aider à la réparation des dégâts. D'après les premières estimations, 16 bâtiments situés sur le site des studios de

cinéma ont subi d'importants dégâts. «Ce studio de cinéma me tient à cœur. Quand j'ai vu ce qui était arrivé, et que quelqu'un a crié qu'on avait besoin de monde, me voilà, ma camarade et moi. Je n'étudie pas les arts créatifs, mais beaucoup de mes amis y travaillent. C'est un lieu culturel très dynamique, où se déroulent de nombreux événements», a déclaré l'étudiante Kseniya Muravska, venue aider.

## 20 JUIN

### Kyiv : syndicats contre l'augmentation des tarifs de transport

Lors d'une réunion du conseil du Syndicat des travailleurs de la santé de la ville de Kyiv, les participants ont discuté des problèmes actuels liés à la protection des travailleurs médicaux dans la capitale en temps de guerre, aux défis économiques et à la pression constante qui pèse sur le système de santé. Concernant une éventuelle augmentation du prix des billets de transport public à Kyiv, qui passerait à 30 hryvnias, il a été décidé de s'opposer à cette hausse et de saisir le maire de la capitale, « car, dans le contexte actuel, elle représenterait une charge supplémentaire importante pour le personnel médical qui assure le fonctionnement quotidien du système de santé kyivien. Le syndicat des travailleurs de la santé de la ville de Kyiv souligne : la justice sociale et le soutien aux travailleurs doivent rester une priorité pour la ville, surtout en temps de guerre » selon le syndicat. De son côté, La section de Kyiv du Syndicat des travailleurs de l'éducation et des sciences d'Ukraine a adressé une lettre au maire de Kyiv, Vitaliy

Klitschko, exigeant qu'il n'augmente pas le prix des billets pour les transports en commun de la ville. «L'augmentation des tarifs va provoquer des protestations, des tensions sociales et une vague d'indignation au sein des collectivités, et risque également d'éroder la confiance envers les autorités locales», explique le syndicat.

### Poltava : blouses blanches en colère

Une manifestation s'est déroulée devant les murs du Conseil régional de Poltava. Des médecins de diverses spécialités, le personnel soignant et des habitants de Poltava, se sont rassemblés pour dénoncer publiquement la situation critique du secteur médical régional et appeler les autorités à prendre des mesures immédiates. Les participants à l'action ont pris la parole pour défendre les droits de tous ceux qui soutiennent le système médical : des chirurgiens et urgentistes aux infirmières, ambulanciers et aides-soignants. Le personnel soignant fait état de pressions administratives et de fréquents cas d'humiliation, de pressions psychologiques et de dévalorisation de leur travail par la direction hospitalière. Le 13 juin une première manifestation avait été organisée pour défendre les droits du personnel soignant et le système de santé.

## 21 JUIN

### La marche KyivPride : 5 000 !

La marche KyivPride a rassemblé 5 000 personnes. La marche a duré deux heures et s'est déroulée sur 1,2 kilomètre. Cependant elle a été interrompue suite à des explosions liées aux

opérations de défense aérienne dans la capitale.

La marche a réuni des personnes LGBTQ+, des militaires, des vétérans et des vétéranes, des défenseurs des droits humains, des représentants étrangers, des organisations de la société civile ainsi que des alliés et alliées de la communauté venus de toute l'Ukraine. Cette année, la marche KyivPride s'est déroulée sous le slogan «Nos familles font partie de l'Ukraine», a indiqué l'association Kyiv Pride à l'issue de la marche. Parmi les revendications figuraient le renoncement au projet de nouveau Code civil, qui contient des dispositions discriminatoires, la reconnaissance des partenariats familiaux pour les militaires et les civils. Le syndicat étudiant Priama Diia et le syndicat des militaires LGBTQ+ appelaient à la marche. Les groupes féministes Atelier féministe et Bilkis, la Kharkiv Pride étaient également présents.



FÉMINISMES  
D'UKRAINE

# Féministes en temps de guerre

## Viktoriiia Chvahaer<sup>1</sup>

Le début de l'invasion russe à grande échelle a bouleversé la vie de millions de femmes ukrainiennes. Beaucoup ont dû déménager à plusieurs reprises, réorganiser leur vie professionnelle et repenser leurs valeurs et leurs convictions.

Le matin du 24 février 2022 a marqué un point de non-retour pour toutes les Ukrainiennes, mais chacune s'est réveillée ce jour-là avec un sentiment différent. Pour les féministes ukrainiennes, la fin du mois de février est toujours une période chargée, car nous nous préparons pour le 8 mars, Journée internationale des femmes. La communauté féministe en Ukraine profite traditionnellement de cette occasion pour organiser des marches, des manifestations et des campagnes sociales visant à sensibiliser le public aux problèmes actuels d'inégalité entre les sexes et à encourager la population à soutenir la ratification de la Convention d'Istanbul. Les féministes ont toujours été en première ligne de la lutte pour les droits humains en Ukraine; c'est pourquoi elles ont été parmi les premières à prendre conscience de l'ampleur des progrès réalisés entre 2014



(après la Révolution de la dignité) et les conséquences de 2022, qui risquent d'être perdus à cause de l'invasion. Daryna Mizina, qui travaille pour Amnesty International Ukraine, affirme que même des années de travail dans le domaine de la violence à l'égard des femmes n'ont pas pu la préparer aux atrocités et aux cas de viols massifs commis par l'armée russe dans la région de Kyiv. Viktoriiia Karpa, avocate au sein de l'Association des femmes juristes ukrainiennes «Yur-Fem», ajoute qu'il était nécessaire de continuer à travailler, même si cela s'est avéré épuisant sur le plan émotionnel car, en tant qu'Ukrainienne, elle pense constamment à sa famille et à son pays. Cependant, lorsqu'elle a finalement participé à un webinaire professionnel une semaine après le début de l'invasion, cela lui a apporté un soulagement car, si l'armée russe pouvait venir perturber le cours normal de la vie, elle ne pouvait pas lui enlever ce qu'elle avait en elle: ses connaissances, son expérience, son expertise.

## 35000 femmes sous les drapeaux

Pour de nombreuses autres féministes, le début de l'invasion à grande échelle a été la raison pour laquelle elles ont décidé de s'engager dans l'armée en tant que soldates ou de se porter volontaires pour répondre aux besoins de l'armée. Ces réflexions sur le rôle du genre dans la défense du pays sont partagées par Anna Ivantysyk, Anastasiia Vinslavska et Daria (dont le nom de famille n'est pas divulgué pour des raisons de sécurité), qui ont rejoint les 35000 autres femmes servant dans les forces armées ukrainiennes à des postes de combat. Elles estiment

---

1. Viktoriiia Chvahaer est membre de l'Atelier féministe. Publié par l'Atelier féministe. Les intertitres sont de la rédaction. Avril 2026.



que l'armée s'est considérablement modernisée depuis 2014, mais que les problèmes liés au genre persistent. L'un des problèmes les plus urgents est que l'uniforme standard est conçu uniquement pour les morphologies masculines ; par conséquent, les uniformes que les femmes soldates reçoivent du gouvernement ne leur vont pas bien et sont inconfortables. Heureusement, certaines ONG fournissent aux femmes sur le front des uniformes adaptés ainsi que des produits d'hygiène féminine ; l'une d'entre elles est Zemliatchky.

Malgré les obstacles auxquels elles sont confrontées dans l'armée, Anna, Anastasiia et Daria ne regrettent pas leur décision de s'engager comme soldates, car elles estiment que « la volonté de se battre et de défendre son pays ne dépend pas du genre ».

### Une activité réorientée par la guerre

De nombreuses féministes ont également commencé à faire du bénévolat ou ont réorienté leur activité professionnelle vers des thèmes liés à la guerre après le 24 février. Iryna Zemliana,

qui avait l'habitude d'interviewer des experts étrangers sur les chances de l'Ukraine d'adhérer à l'OTAN, a commencé à diriger un centre de recrutement pour les étrangers souhaitant venir rejoindre les Forces armées ukrainiennes. Une autre journaliste, Iryna Sampan, a raconté que, pendant les premiers jours de l'invasion, elle voulait faire quelque chose de plus concret que d'écrire des articles; elle a donc acheminé depuis l'UE vers l'Ukraine des voitures dont on avait besoin au front. La décision de servir leur pays s'est imposée naturellement aux féministes ukrainiennes et s'inscrivait dans leurs valeurs, car comme l'a déclaré Viktoriia Kapra, avocate :

L'Ukraine est un défenseur qui protège son territoire, son peuple et tout ce que la Russie veut lui enlever. Et défendre ce qui vous appartient, c'est la primauté du droit.



L'association de femmes de Kharkiv Sphère a également dû faire face à de grands changements avec le début de l'invasion, comme l'a expliqué Anna Charygina, sa directrice de programme. Le plus grand défi pour poursuivre leur travail tient à leur emplacement: Kharkiv est une ville ukrainienne située à la frontière avec la Russie et elle a été lourdement bombardée dès les tout premiers jours de l'invasion. Marta Tchumalo, cofondatrice du Centre non gouvernemental Women's Perspectives à Lviv, explique que son organisation est également confrontée à des difficultés, mais d'une manière différente, car Lviv, ville proche de la frontière avec la Pologne, est devenue dès le début de l'invasion un centre d'accueil pour les femmes et les enfants déplacés à l'intérieur du pays.

L'ONG a donc réorienté ses activités pour répondre aux besoins de cette population vulnérable et a commencé à gérer des refuges. La philosophie de ces refuges est de ne pas priver les femmes de leur autonomie et de leur pouvoir sur leur propre vie; ainsi, le refuge leur fournit un hébergement et des denrées alimentaires, mais ce sont les femmes qui décident elles-mêmes, par exemple, de ce qu'elles vont cuisiner. L'ONG aide également ces femmes à trouver un emploi et apporte son soutien aux survivantes de violences sexuelles en temps de guerre. Marta Havrychko, chercheuse en études de genre au centre mémorial de l'Holocauste, a déclaré que le fonctionnement de son organisation avait également changé lorsque la guerre a éclaté, car elle fournissait une aide humanitaire à ceux qui en avaient besoin et évacuait également des civil·es des zones de combat. Elle a ajouté qu'elle consacrait désormais davantage de temps à la recherche et à des présentations sur l'invasion russe actuelle, et sur la manière dont celle-ci met en danger les femmes ukrainiennes et le patrimoine culturel de l'Ukraine. Les recherches menées actuellement par Olena Strelnyk, sociologue, portent également sur les défis liés à la représentation des femmes et des personnes LGBT dans les médias ukrainiens pendant la guerre avec la Russie.

### **Ecrire, jouer, divertir, résister**

Malgré la guerre, les sphères culturelles et du divertissement en Ukraine continuent de fonctionner et de se développer. Dans nos podcasts, nous avons eu l'occasion d'animer des discussions entre des féministes actives dans le

stand-up, la poésie et l'art. Les artistes de stand-up Iryna Gil, Nastia Zujvala et Anna Cotchegura affirment que la comédie a toujours été pour elles un moyen de remettre en question le discours selon lequel l'expérience masculine serait universelle. Toutes trois ont dû mettre leur carrière entre parenthèses pendant les premières semaines de l'invasion, car ce n'était pas le moment de faire de l'humour et elles ont également dû évacuer Kyiv.

Cependant, par la suite, soit elles sont revenues dans la capitale et ont recommencé à se produire en stand-up, mais désormais dans des abris anti-bombes pour des raisons de sécurité, soit elles sont restées en exil et se sont produites en ligne via le *streaming*. Leur motivation pour revenir à la comédie était de pouvoir reverser une partie des recettes de leurs spectacles à l'armée ukrainienne. La guerre à grande échelle a définitivement bouleversé leur routine de travail. La plupart de leurs spectacles sont désormais liés à la guerre, car c'est une réalité que vivent à la fois les artistes et le public.

L'une des humoristes, Nastia, explique que l'humour est désormais un moyen d'exprimer sa colère et ses inquiétudes. Trois poètes - Mano Glonti, Anna Gruver et Daryna Gladun - ont également raconté comment la guerre avait influencé leur capacité à écrire et à créer. Mano explique que la poésie est devenue un moyen d'exprimer ses émotions lorsqu'elle se sentait submergée par l'actualité, mais en même temps, ces poèmes ne lui semblent pas achevés et elle n'est pas sûre de pouvoir à nouveau écrire quelque chose qui la satisfasse. Elle estime toutefois que la poésie est un art destiné

aux moments les plus difficiles, car les gens en ont besoin pour créer des liens, s'exprimer et ressentir à nouveau des émotions.

Daryna complète ces réflexions en précisant que ses poèmes écrits pendant la guerre traitent eux aussi d'émotions: «J'ai commencé à écrire pour rester en contact avec moi-même et pour me convaincre que j'existe toujours, que je suis importante et que mon expérience mérite d'être partagée», commente-t-elle. Quant à Anna, elle a écrit toute une série de poèmes intitulée «Je veux juste partager un moment» après le début de l'invasion, afin d'exprimer sa conviction que l'art ne peut jamais être en dehors de la politique.

Alevtyna Kakhidze, qui est artiste, estime également que l'art est indispensable en ces temps difficiles que sont ceux de la guerre, car il aide à préserver et à prolonger les souvenirs: «Les souvenirs sont très importants, car ils aident à construire l'avenir. Nous ne pouvons rien construire de nouveau sans connaître notre passé.» Pendant la guerre, elle a commencé à mettre en avant le lien entre les générations dans son art, car c'est l'histoire de sa famille: sa grand-mère a vécu la Seconde Guerre mondiale, sa mère a vécu sous l'occupation russe de 2014 jusqu'à sa mort en 2019, et Alevtyna elle-même a passé les premiers jours de l'invasion russe à grande échelle cachée dans la cave: «Moi, ma mère et ma grand-mère - nous avons toutes nos propres histoires de survie à la guerre.» Cette réflexion a donné lieu à l'exposition qu'elle vient d'organiser à Paris sur les générations de femmes ayant vécu la guerre.

Les féministes ont également partagé ce que cela fait d'être à l'étranger pendant la guerre totale en Ukraine et comment elles perçoivent aujourd'hui le féminisme occidental par rapport au féminisme ukrainien. Les dramaturges et la chercheuse en théâtre Anastasiia Kosodii, Lena Laguchonkova et Oksana Dudko sont toutes basées à l'étranger où elles poursuivent leur carrière dans le domaine du théâtre et ont évoqué la situation actuelle des professionnels de la création ukrainiens dans d'autres pays.

Elles estiment qu'il est de leur responsabilité de parler de l'Ukraine à l'étranger et qu'elles se doivent de le faire, sans quoi des non-Ukrainiens risqueraient de diffuser des récits erronés, voire dangereux. Cependant, elles souhaitent également être considérées avant tout comme des professionnelles, et non simplement comme des réfugiées ayant besoin d'aide et d'assistance. Il est parfois difficile, sur le plan émotionnel, de partager les mêmes récits traumatisants d'expériences personnelles uniquement pour le divertissement du public.

Oksana, qui vit au Canada, soulève également le problème du fait que les étrangers se lassent d'entendre parler de la guerre en Ukraine et que de moins en moins de personnes continuent de suivre l'actualité ; il incombe donc aux Ukrainiens de l'étranger de trouver des moyens de maintenir le débat sur l'Ukraine.

Anna Khvyl, musicienne, a également du mal à trouver les mots justes pour parler de la guerre à l'étranger sans en faire un sujet de conversation futile. Au cours de la discussion, elle a fait part de sa déception face au fait que les communautés féministes occidentales s'en tiennent

à un programme de résistance non violente et refusent d'écouter les féministes ukrainiennes. Elle estime que «le droit de résister est un droit féministe fondamental qui permet de se protéger. Lorsqu'un agresseur vous fait du mal, vous n'avez d'autre choix que de vous défendre en recourant également à la force physique». Les humoristes Iryna Gil, Nastia Zukhvala et Anna Cotchegura ont également évoqué leur sentiment d'éloignement vis-à-vis du féminisme occidental en raison de ses discours pacifistes, et ont expliqué comment la militarisation et le nationalisme façonnent leur propre féminisme, spécifiquement ukrainien.

Les chercheuses Marta Havryshko, Marta Tchumalo et Olena Strelnyk ont expliqué qu'elles souhaiteraient que les médias occidentaux ne mettent pas autant l'accent sur la victimisation des femmes ukrainiennes et qu'ils mettent plutôt davantage en avant leur force et leur résilience : celle des femmes qui sont dans l'armée, qui font tourner l'économie, qui font du bénévolat, qui s'occupent des enfants évacués ou qui assument tout autre rôle actif dans la société pendant la guerre, comme le font la plupart des femmes ukrainiennes.

### **Dans la guerre, préparer l'avenir**

Quant à la vision de l'avenir, beaucoup sont pleines d'espoir et plutôt optimistes. Anna Ivantsyk, Anastasiia Vinslavska et Daria, qui servent actuellement dans les Forces armées ukrainiennes, affirment que les soldats se battent pour que les civils puissent continuer à mener une vie paisible, mais elles partagent en même temps la conviction que tout le monde





en Ukraine doit suivre une formation militaire et médicale. Elles estiment que, malgré toutes les tragédies que l'invasion russe a entraînées en Ukraine, la guerre peut également être un catalyseur de changements positifs dans la société, et elles citent la ratification de la convention d'Istanbul, intervenue en juin 2022, comme l'un de ces exemples. Les militantes des droits des femmes Yana Pekun, Viktoriia Karpa et Daryna Mizina ont déclaré que la ratification de la convention avait été l'un des moments les plus réjouissants de la guerre. Si elles reconnaissent que cette mesure a été prise en partie

pour satisfaire aux exigences de la candidature à l'UE, elles estiment également que la raison principale réside dans la concrétisation du travail acharné accompli par les féministes ukrainiennes pendant dix ans pour parvenir à cette ratification.

Elles ne pensent toutefois pas que le combat soit terminé et sont conscientes du travail considérable qu'il reste à accomplir à la communauté féministe ukrainienne à l'avenir pour garantir la bonne mise en œuvre de cette loi. Elles considèrent toutefois que l'acte de ratification constitue déjà une victoire des valeurs démocratiques

de l'Ukraine face à la Russie profondément patriarcale: «En ratifiant la convention d'Istanbul, l'Ukraine a fait un bond en avant de plusieurs milliers de kilomètres par rapport à la Russie patriarcale et violente», a commenté Viktoriia Karpa.

Les poétesses Mano Glonti, Anna Gruver et Daryna Gladun ont toutefois quelques inquiétudes quant à l'avenir et expliquent comment la radicalisation peut avoir un impact négatif sur la vie des femmes. Elles craignent que les pays qui aident beaucoup l'Ukraine aujourd'hui, comme les États-Unis et la Pologne, puissent plus tard influencer de manière négative les politiques ukrainiennes en matière de droits des femmes, car ils ont leurs propres lois catastrophiques sur l'interdiction de l'avortement, par exemple. Elles sont toutefois convaincues que la communauté féministe ukrainienne est forte et capable de résister aux pressions extérieures.

Les militantes de terrain Nata, Brie et Jenya Dzekun partagent ces mêmes inquiétudes, affirmant que de nombreux Ukrainiens admirent aujourd'hui des pays comme les États-Unis, la Pologne et la Turquie parce qu'ils nous soutiennent dans notre lutte contre l'agression russe, mais qu'il est important de réaliser que ces États ne sont pas parfaits non plus et que nous devons construire notre propre démocratie.

Elles ajoutent que les médias ukrainiens font un excellent travail pour mettre en avant la contribution des femmes et des personnes LGBT à la future victoire de l'Ukraine; elles espèrent donc que cela favorisera la tolérance et l'égalité au sein de la population. La vision de

l'avenir des féministes ukrainiennes est bien résumée par Iryna Sampan :

Nous devons et nous continuerons à nous battre malgré tous les obstacles. L'essentiel pour nous aujourd'hui est de résister avec succès à l'agression russe. Ensuite, nous nous attellerons à la construction d'une société juste.

Comment les féministes ukrainiennes vivent-elles pendant la guerre? De la même manière que les autres Ukrainiens, car ce qui prime pour toute personne, c'est la crainte pour sa propre vie, celle de ses proches et l'avenir de son pays. Cependant, les féministes ukrainiennes prouvent qu'elles ont su maîtriser leurs émotions et canaliser leur colère et leur peur vers ce qu'elles font le mieux: l'aide aux populations vulnérables d'Ukraine, le militantisme et la promotion de la culture ukrainienne sur la scène internationale. Les féministes se concentrent désormais sur la manière dont elles peuvent mettre à profit leurs compétences et leurs connaissances pour aider l'Ukraine à résister à l'agression russe non provoquée et, dans le même temps, veiller à ce que la société ukrainienne continue d'évoluer vers l'égalité pour tous. Elles espèrent davantage de solidarité et de coopération avec les féministes du monde entier et élaborent des plans pour faire face aux problèmes sociétaux engendrés par cette guerre à grande échelle.



# Ivanka, une féministe sur le front

## Correspondance

Militante de Bilkis, originaire du Donbass, Ivanka, s'est engagée dans l'armée en 2025. Elle nous fait partager, dans ses messages - souvent interrompus par les « caprices » des connexions - via Patrick Le Tréhondat, son dur quotidien de soignante et de combattante sur le front, mais aussi ses tâches domestiques « banales », ses rêves et ses espoirs...

**7 MARS 2025**

Je veux que tout cela se termine au plus vite, pour pouvoir retirer mon uniforme et retrouver ma vie d'avant.

**9 MARS**

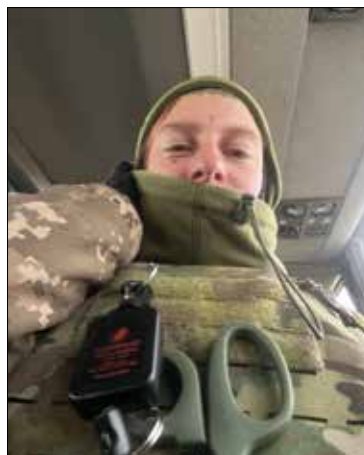
Mon nom de guerre m'a été donné par mes collègues militaires. Ce sont tous des hommes. Parfois, les pseudos sont drôles et même un peu humiliants du genre « Ventouse » ou « Plafonnier ».

**22 MARS**

J'ai obtenu mon certificat d'infirmière de combat. On m'a accordé quatre jours de permission, puis je pars en zone de combat.

**25 MARS**

Je me tiens au courant des projets de Bilkis. J'échange avec elles. Mais je me sens actuellement « déconnectée » de la communauté des militant-es. Cela me rend un peu triste de réaliser que je ne peux pas y participer.



**8 AVRIL**

Quand les tirs d'artillerie retentissent tout autour de moi, je peux me laisser envahir par la tristesse et le chagrin, mais pas longtemps.

**23 MAI**

Les derniers jours ont été stressants. Les drones FPV [drones tueurs] russes nous attaquent tous les jours.

**2 OCTOBRE**

Salut, Patrick! Nous avons reçu les transferts de fonds! [Voir le 3 octobre] Notre pilote, Sacha, qui collectait pour un dispositif de vision

nocturne, a déjà commandé cet appareil. Nous attendons sa livraison et nous ferons un rapport photo !

**3 OCTOBRE**

Chers amis français,

Moi et les camarades de mon unité nous vous exprimons notre très sincère gratitude pour votre soutien financier extrêmement généreux. Le don<sup>1</sup> que vous avez fait pour notre collecte est d'une importance capitale pour moi et pour notre cause.

Ce ne sont pas simplement des dollars : c'est un geste de confiance, de soutien et de foi en ce que font les forces armées ukrainiennes en résistant chaque jour à l'empire puant et pourri.

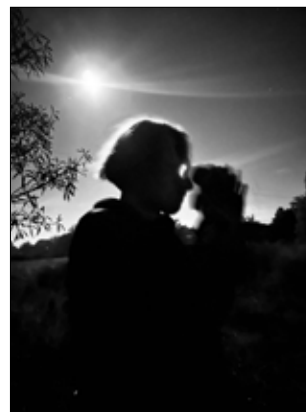
La non-indifférence et la volonté de participer à la collecte sont un exemple de véritable solidarité.

Grâce à votre aide, nous avons pu commander un dispositif de vision nocturne, qui est en route ici par la poste. Je vous montrerai des photos dès que nous l'aurons reçu. Cet appareil nous aidera à rendre la rotation des pilotes de drones plus sûre.

Les dons des Européens sont un immense soutien moral. Au moment de recevoir les fonds, je ressens à chaque fois que des personnes et des organisations partageant les mêmes valeurs et sont prêtes à agir sont à nos côtés.

---

1. Le Comité français du RESU, avec le soutien du Comité belge et d'Ukraine CombArt, avait collecté auprès de ses donateurs et adhérents en une semaine les fonds nécessaires à l'achat de matériel de vision nocturne.



Je réitère une fois de plus que je suis très reconnaissante pour votre confiance, votre générosité et le fait que vous deveniez une partie du changement et de l'histoire de mon pays.

Avec respect et gratitude, Ivanka.

**3 OCTOBRE**

Patrick, je tiens également à t'informer que je pars en mission le 8 ou le 9 octobre. Il n'y a ni Internet ni réseau mobile là-bas. Je serai absente pendant environ 15 à 20 jours, mais je reviendrai ensuite. Cependant, je suis encore ici pour quatre jours. Je prépare mes affaires, je reçois des instructions, j'étudie l'itinéraire. Je suis un peu nerveuse.

**6 OCTOBRE**

Nous sommes encore en phase préparatoire, nous préparons nos sacs à dos et étudions l'itinéraire. Tout ira bien, nous avons des commandants très avisés... Beaucoup de nos combattants sont tombés malades... rhume...

Je n'apprécie pas le froid. Parfois, j'aimerais être plus forte que lui et ne pas montrer que j'ai froid...

Nous avons reçu l'appareil. Nous l'avons testé hier. Je vais vous le montrer maintenant pour les Français.

### **8 OCTOBRE**

Revue de paquetage. As-tu lu *Germinal*?

### **31 OCTOBRE**

De retour de mission.

Zola est un maître des mots. Le livre contient de nombreuses descriptions, mais elles ne sont pas fastidieuses, au contraire, elles donnent l'impression de regarder un film. Certaines scènes sont encore présentes dans mon esprit, même si je ne les ai pas vues, mais simplement imaginées. Chez nous, on n'écrivait pas ce genre de livres, seulement ceux dans lesquels le mineur était un héros, et non en réalité une ombre à peine vivante. Zola est vrai. Il n'est pas un écrivain soviétique, bien sûr, pour qui les mineurs étaient un instrument de propagande. Après avoir terminé le livre, j'avais l'impression d'avoir été fouettée, tant tout y est dur.

### **5 DÉCEMBRE**

Je repars pour dix jours pour une vie de tranchées. Récemment, j'ai acquis la spécialité de lance-grenades. C'était impressionnant. Maintenant, je sais utiliser le MK-19.

### **16 JANVIER 2026**

Nous avons été remplacés hier soir. Je t'informerai ultérieurement, cette sortie a été plus difficile que la précédente. Je t'en dirai davantage plus tard. Nous sommes actuellement très occupés par notre travail.

### **20 JANVIER**

En ce qui concerne ma sortie, cette fois, c'était plus difficile que la précédente. Les îles sur lesquelles nous allions étions inondées, il était impossible de se retrancher correctement. Par conséquent, nos tranchées ont été inondées, et ensuite, il y a eu une attaque de drones et de FPV contre nous, mais par miracle, cela n'a pas fonctionné. Je ne crois pas en la chance ou en un ange gardien, mais la chance est clairement de mon côté.

Le drone et son largage étaient censés nous éliminer. De la cabane, un fragment de drone et une décharge d'explosifs suffisent pour que tout explose dans un rayon de 5 à 7 mètres, nous y compris. C'est ainsi que tout a commencé, puis on ne voyait plus que le sommet de cette chaise. C'est notre position que nous avons dû abandonner et qui a été inondée.

Nous avons coupé des roseaux entre les attaques de drones pour nous faire un lit, mais l'eau s'infiltrait quand même depuis le sol. Ce sont des lits de secours. Le terrier dans lequel nous avons passé notre quart était très exigu, nous étions très heureux d'avoir trouvé un abri sec. La nuit, nous fermions l'entrée, il fallait ramper à quatre pattes pour y entrer.

Cependant, nous ne sortions que pour aller aux toilettes, nous mangions et buvions peu afin

de ne pas avoir à nous déplacer inutilement. Cet endroit était très dangereux et trop bouger aurait certainement signifié la mort. Nous ne pouvions pas quitter ces îles, car cela reviendrait à ouvrir la porte aux Russes.



### **20 FÉVRIER**

J'ai déjà commandé les détecteurs de drones, trois au total. Il faudra encore une semaine pour les fabriquer, les assembler et les cartes électroniques seront soudées la semaine prochaine. Dès que je les recevrai, je te les montrerai immédiatement. Je suis vraiment lassée de l'hiver, il est si froid, un hiver rigoureux cette année. Le climat donne envie de se pendre. Actuellement, je suis en service comme opératrice radio, ce qui implique 24 heures dans le sous-sol et 48 heures à l'étage. Je viens de terminer la révision des trousse de premiers secours de mon unité et j'ai mis à jour tout ce qui manquait.

### **5 MARS 2026**

Salut, Patrick,

Je suis tranquillement dans ma routine de travail. En ce moment, je suis radio-opératrice, donc je passe 24 heures dans le sous-sol et 48 heures en surface.

J'ai fini de réviser les trousse de premiers soins de mon unité, et j'ai fourni à tout le monde ce qui leur manquait.

### **22 MARS**

J'étais à une formation pour les médecins de combat. J'ai fait ma première transfusion sanguine! C'était très émouvant.

Dans ce cours, j'ai appris à piquer une veine de manière professionnelle. Je n'ai fait aucune erreur.

### **30 MARS**

J'ai rêvé d'un syndicat de nounous-premières puéricultrices où nous pourrions nous recommander mutuellement des familles sympathiques et créer des listes noires des mauvais lieux de travail.

### **31 MARS 2026**

Aujourd'hui, j'aurai l'occasion d'aller chez les garçons et de me laver dans le bain à 18 heures. Je vais donc aller me laver le corps et les cheveux, car je risque d'attraper des poux, autrement ))))...



**3 MAI**

Je suis actuellement en limousine. Je te contacte plus tard.



**12 JUIN**

Actuellement, mon unité se voit confier des missions tout simplement incompatibles avec l'état de santé de mes combattants; je m'occupe donc de leur protection et de leur défense auprès des hôpitaux et des compagnies médicales, que j'accompagne.

Je leur obtiens une hospitalisation ou au moins une exemption temporaire des ordres de combat. En ce moment même, je m'occupe du dossier d'un combattant dont les hémorroïdes en sont déjà au stade hémorragique, et pourtant, il reçoit un ordre de combat.

C'est alors que je commence, depuis la base, le processus consistant à obtenir et à prouver qu'il ne «fait pas l'imbécile», mais qu'il est réellement incapable d'accomplir de telles missions... En dehors de la guerre, je me réjouis globalement de l'été, qui est enfin arrivé.

J'ai envie de fruits de saison, mais on ne les trouve tout simplement nulle part ici. Mais les «déplacements vers la civilisation» peuvent parfois coûter la vie...

Autre nouvelle: les congés et les week-ends libres nous sont interdits (= tant que nous n'aurons pas commencé à afficher de bons résultats ici, alors que nous avons chaque jour des blessés et des morts). C'est pourquoi, pour l'instant, nous faisons tout ce que nous pouvons ici.

Lorsque les camarades Yana et Tanya<sup>2</sup> retournent en Ukraine je pense toujours qu'elles reviennent dans un pays en guerre, où aller acheter du pain peut vous coûter la vie... où la mort rôde lors de tous vos instants de vie.

**14 JUIN**



Je passe beaucoup de temps à faire le ménage, car j'ai hérité d'une maison dans notre

---

2. Ses camarades Tanya et Yana, de Bilkis, étaient à Paris pour les 50 ans du CICP et des rencontres politiques et féministes.

base très délabrée, et comme je suis responsable du matériel médical, je dois veiller à ce que la propreté, l'ordre et le centre médical soient assurés quelles que soient les conditions!

Et puis, j'aime beaucoup m'entourer de choses belles et agréables. Il y a un dicton qui dit «tout est mieux là où nous ne sommes pas», mais je pense que «tout est mieux là où nous sommes» et c'est pourquoi, où que la vie me mène, j'essaie de rendre les choses un peu meilleures.

**26 JUIN**

Après son grand nettoyage, Ivanka s'est aménagé son lieu de repos. Jamais en manque d'humour, elle dit: «La chambre de la servante est prête» À ses côtés, son chat Blondie

Aujourd'hui c'est son anniversaire!!!



## Deux féministes ukrainiennes à Paris

### Tanya Vinska

Tanya et Yana, de Bilkis, ont passé quelques jours à Paris et fait des rencontres féministes mais aussi solidaires. Elles se souviennent...

C'est toujours très émouvant pour nous d'évoquer l'invasion russe en cours en Ukraine et le militantisme féministe queer durant cette période. Nous sommes arrivées à Paris impatientes de parler de tout ce que nous avons vécu: les alertes aériennes, le deuil, cet acte quotidien tenace qui consiste à continuer d'exister en tant que féministes queer dans un pays qui défend son droit même à l'existence.

Nous sommes venues à Paris en tant que représentantes de Bilkis, invitées à participer à une rencontre militante internationale<sup>1</sup>. Cette réunion s'articulait autour de la question de la solidarité: ce qu'elle signifie, comment elle transcende les frontières, et si elle peut exister malgré la distance.

Lors de la table ronde sur l'internationalisme, nous avons essayé d'aborder en toute honnêteté les contradictions auxquelles nous sommes confrontées: lutter pour un avenir dans un pays où nos droits sont encore remis en cause, où la visibilité nous semble à la fois urgente et

1. Le CICP fêtait ses 50 ans.

Photo : Eva.



Photo : Eva.



Photo : DR.

dangereuse, et où la résilience revêt une importance capitale pour nous.

Nous avons également rencontré la députée française Danielle Simonnet, ainsi que notre ami Patrick [Le Tréhondat] et le Collectif pour les droits des femmes. Chaque conversation a pris une tournure différente, mais elles nous ont rappelé que le plaidoyer [pour la solidarité avec l'Ukraine] exige de maîtriser plusieurs registres à la fois, comme celui des statistiques mais aussi celui des témoignages personnels.

Ce que nous avons ramené de Paris n'est pas facile à résumer. C'est en quelque sorte le sentiment renouvelé que nous ne sommes pas seules dans ce combat, même si nous avons parfois l'impression que c'est le cas. La solidarité féministe internationale existe à l'étranger. Elle se construit et se renforce dans des salles comme celle où nous étions assises. Notamment à travers ce petit geste: celui d'une personne à l'autre bout du monde qui choisit de nous écouter sans détourner le regard, et qui va même jusqu'à partager (des cerises) son attention avec nous. Nous en sommes reconnaissantes.

Et nous ferons vivre cela.





Photos: Eva.

SOLIDARITÉ  
INTERNATIONALE

# Ukraine et Palestine : deux cas d'occupation

## Entretien avec Andriy Movtchan<sup>1</sup>

Andriy Movtchan est un militant ukrainien. Il habite Barcelone, où il participe au réseau de solidarité avec l'Ukraine.

En avril 2026, il est parti avec Nina Potarska sur un navire de la Global Sumud Flotilla : ce sont les premiers Ukrainiens à avoir voulu manifester ainsi leur solidarité avec les Palestiniens. Leur bateau a été bloqué au large de la Crète par la marine israélienne, qui a arrêté et malmené tous les militant-es. Dans cette interview, Andriy Movtchan revient sur cette expérience et développe les parallélismes qu'il voit entre le soutien au peuple palestinien et le soutien au peuple ukrainien, les colonisations et occupations dont souffrent ces deux peuples.

*Fin avril, toi, Andryi, et Nina Potarska avez embarqué à bord de la flottille Global Sumud, vous êtes les premiers participants ukrainiens. Pourquoi avez-vous pris part à cette mission en tant que représentants d'un pays envahi, et comment est-il possible de concilier la lutte pour la solidarité avec la cause palestinienne et le conflit qui ravage votre pays ?*

Lorsque je me trouvais sur ce navire-prison saisi par les forces israéliennes, au milieu de la mer Méditerranée, entouré de gardes armés

arborant des insignes israéliens, je regardais autour de moi et je me disais : « Comment ai-je atterri ici ? Qu'est-ce que je fais ici ? Comment le cours de ma vie m'a-t-il conduit ici ? » Car on ne s'attend pas à ce qu'un Ukrainien se retrouve en mer Méditerranée, au milieu d'un groupe de militant-es enlevé-es, surveillé-es par des soldats israéliens. Mais d'un autre côté, il est aussi logique que je me sois trouvé là, à un certain moment, j'ai senti qu'il était de mon devoir de rejoindre la flottille.

Lorsque j'ai vu la première flottille, en septembre 2025, j'ai décidé que je devais y être à tout prix et que l'Ukraine devait être représentée dans cette mission.

Je fais partie du Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine, qui rassemble des syndicats et des organisations en Europe soutenant la résistance ukrainienne contre l'impérialisme russe. Notre position est anticampiste : nous croyons que les nations opprimées, envahies et occupées ont droit à l'autodétermination et à une vie libre, quel que soit le camp géopolitique auquel appartiennent leur gouvernement et celui de l'opresseur.

Depuis le début de l'invasion russe de l'Ukraine, nous avons débattu constamment avec la frange la plus radicale de la gauche, celle qui refuse toute solidarité avec l'Ukraine au motif que son oppresseur - la Russie - se déclare anti-américain. Nous soutenons que tous les impérialismes, tous les agresseurs, doivent être condamnés. Lorsqu'il s'agissait de la Palestine, lorsque le génocide a commencé à Gaza, il nous a semblé naturel de soutenir le peuple

---

1. Propos recueillis par Giulia Pilia. Elle a étudié et travaillé en Lituanie, Slovénie et en Ukraine. Entretien paru dans *Meridiano* 13, 15 juin 2026. Traduction Mariana Sanchez.

palestinien et de nous opposer à l'occupation et aux politiques agressives d'Israël.

Malheureusement, une partie importante de la gauche, surtout la gauche radicale, simplifie à l'excès la réalité, en la réduisant à une simple opposition à l'impérialisme hégémonique. Pour beaucoup, il est plus facile de simplifier et d'éliminer les nuances, car celles-ci ne permettent pas de radicaliser sa position jusqu'à l'extrême. C'est pourquoi les positions plus nuancées et complexes sont perçues comme gênantes.

Je pense que la présence ukrainienne au sein de la flottille marque une étape très importante dans le développement du mouvement anti-impérialiste. Pour la grande majorité de la gauche en Occident, en Amérique latine et au Moyen-Orient, le rejet de la logique des camps est un concept nouveau. C'est pourquoi je me considère comme l'un des pionniers de cette tendance. La présence ukrainienne au sein de la Global Sumud Flotilla constitue une contribution significative à l'agenda mondial de la gauche.



*Peu après le départ, les forces navales israéliennes ont intercepté plusieurs bateaux de la flottille au large des côtes de la Crète, dont celui à bord duquel tu voyageais avec Nina. Des témoignages font état d'exactions et de violations des droits humains subis par les militant·es, perpétrés par les forces israéliennes. Peux-tu nous raconter ce qui s'est passé ?*

En effet, nous nous attendions à être interceptés dans la prétendue « zone orange » entre Chypre et la Palestine, comme cela s'était déjà

produit lors de la précédente flottille. Personne ne s'attendait à ce qu'une partie de la flottille soit interceptée à peine quatre jours après notre départ de la Sicile, alors que nous approchions de la Crète. C'était tellement inattendu que, lorsque nous avons aperçu des drones au-dessus de notre bateau et que nous avons vu quelques navires, nous avons tous pensé qu'il s'agissait des gardes-côtes grecs.

Mais lorsqu'ils sont montés à bord et ont commencé à nous viser avec des armes et des pointeurs laser verts (je n'oublierai jamais comment le faisceau laser semblait constamment braqué sur ma poitrine), j'ai remarqué leur accent hébreu en anglais et j'ai compris qu'ils n'étaient pas grecs. C'est le seul moment où j'ai eu peur.

Lorsque nous avons été intercepté·es, ils nous ont transféré·es sur un Zodiac: la scène semblait tout droit sortie d'un jeu vidéo, du genre Cyberpunk. Il était 2 heures du matin, la nuit était noire, le ciel et la mer étaient d'un noir absolu. On ne voyait que les étoiles et les drones, et nous nous trouvions à bord d'un bateau à grande vitesse et à la pointe de la technologie, entourés de soldats, en route vers on ne sait où. Il n'y avait pas de terre à l'horizon ni aucun autre navire en vue, c'était comme si nous avancions dans l'obscurité la plus totale.

Lorsque nous sommes arrivé·es sur le navire-prison en pleine mer, le niveau de violence s'est intensifié. Ils nous ont fait nous mettre à genoux, la tête baissée; certain·es ont été frappé·es, heureusement pas moi. Un militant a été touché à la jambe par une balle en caoutchouc et a perdu beaucoup de sang. Nous avons été

interrogé-es, les mains contre la paroi métallique, la tête baissée; on m'a placé face à un drapeau israélien accroché à cette paroi. On m'a ensuite rapporté que certaines personnes avaient été contraintes d'embrasser le drapeau.

Au départ, les soldats israéliens étaient réticents à recourir à une violence excessive contre les militants, mais il y a eu certaines formes d'humiliation qui n'impliquaient pas de dommages physiques. L'un des épisodes les plus répugnants dont on m'a fait part s'est produit au cours de la deuxième nuit à bord du navire : certaines personnes dormaient dans les conteneurs, qui étaient pleins et n'offraient pas assez de place pour tout le monde, si bien que d'autres dormaient dehors, sur le pont. Ceux qui se trouvaient sur le pont ont été délibérément aspergés d'eau.

Ils nous ont interrogé-es sur nos données personnelles et j'ai été surpris qu'ils me demandent des informations sur d'éventuels problèmes de santé. Au début, cela m'a semblé étrange, mais j'ai ensuite compris : ils craignaient de tuer quelqu'un. Humilier, faire du mal, torturer, c'est une chose, mais enlever des citoyen·nes européen·nes et rendre un cadavre à leur gouvernement, c'en est une autre.

Nous avons passé quarante heures sur ce navire-prison, puis, à la suite des pressions internationales, ils ont été contraints de nous libérer en Crète. [...]

Contre toute attente, le ministère ukrainien des affaires étrangères s'est montré très coopératif. Après sa libération, ma compagne militante, Nina, a été contactée par le consulat ukrainien, qui lui a fourni des fonds d'urgence,

une aide pratique et des contacts utiles. Elle en a été agréablement surprise.

Après les exactions commises à Ashdod, le ministère a publié une déclaration officielle condamnant le traitement réservé aux participant·es à la flottille. Nous ne nous y attendions pas. Je suis plus que certain que notre participation a eu au moins un certain effet sur la position publique de l'État ukrainien. C'est un petit résultat, certes insuffisant, mais c'est mieux que rien.

En Ukraine, nous nous trouvons dans une situation paradoxale, à l'opposé de celle de l'Europe. Notre gouvernement adopte une position plus raisonnable et plus équilibrée sur la Palestine que la partie la plus active de la société civile. La société civile ukrainienne est à la fois libérale et nationaliste : il existe un secteur important qui soutient directement Israël, notamment dans les médias, profondément influencés par la propagande israélienne et par les groupes de pression sionistes actifs sur les réseaux sociaux.

***« Le ministère ukrainien a publié une déclaration officielle condamnant le traitement réservé aux participant·es à la flottille »***

En effet, nous avons subi de leur part des pressions actives et agressives. Le reste de la société est plutôt indifférente à la cause palestinienne, ce qui est compréhensible étant donné que nous avons notre propre guerre et que celle-ci est la priorité absolue pour tout le monde.

Mais nous avons été sincèrement surpris par le nombre de personnes soutenant la Palestine



que nous avons réussi à trouver et à rassembler: des musulmans ukrainiens servant dans les forces armées ukrainiennes, mais aussi des réfugié-es ukrainien·nes vivant à l'étranger qui, après toutes les manifestations en Europe, ont pris davantage conscience de la cause palestinienne. Et aussi des personnes d'origine ukrainienne vivant dans des pays arabes et musulmans. Ces personnes se sentaient très isolées, elles avaient besoin d'une voix – et nous sommes devenu·es cette voix.

Quelques centaines d'Ukrainiens vivaient à Gaza, principalement des femmes ayant épousé des étudiants palestiniens en Ukraine; la

plupart ont été évacuées avec leurs familles par le gouvernement ukrainien il y a déjà deux ans.

*Quelle était l'ambiance à bord de la flottille, parmi des militants venus de plus de 70 pays différents? Y avait-il une prise de conscience ou de la curiosité vis-à-vis de la participation de militants ukrainiens?*

Je craignais que nous ne soyons pas bien perçu·es et que nous soyons accueilli·es avec méfiance, mais mes inquiétudes se sont révélées infondées: nous avons été bien accueilli·es, ce qui a été une très agréable surprise. Les participant·es à la flottille se sont montré·es bien plus accueillant·es envers les Ukrainien·nes que

la moyenne de la gauche européenne. J'ai également rencontré de nombreuses personnes qui avaient soutenu l'Ukraine à plusieurs reprises - journalistes, médecins, bénévoles - et qui étaient venues avec le même sens du devoir de soutenir la Palestine.

Depuis octobre 2023, les yeux du monde sont rivés sur le génocide en cours à Gaza, tandis que l'attention mondiale est moins forte sur la Cisjordanie, où les attaques incessantes et impunies des colons israéliens contre la population palestinienne n'ont jamais cessé.

*À ton avis, en quoi l'expérience de l'Ukraine face à l'agression russe permet-elle de comprendre ou d'interpréter la situation de la population de Gaza ? Quels sont, selon toi, les parallèles coloniaux entre l'occupation de la Cisjordanie et les territoires ukrainiens occupés, et pourquoi est-il important de les mettre en évidence en ce moment ?*

Après avoir participé à la flottille, j'ai commencé à sentir ces liens de manière encore plus profonde, en raison de mon engagement personnel dans la cause palestinienne. Mais je vois aussi des liens objectifs et directs. Par exemple, lors de la formation pour la flottille, nous avons abordé différents aspects de l'occupation.

L'un d'entre eux concernait l'occupation économique, ainsi que l'expropriation et la saisie des biens palestiniens. Ma famille possède un appartement dans les territoires occupés par la Russie, dans la ville natale de ma mère. Aujourd'hui, les occupants ont adopté une loi stipulant que, pour pouvoir accéder légalement à

son bien immobilier, il est nécessaire d'obtenir un passeport russe, faute de quoi le bien sera exproprié et très probablement attribué à un colon russe. Cet aspect de l'expropriation, des colons et de la modification délibérée de la composition ethnique des territoires occupés, tout cela m'est très familier, à la seule différence que les modalités d'application sont différentes.

Le fossé ethnique entre Palestiniens et Israéliens est profond et délibérément accentué par l'État israélien : les occupants ne parviennent pas à intégrer les Palestiniens dans leur société, ils ne peuvent ni les rééduquer ni les assimiler en tant que Juifs. L'objectif de l'occupation israélienne est d'obtenir le plus de terres possible avec le moins de Palestiniens possible.

***«Cet aspect de l'expropriation, des colons et de la modification délibérée de la composition ethnique des territoires occupés, tout cela m'est très familier»***

La pratique de l'occupation russe, en raison des proximités culturelles et ethniques, consiste à s'emparer du maximum de territoire avec la population la plus nombreuse possible, afin de s'approprier non seulement le territoire, mais aussi le «matériel humain» pour transformer les Ukrainien·nes en Russes. C'est pour cette raison qu'ils rééduquent les Ukrainien·nes dans les territoires occupés, enlèvent les enfants, effacent leur identité et les militarisent pour la guerre contre l'Ukraine.

Ces mécanismes d'occupation sont différents, mais il s'agit dans les deux cas d'occupation. Et je le dis en présentant mes excuses

à mes compatriotes ukrainien·nes: à certains égards, la situation palestinienne est plus difficile. Dans notre cas, on peut choisir de devenir collaborateur pour sauver sa vie ou ses biens. Les Palestiniens n'ont même pas cette possibilité.

*Existe-t-il en Ukraine un espace, peut-être au sein des mouvements de gauche, sociaux ou syndicaux, pour un débat sur la solidarité internationale qui ne soit pas dicté exclusivement par les alliances stratégiques du gouvernement? Quel est le discours prédominant en Ukraine et dans les médias post-soviétiques concernant la Palestine?*



Je dois revenir sur un aspect très important des sociétés post-soviétiques, y compris la société ukrainienne. Les Européens de l'Ouest ont certaines attentes vis-à-vis de notre société et une vision de la manière dont ils aimeraient qu'elle se comporte, et lorsque nous ne parvenons pas à répondre à ces attentes, ils nous condamnent. Mais notre société est comme elle est pour des raisons historiques objectives: l'important est de les comprendre, pas de les condamner.

Le mouvement pro-palestinien en Europe remonte à plusieurs décennies. Pour tous les courants de la gauche, il s'agit d'un élément fondamental de leur identité, c'est une évidence. Lorsque les gens se rapprochent de la gauche, ils commencent à soutenir la Palestine.

La société ukrainienne est différente, car par le passé, nous n'avions pas une opinion bien établie sur ce sujet. L'État soviétique avait une

position pro-palestinienne qui se reflétait dans la propagande. Mais à partir des années 1970, la société est devenue profondément sceptique à l'égard de toute déclaration émanant de l'État.

De plus, de nombreux Juif·ves et Ukrainien·nes ont émigré en Israël, et ces voix dissidentes ont influencé l'opinion publique dans tous les États post-soviétiques. Après l'effondrement de l'URSS, la question palestinienne a disparu de notre espace public et n'a été reprise par aucun autre groupe. Par conséquent, nos sociétés ne sont pas familiarisées avec la cause palestinienne.

La Pologne, la Lituanie, le Bélarus, l'Ukraine et l'Ouest de la Russie ont constitué le cœur historique de la colonisation ashkénaze et de l'Holocauste. Par conséquent, ces pays sont devenus les principales sources de ce que l'on appelle l'*alya*. C'est pourquoi, du moins dans les grandes villes, pratiquement chaque Biélorusse, Ukrainien ou Russe a des amis ou d'anciens camarades de classe qui ont émigré en Israël.

Vingt pour cent de la population israélienne parle russe. Les gens ont tendance à faire confiance à ceux qu'ils connaissent, à ceux qui ont des contacts en Israël et à recevoir des informations de là-bas. Ainsi, nos réseaux sociaux et même nos espaces personnels regorgent de récits adoptant une perspective sioniste. La présence d'un pourcentage aussi élevé d'Israéliens russophones – dont beaucoup ont d'ailleurs un bon niveau d'éducation – facilite grandement l'inondation de nos médias par la propagande sioniste, sans barrières linguistiques. Il s'agit là d'un problème très grave qui influence l'opinion publique.

La *Hasbara* [la diplomatie publique d'Israël menée via les réseaux sociaux] en Ukraine fait constamment référence à des arguments «campistes», ces arguments simplistes et manipulateurs qui prétendent que les Palestiniens ne sont pas des acteurs indépendants, mais des marionnettes de l'Iran, et que l'Iran est un allié de la Russie. On devine facilement où mène ce raisonnement.

Selon leur logique tordue, pour affaiblir l'invasion russe, nous, les Ukrainien·nes, devons soutenir l'occupation de la Palestine. Cela reflète le raisonnement de la gauche «campiste»: le gouvernement ukrainien est un allié des États-Unis, les États-Unis sont un allié direct d'Israël, donc, pour libérer la Palestine, nous devons encourager l'occupation de l'Ukraine. Cette logique malsaine se retrouve dans les deux camps.

***«À la Knesset, Netanyahu a déclaré que Poutine était un de ses proches alliés [...]. En revanche, il n'y a pas eu de conversations directes entre Netanyahu et Zelensky.»***

Pour une société traumatisée comme celle de l'Ukraine, ces manipulations fonctionnent très bien. C'est pourquoi il est si difficile de convaincre notre société de soutenir la Palestine. C'est possible, mais c'est plus difficile que dans d'autres pays.

J'ai vu ce même type de raisonnement appliqué par certains Palestiniens, qui reconnaissent que l'Ukraine est en quelque sorte une victime, mais que, puisqu'elle est alliée aux États-Unis, elle ne mérite pas d'être soutenue contre l'invasion russe.

Ces raisonnements ignorent par facilité certaines contradictions. Par exemple, la Russie et Israël entretiennent des liens étroits. À la Knesset, Netanyahu a déclaré que Poutine était un de ses proches alliés et qu'ils avaient souvent des conversations téléphoniques directes. En revanche, il n'y a pas eu de conversations directes entre Netanyahu et Zelensky, que certains qualifient de «sioniste». De plus, peu avant l'attaque contre Gaza en 2023, certaines personnalités politiques russes influentes, agissant dans le secret, soutenaient délibérément Netanyahu.

En ce qui concerne la responsabilité de la gauche occidentale face à ces enjeux, la gauche internationale doit être comprise et soutenue par les Ukrainien·nes qui souffrent des impérialismes non occidentaux. Nous devons apprendre à dialoguer avec ces sociétés, non pas en adoptant une position de supériorité, ni en balayant la question d'un simple «les Ukrainiens sont anticommunistes et sionistes». Non. C'est notre problème commun. La gauche a, elle aussi, la responsabilité de s'adresser à ces sociétés et de jeter des ponts.

Pour la gauche, le principal défi du 21<sup>e</sup> siècle est de sortir de cette mentalité manichéenne. Nous ne sommes plus au 20<sup>e</sup> siècle: nous vivons à l'ère de la rivalité entre différentes puissances impérialistes. Cette contradiction ne fera que s'exacerber. L'Ukraine n'est qu'un début. La tâche principale consiste à cesser de simplifier la réalité et à commencer à en saisir les nuances. C'est pourquoi il est si important de montrer et de mettre en évidence ces parallélismes.

# Sky Defense : ramener la victoire chez nous

Timothy Snyder<sup>1</sup>

L'invasion russe de l'Ukraine est un affrontement déterminant de notre époque, et vous pouvez faire beaucoup pour aider les Ukrainien·nes à se défendre – et ainsi réaffirmer ce qui a de la valeur dans notre monde.

La guerre en Ukraine dure désormais depuis plus longtemps que la Première Guerre mondiale, et tout porte à croire que son issue aura une importance historique comparable.

En résistant à la Russie, les Ukrainien·nes défendent ce qui est peut-être le plus fondamental dans une vie politique décente : l'idée que les personnes devraient être ce qu'elles choisissent d'être, et non ce qu'on les force à devenir. Cela peut s'observer à différents niveaux : comme la défense d'un État indépendant ou comme la défense d'une démocratie. Mais d'après mon expérience avec les Ukrainien·nes et leur société civile, même ces grands mots, aussi importants soient-ils, ne rendent pas tout à fait compte de ce qui est essentiel ici : qu'il vaut la



---

1. Timothy Snyder, *Thinking about*, 13 juin 2026. Traduit par Didier Epzstajn. Timothy Snyder est notamment l'auteur de *Terres de sang : l'Europe entre Hitler et Staline* (Gallimard, 2012). Les éditions ukrainiennes Medusa ont publié en ukrainien *De la tyrannie : vingt leçons du 20<sup>e</sup> siècle*, qui ont trouvé refuge aux éditions Syllepse lors de l'invasion à grande échelle de février 2022.

peine de prendre des risques pour la dignité d'être humain.

Les Ukrainien·nes prennent des risques sur le champ de bataille chaque jour. Sur un véritable champ de bataille, et non au sens figuré, sur un front qui s'étend sur près de mille kilomètres, des hommes et des femmes tiennent la ligne.

Nous avons coorganisé une campagne visant à acheter des véhicules blindés pour aider à évacuer les soldat·es blessé·es. Je tiens simplement à vous rappeler que cette campagne a été un succès ; [...]. Cette campagne, Freedom as Action, menée avec la Brigade Khartia et Help99, est terminée (mais vous pouvez toujours faire plus en faisant un don à d'autres campagnes sur [Help99!](#)).

Tous ceux et toutes celles qui choisissent de rester en Ukraine prennent des risques. Depuis le tout début de la guerre, la Russie a lancé des salves de missiles et de drones sur des cibles civiles. Les Ukrainien·nes sont à la pointe mondiale des technologies de défense contre les drones et innovent constamment. Dans le cadre de notre dernière campagne ici chez Thinking About, «Sky Defense», nous collectons un demi-million de dollars pour soutenir la défense aérienne ukrainienne dans son ensemble, là où elle est la plus nécessaire.

Je tenais à partager deux bonnes nouvelles concernant cette campagne

Tout d'abord, je tiens à vous dire que si vous avez fait un don, vos contributions sont converties en temps réel en moyens de défense contre les drones, notamment en drones intercepteurs P1-SUN. Vous contribuez à empêcher les drones russes de tuer des personnes et de

détruire des quartiers, tel un intercepteur abattant un Shahed russe (c'est le nom iranien ; les Russes, qui se sont initialement procuré ces systèmes auprès de l'Iran, les appellent Geran).

Deuxièmement, nous avons déjà parcouru 80 % du chemin pour mener à bien cette campagne !

Nous avons récolté plus de 400 000 dollars, et l'objectif est de 500 000 dollars. J'ai bon espoir que nous puissions y parvenir dans les prochains jours. Je sais qu'un demi-million de dollars peut sembler énorme pour une seule personne, mais ensemble, nous y arriverons ! C'est une somme dérisoire à l'échelle, disons, du budget militaire étasunien, qui dépense autant toutes les dix ou quinze secondes. Mais les Ukrainien·nes peuvent faire bon usage de ces ressources pour sauver des vies civiles et contribuer à mettre fin à la guerre.

J'écrirai davantage à ce sujet dans un autre article, mais, dans l'ensemble, les perspectives pour l'Ukraine sont favorables cette année dans cette guerre. En contribuant à nos campagnes, vous permettez à des personnes de survivre et vous les aidez à persévérer. Vous leur faites également savoir qu'elles ne sont pas seules, que vous entrevoyez un avenir meilleur et que vous souhaitez en faire partie. [...]

## Au nom du fils

*En mémoire de Dima «Liéchi» Petrov*

### Mariana Sanchez<sup>1</sup>

Les éditions Syllepse (Paris) et Page 2 (Lausanne) viennent de publier la traduction de *La Journée des parents*, de Dimitri Petrov.

Après la Suisse, l'auteur a fait un passage en France (d'abord Paris puis Marseille) pour présenter son livre. Il était mardi 16 juin au CICP devant une salle «verte» comble, accompagné de Mira, la mère de «Liéchi» (l'esprit de la forêt et des arbres), aux côtés de sa traductrice, Clara Brissaud, et de son préfacier, Bernard Dréano, du Comité français du RESU.

La soirée a été à l'image de ce récit, hommage d'un père à son fils : de souvenirs en digressions (comme la vie de ces exilé·es, entre Tel-Aviv, Tbilissi, Kyiv...), des anecdotes racontées avec gourmandise et tendresse par l'auteur, qui rend hommage à l'engagement de son fils, attiré dès 14 ans par des collectifs anarchistes et écolos, puis engagé au Rojava et en Ukraine. Dimitri Petrov n'oublie jamais les copains morts au combat le 19 avril 2023 avec son fils, à Bakhmout, sous les bombes russes : Cooper Andrews, venu des États-Unis, et Finbar Cafferkey, d'Irlande. Ils étaient tous des militants libertaires.

Des militants russes de Memorial, venus à la présentation, ont souligné la différence entre un

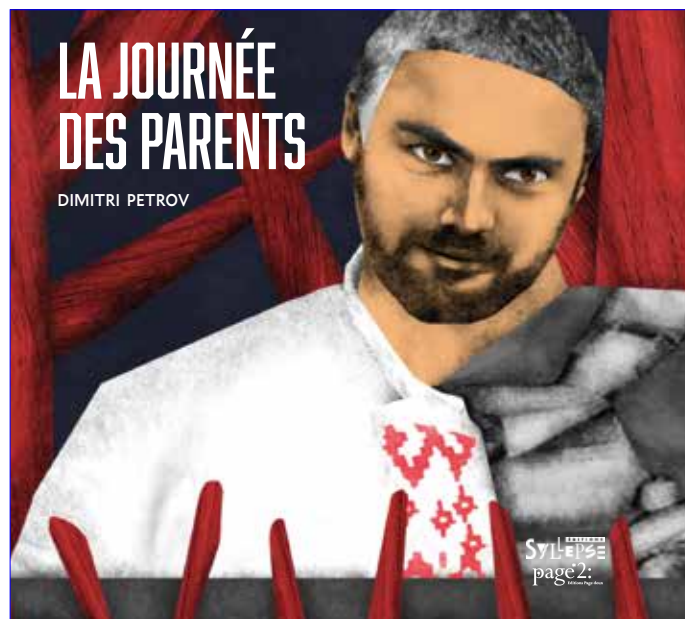
---

1. Mariana Sanchez est membre du Comité français du RESU et des Brigades éditoriales de solidarité.



De gauche à droite :  
Clara Brissaud  
Dimitri Petrov,  
Bernard Dréano,  
Mariana Sanchez  
(Photos Patricio Calderón).





engagement libertaire dans les forces armées, comme celui de Liéchi, et celui des combattants nationalistes, nombreux également en Ukraine.

L'optimisme de Dimitri Petrov et d'Irina est incroyable et contagieux: il résiste à une vie cahoteuse entre différents pays et au drame qui les a frappés - Dimitri nous a détaillé le dernier échange avec son fils, toujours plein d'allant dans l'enfer de Bakhmout, et le mauvais «pres-sentiment» qui l'a hanté le jour de la mort de Dima.

Il faut lire ce récit virevoltant et découvrir le destin de cette famille qui ne lâche rien et sur-tout pas ses convictions.

La conclusion de la réunion revient à Bernard Dréano: «La meilleure manière d'entrer dans ce livre est de s'y laisser conduire. Se laisser porter par ce récit poignant: par la guerre qui traverse ses pages, par la douleur presque insoutenable, mais aussi par l'espérance, la vitalité et la joie,

obstinée de la vie humaine, l'énergie vitale qui irradie de l'Ukraine résistante face à l'agresseur impérialiste russe!»

À lire si l'on s'intéresse à l'Ukraine résistante, mais aussi à mettre entre les mains de celles et ceux qui douteraient encore de la portée de ce qui se joue là-bas pour les internationalistes.

## *La journée des parents*

Dimitri Petrov

Traduction du russe: Clara Brissaud

128 p. / 15 euros

ISBN: 9791039903745

En librairie (diffusion Sofédis)

ou à commander

sur le site des [éditions Syllepse](#)

# PRISES DE POSITION

# Qui est en train de perdre la guerre ?

Piero Bernocchi<sup>1</sup>

La semaine dernière, Volodymyr Zelensky a écrit une lettre à Poutine, que ce dernier a jugée «agressive». La lettre est traversée par un sarcasme complaisant envers Poutine, mais aussi envers tous ceux qui considèrent que l'héroïque résistance du peuple ukrainien n'avait aucun espoir de gagner. Près de cinq ans après cette «opération spéciale», alors que partout dans le monde et en Italie – à commencer par une grande partie de notre «gauche antagoniste» – beaucoup considéraient même comme inutile toute tentative d'arrêter l'armée envahisseuse et, au nom d'un irénique «pacifisme à une dimension», invitaient Zelensky à déposer les armes et à livrer l'Ukraine au despotisme russe, cette lettre est surtout un témoignage éclatant de la pleine conscience du gouvernement ukrainien concernant les énormes progrès accomplis face à la criminelle invasion russe.

Et pourtant, le peuple ukrainien, y compris cette partie qui n'aime pas Zelensky mais qui tient avant tout à sa propre indépendance et liberté nationale, a accompli en ces années des miracles inattendus. Il a modifié les rapports de force, en inventant un armement militaire

original, innovant et à bas coût (avec des drones à longue portée coûtant moins cher qu'un vélo de course). Cet armement permet – même sans l'aide d'un président américain solipsiste, toujours à la recherche d'une entente avec le néo-Tsar russe et moqué à plusieurs reprises par ce dernier – non seulement de défendre son propre territoire, certes au prix de nombreuses pertes humaines et d'immenses destructions, mais même de frapper en profondeur en territoire russe, jusqu'à Moscou et Leningrad, en plongeant Poutine dans la panique le jour du défilé militaire annuel, en plus de fournir une assistance militaire y compris aux États arabes du Golfe, désormais très méfiants à l'égard de l'allié américain historique.

Voici l'incipit de la lettre de Zelensky :

Tu as passé près de la moitié de tes 26 ans au pouvoir en Russie à faire la guerre à l'Ukraine. [...] Mais maintenant, les Russes deviennent enfin beaucoup moins à l'aise avec une guerre qui entraîne des conséquences de plus en plus négatives pour la Russie. Ils n'apprécient pas nos drones et nos missiles, ni la pénurie d'essence et la hausse continue des prix, les restrictions constantes, tes intentions d'étendre la guerre en Ukraine et dans d'autres pays voisins de la Russie, ils n'apprécient pas que ta guerre ne semble avoir aucune fin. Tu n'auras pas assez d'argent ni de capital politique pour continuer à acheter la loyauté des Russes comme tu l'as fait ces vingt-six dernières années. [...] J'ai un rapport sur les pertes de ton armée au mois de mai. Une fois de plus, le nombre a dépassé les 30 000 soldats tués ou grièvement blessés :

---

1. Piero Bernocchi est porte-parole de la Confederazione Cobas (Italie). Article paru dans *Utopia Rossa*, 14 juin 2026. Traduction Gin Vola. Les intertitres sont de la rédaction.

nous avons la confirmation vidéo de chacune de tes pertes. Au 21<sup>e</sup> siècle, aucune armée ne peut se permettre un tel ratio. Et le nombre de morts continuera d'augmenter.

Évidemment, Zelensky est parfaitement conscient des énormes sacrifices demandés à son propre peuple, des souffrances immenses et du nombre intolérable de victimes ukrainiennes (même s'il souligne que «le rapport entre les pertes ukrainiennes et russes est de un pour six»). Et c'est en ce sens qu'il adresse à Poutine un appel à la paix immédiate et à la négociation ici et maintenant, en face à face, sans médiation diplomatique :

Nous ne voulons pas d'une guerre permanente. Nous savons bien que la vie sans guerre est infiniment meilleure, et nous voulons y parvenir. Je suis convaincu que la grande majorité des Russes réagiraient positivement à cela. [...] L'Ukraine propose de mettre fin à cette guerre par une confrontation directe entre nous et toi, et est prête à un cessez-le-feu total pour toute la durée de la négociation.

Mais, comme témoignage supplémentaire de la conscience accrue de sa propre force, de la faiblesse croissante de l'adversaire et de l'indépendance acquise vis-à-vis de l'impérialisme américain - qui était même considéré comme l'«instigateur» de la guerre, inversant les rôles entre agresseurs et agressés, et qui s'est au contraire révélé le meilleur allié «occidental» de Poutine -, la lettre critique aussi le mégalo-mane, désastreusement présomptueux et aventuriste président états-unien.



Nous avons entendu dire qu'on t'avait promis à Anchorage la résolution de certaines questions concernant l'Ukraine et l'Europe. Mais tu as pu voir par toi-même que les questions ukrainiennes et européennes ne se décident pas à Anchorage.

Il semble que des décennies se soient écoulées (et pourtant cela n'est arrivé qu'il y a seize mois) depuis que Trump et son funeste acolyte Vance, fanatiquement «réveillé» évangélique et obtusément anti-européen, au mépris des millions d'Ukrainiens, morts, blessés, émigrés ou souffrant à cause de l'agression russe, tendaient lâchement un piège à Zelensky à la Maison-Blanche, l'insultaient et l'humiliaient scientifiquement devant le monde entier, et avec lui toute l'Ukraine et ses citoyens, résistants et combattants.



## La revanche de l'indépendance

Zelensky encaissa alors avec une grande dignité : et aujourd'hui il peut prendre la meilleure des revanches, en soulignant non seulement son indépendance vis-à-vis du perfide ex-allié américain mais aussi l'impuissance et la présomption de celui qui s'était puérilement vanté de pouvoir « mettre fin à la guerre en 24 heures » et de mériter par conséquent le prix Nobel de la paix. Au contraire, Trump s'est retrouvé embourbé en Iran, après une agression aussi improvisée et destructrice que maladroite qui, loin de l'éliminer, a redonné des forces à l'horrible régime théocratique et annulé les héroïques efforts de libération du peuple iranien. Il touche désormais le plus bas niveau historique de soutien dans son pays et voit arriver une possible défaite lors des élections de mi-mandat de l'automne.

Mais Zelensky tient aussi à revendiquer son indépendance toujours plus avancée vis-à-vis des autres soutiens militaires, européens en premier lieu, comme pour signaler à quel point c'est désormais l'Union européenne qui a besoin de l'Ukraine, plutôt que l'inverse, pour arrêter les velléités impériales du néo-tsar : et à quel point, bien au contraire, ce sont les Russes qui ont eu besoin de l'intervention militaire et économique de leurs alliés, auxquels ils apparaissent de plus en plus subordonnés. Il écrit en effet :

Beaucoup ne croyaient pas que l'Ukraine pourrait résister aussi longtemps. Toi et ceux qui te conseillaient n'y croyaient pas. Tu ne t'attendais pas à une résistance d'une telle

ampleur. Et pourtant, nous voici tous à la cinquième année de guerre : l'Ukraine a préservé son indépendance et la préservera, malgré tous les pronostics contraires. Nous avons uni beaucoup de monde à nos côtés et contre toi. Nous avons trouvé les armes et les financements. Nous recevons du soutien, toi tu reçois des sanctions. [...] Nous avons résisté à des hivers très rudes, alors que tu essayais de détruire notre système énergétique. Nous avons tenu même dans l'obscurité, notre ténacité est restée intacte. Nous avons porté la guerre sur ton territoire, et tu n'aurais pas pu la gérer sans l'aide de la Corée du Nord. Tu es le premier dirigeant de la Russie à se tourner vers Pyongyang pour recevoir de l'aide. Et aujourd'hui, tu es complètement dépendant de la Chine : c'est aussi une première dans l'histoire de la Russie.

Il y a cependant, à mon avis, une note incongrue, un écart singulier par rapport à la réalité factuelle du conflit, à ses raisons et motivations. Cette « déviation » par rapport au cours d'un écrit qui, par ailleurs, photographie adéquatement les rapports de force actuels et les perspectives de la guerre, apparaît lorsque le président de l'Ukraine écrit :

Quoi que tu puisses dire sur l'OTAN, la géopolitique ou la langue russe, cette guerre est un choix personnel, une guerre sans véritable raison. C'est ainsi que l'histoire s'en souviendra.

Entendons-nous : Zelensky a raison de se moquer des fausses motivations de l'agression russe, que Poutine a réussi à faire circuler

pendant des années non seulement dans son propre pays mais dans une grande partie de l'Occident et en particulier en Italie où les pouliniens et les «rouge-bruns» occupent de nombreuses positions de fort impact politique et médiatique.

### **La «guerre par procuration»: une thèse vide de sens**

La thèse du «conflit par procuration» - c'est-à-dire d'une guerre que le peuple ukrainien aurait décidé de mener, en assumant tous les sacrifices, deuils et destructions, au nom des États-Unis - a été détruite directement par Trump, qui a également cessé l'envoi d'armes et a ouvertement soutenu Poutine, dans un cadre de «partage armé» de zones du monde et de l'Ukraine elle-même. La thèse selon laquelle le rapprochement de l'OTAN aux frontières russes, par le changement de camp de l'Ukraine, serait la cause de la guerre, apparaît désormais décidément insoutenable.

À une époque de missiles intercontinentaux voyageant à des vitesses hyperboliques, la proximité physique aux frontières est secondaire, d'autant plus que: a) l'Ukraine ne serait jamais entrée dans l'OTAN, qui par ailleurs se trouvait dans des conditions très précaires avant l'invasion; b) les frontières de la Russie sont gigantesques, s'agissant en substance d'un continent énorme; c) de nombreuses autres nations, situées aux frontières ou à deux pas de la Russie, sont entrées dans l'OTAN, sans que cela ait provoqué de belligérance russe; d) l'invasion de l'Ukraine a réussi l'exploit incroyable de convaincre la Suède et la Finlande de sortir

de leur neutralité militaire historique et d'entrer dans l'OTAN, craignant des agressions russes à leur rencontre: et la Finlande a une frontière commune avec la Russie bien plus étendue que l'Ukraine.

Si l'OTAN était vraiment une menace pour la Russie, il aurait été logique de s'attendre à ce qu'au moins la moitié de l'armée russe engagée en Ukraine soit déplacée pour protéger la frontière avec la Finlande: pas un seul homme n'a été déplacé. [...] Des pays comme la Hongrie, la Pologne et les États baltes ont passé des années à chercher l'adhésion à l'OTAN parce qu'ils craignaient des agressions russes, sans aucune protestation russe. Ce n'est pas l'OTAN qui s'est déplacée vers l'Est, ce sont les anciens sujets russes qui se sont déplacés vers l'Ouest<sup>2</sup>.

L'autre motivation belliqueuse, tout aussi tenace, de l'intervention en défense des populations russophones est également inconsistante. La justification de la prétendue «oppression» des russophones par l'Ukraine était si ancrée au sein du régime poutinien que celui-ci a pu croire que l'intervention militaire serait facilitée par le ralliement populaire des russophones aux côtés de l'envahisseur: c'est pourtant le contraire qui s'est produit et ces populations, les premières à être martyrisées, n'ont apporté aucun soutien réel à l'armée russe. D'autre part, l'essentiel du gouvernement ukrainien a toujours parlé à la

---

2. Serhii Plokyh, professeur d'histoire ukrainienne à l'Université de Harvard et directeur de l'Institut de recherches ukrainiennes.





fois le russe et l'ukrainien (d'autant plus que les différences entre les deux langues sont réduites) et Zelensky lui-même a grandi en parlant russe.

### **Les causes de la guerre de Poutine**

Une fois ces motivations – désormais irrecevables – écartées, je crois cependant que Zelensky a tort de parler d'«une guerre sans raison, comme choix personnel» de Poutine. J' imagine que l'objectif est d'isoler Poutine lui-même, en traitant donc la guerre comme sa «lubie» personnelle obsessionnelle, par conséquent annulable une fois Poutine neutralisé. Néanmoins, je pense qu'il aurait été préférable, même du point de vue de l'impact propagandiste, d'explicitier les véritables raisons de la guerre, qui certes s'inspirent de la volonté de relancer l'impérialisme russe et son expansionnisme, déjà vérifié dans d'autres échiquiers mondiaux (du Maghreb au Moyen-Orient, de l'Afrique à

l'Amérique latine), mais avec une motivation particulière et primaire en ce qui concerne l'Ukraine. C'est là une motivation lisible depuis que, quelques jours avant que l'armée russe n'envahisse l'Ukraine, dans un discours télévisé, Poutine a soutenu que l'Ukraine n'avait aucun droit d'être considérée comme une nation et un pays indépendant, étant une «création artificielle de Vladimir Lénine»: textuellement, «l'Ukraine soviétique est le résultat de la politique des bolcheviks et peut être légitimement appelée l'Ukraine de Vladimir Lénine». Selon Serhii Plokyh déjà cité, «l'argument de Poutine sur Lénine puise dans un nationalisme russe antérieur à 1917, un nationalisme qui condamnait Lénine pour avoir reconnu les droits des Ukrainiens, des Géorgiens et des Arméniens au sein de la structure soviétique. L'impérialisme russe est le prisme à travers lequel Poutine regarde le monde, comme le tsar Nicolas II».



Il faut rappeler que l'indépendance ukrainienne s'est réalisée formellement le 1<sup>er</sup> décembre 1991, lorsque la séparation de l'URSS (qui par ailleurs s'est dissoute une semaine plus tard) a été approuvée dans les urnes avec une majorité de plus de 90 % et une participation au vote de 84 %, y compris dans les régions à prédominance russophone. Mais le détonateur de l'affrontement est venu après et a été le Maïdan de 2014, une révolte populaire contre la corruption mais aussi contre le lien subordonné à la Russie qui persistait malgré l'indépendance et que le poutinisme international a réussi à faire passer pour un «complot de l'OTAN». C'est là que commence la pénétration d'unités russes «déguisées» en territoire ukrainien, dans la tentative d'enflammer ou d'intensifier le mécontentement des secteurs russophones, à qui l'on a fait croire qu'ils paieraient le changement de cap vers l'Occident. Et c'est précisément cela qui est apparu et apparaît encore intolérable au régime russe: le fait qu'une «non-nation», «l'Ukraine de Lénine», considérée comme le cœur de la Russie historique, puisse passer à l'Occident, rompre tout lien avec l'ex-«mère patrie» et faire office d'attraction mortelle pour cette grande partie du peuple russe qui, depuis la chute de l'URSS, serait allée très volontiers vers l'Occident.

### **Une prophétie pour la Russie**

Enfin, vers la fin de sa lettre, Zelensky lance un avertissement à Poutine qui peut aussi être lu comme une prophétie menaçante :

Le moment est venu de mettre fin à cette guerre. L'Ukraine continuera à se battre pour son existence, mais toi aussi tu devras lutter bien davantage pour ta propre existence, non celle de la Russie mais la tienne. Et ce n'est pas une menace, mais un fait de l'histoire russe que tu connais bien: quand la Russie se fatigue, le changement arrive. Nous pouvons œuvrer pour cette fatigue.

En vérité, plus qu'une menace à proprement parler, cela me semble une synthèse historique de nombreux passages politiques et sociaux de la Russie, d'avant, pendant et après l'URSS. Quoi qu'il en soit, et dans l'attente de ce changement, que vive l'héroïque peuple ukrainien, qu'il obtienne la paix, la pleine indépendance nationale, la liberté et la justice sociale: qu'il soit un exemple pour tant d'autres peuples européens, qui, malheureusement, apparaissent de plus en plus souvent exsangues, passifs et perdus dans des mondes virtuels technocratiques inutiles, oppressifs et hypnotisants, de plus en plus souvent incapables de lever le petit doigt pour défendre leurs libertés menacées et peut-être pour en conquérir de nouvelles et meilleures.

# Marx et les Cosaques

Roman Maksimovitch Galenkin<sup>1</sup>

## À propos de la guerre civile ukrainienne (1657-1659)

Notre étude s'appuie sur un document historique unique : le résumé de Karl Marx de l'ouvrage de Mykola Kostomarov intitulé *Le hetmanat de Vyhovsky*. Ce texte a été rédigé par Marx entre la fin de l'année 1879 et le début de l'année 1880, alors qu'il menait des études approfondies sur l'histoire de l'Europe de l'Est. Dans ces notes, l'auteur du *Capital* concentre son attention sur l'une des périodes les plus dramatiques de l'Ukraine : la guerre civile ukrainienne de 1657 à 1659 et les tentatives d'Ivan Vyhovsky d'organiser la souveraineté de l'Ukraine.

Le destin de ce manuscrit en Ukraine est assez dramatique. En 1929, le résumé fut traduit en ukrainien et préparé pour l'impression par l'Institut ukrainien du marxisme-léninisme. En novembre 1929, Mykola Skrypnyk, alors commissaire à l'éducation de la RSS d'Ukraine, a publiquement fait état de l'existence de ces notes. Dans le journal *Visti VUTSK* (n° 275 du 27 novembre 1929), il a explicitement qualifié les points de vue du fondateur du marxisme sur l'histoire ukrainienne de particulièrement pertinents pour la situation politique de l'époque.

Pour Skrypnyk, ces « réflexions intéressantes » n'étaient pas simplement une découverte d'archives, mais un outil permettant de fonder le concept de la « Cosaquerie rouge ». Il affirmait que le prolétariat ukrainien était l'héritier de « tout ce qui, dans la lutte historique ancestrale des masses laborieuses ukrainiennes, s'était opposé à l'oppression sociale et politique ». Skrypnyk soulignait que la classe ouvrière devait reconnaître comme ses prédécesseurs les chefs des guerres cosaques.

Cependant, la publication annoncée par Skrypnyk en 1929 n'a jamais vu le jour. Le manuscrit a en effet été mis de côté pendant des décennies. Ce n'est qu'en 1993, dans une Ukraine désormais indépendante, que l'historien Vitaliy Sarbey a publié et analysé cette publication. Dans cette contribution, nous tentons, à partir de ces notes que Mykola Skrypnyk jugeait « extrêmement intéressantes », de reconstituer la vision de Marx sur l'Ukraine.

Dans ses notes historiques, Karl Marx considère les Cosaques comme une communauté sociale spécifique, qui s'est formée à la frontière entre de grandes puissances. Selon lui, les Cosaques sont apparus à la suite de la fuite de divers groupes de population – principalement des paysans qui refusaient de se soumettre à l'oppression féodale, ainsi que d'autres éléments en quête de liberté individuelle. Ainsi, la communauté des Cosaques apparaît comme un groupe d'origines diverses, mais unie par l'aspiration à la liberté. Les Cosaques n'étaient pas une paysannerie au sens habituel du terme, mais constituaient une sorte d'organisation « militaro-démocratique » comportant des éléments

---

1. Publié par *Res Publica*, 17 mai 2026. Traduction Patrick Le Tréhondat.

d'autonomie. Leur organisation reposait sur l'élection des chefs, les décisions collectives et une relative égalité entre les membres de la communauté, ce qui les distinguait radicalement des relations féodales en vigueur dans les États voisins.

Karl Marx souligne également le caractère frontalier de la communauté des Cosaques: ils remplissaient la fonction de rempart militaire de l'Europe contre les peuples asiatiques tout en restant une force semi-indépendante, susceptible d'agir tant comme alliée que comme adversaire du pouvoir étatique. C'est précisément cette dualité - entre liberté et rempart de protection - qui déterminait leur situation.

Dans le même temps, la cosaquerie ukrainienne a longtemps été sous l'autorité de la République des Deux Nations<sup>2</sup> et, à un certain stade, a obtenu d'elle une série de privilèges importants. Il s'agissait avant tout d'une exemption d'impôts et de la plupart des obligations (à l'exception du service militaire), d'un statut administratif particulier et d'un système judiciaire propre, de la liberté de choisir son lieu de résidence et ses activités, ainsi que du droit à la propriété foncière. Ces droits concernaient avant tout la cavalerie enregistrée, reconnue par l'État comme une force militaire distincte.

C'est toutefois là qu'est apparue une contradiction fondamentale. D'une part, les Cosaques aspiraient non seulement à conserver, mais

aussi à étendre leurs privilèges - notamment à obtenir une reconnaissance politique et à participer à la Sejm [parlement] de la République des Deux Nations, c'est-à-dire, en fait, à être mis sur un pied d'égalité avec la noblesse. D'autre part, la noblesse au pouvoir de la République des Deux Nations refusait systématiquement d'admettre les Cosaques dans le système politique et, de surcroît, s'attaquait aux droits qui leur avaient déjà été accordés.

Cette offensive s'est traduite par une réduction du registre des Cosaques<sup>3</sup>, une limitation de leur autonomie administrative et des tentatives visant à ramener une grande partie des Cosaques au statut de paysans dépendants. Ainsi, le conflit présentait un double caractère: les Cosaques luttaient pour l'extension de leurs droits et de leur statut social, tandis que la noblesse cherchait à préserver son monopole sur le pouvoir politique et à renforcer son contrôle sur la communauté cosaque.

C'est précisément cette contradiction - entre l'aspiration des Cosaques à la reconnaissance et l'offensive de la noblesse contre leurs droits - qui a constitué l'un des principaux facteurs à l'origine de l'explosion des soulèvements cosaques du milieu du 17<sup>e</sup> siècle, et qui ont par la suite débouché sur une guerre de grande ampleur sous la conduite de Bohdan Khmelnytsky<sup>4</sup>. Karl Marx souligne plusieurs fac-



---

2. NdT. En 1569, le royaume de Pologne s'est uni au grand-duché de Lituanie pour former la République des Deux Nations (1569), qui est devenue l'un des plus vastes pays d'Europe, comprenant l'Ukraine et la Biélorussie.

---

3. NdT. Une partie des Cosaques ukrainiens, acceptés pour le service militaire par les autorités de la République des Deux Nations (Pologne-Lituanie) étaient inscrits sur une liste ou registre, d'où leur nom: Cosaques enregistrés.

4. NdT. Bohdan Khmelnytsky (1595-1657), chef militaire et politique des Cosaques d'Ukraine, est à l'origine d'un

teurs qui ont conduit au déclenchement de la révolte de Khmelnytsky et qui ont continué à la nourrir tout au long de son déroulement.

Le premier facteur important de cette flambee, selon lui, fut l'aspiration des Cosaques à des droits politiques, en particulier leur désir de participer à la Sejm. Dès 1632, au nom de la communauté cosaque ukrainienne, une requête avait été adressée au roi Vladislav IV concernant le droit de participer aux séances et la possibilité d'élire des représentants à la Sejm de la République des Deux Nations, mais la majorité de la Sejm s'y était opposée.

Le deuxième facteur fut la détérioration brutale de la situation des Cosaques après les défaites des soulèvements de 1637 et 1638, lors desquels ils furent privés de leurs privilèges. En réalité, on tenta de transformer une grande partie des Cosaques en serfs. Un rôle important a également été joué par le facteur de la catholicisation forcée, qui touchait non seulement les Cosaques, mais aussi des couches plus larges de la population. La pression religieuse engendrait la haine envers l'élite dominante et aggravait le conflit entre la population orthodoxe et l'élite catholique de la République des Deux Nations. Dans le même temps, la noblesse renforçait sa solidarité de classe et ses privilèges, en s'efforçant de consolider encore davantage sa position dominante.

---

soulèvement contre la noblesse polonaise en 1648, puis d'un rapprochement entre les Cosaques et la Russie (ou «Moscovie») par le traité de Pereïaslav, en 1654. Bohdan Khmelnytsky devient après sa mort une véritable légende, symbole de la résistance cosaque et héros ukrainien.



Karl Marx remarque que la paysannerie, qui aspirait à se libérer du joug féodal, rejoignait massivement le mouvement cosaque. Une grande partie des paysans russes (ukrainiens) et lituaniens (biélorusses) a soutenu le soulèvement, ce qui lui a conféré un caractère social très large et l'a transformé en un mouvement populaire.

Un autre facteur important fut l'aspiration de tout le peuple à devenir cosaque, c'est-à-dire des hommes libres. Le gouvernement de la République des Deux Nations tentait de limiter le nombre de cosaques inscrits sur le registre, alors que de plus en plus de personnes souhaitaient rejoindre cet État. Cette contradiction a provoqué une explosion lorsque, à l'appel de Khmelnytsky, des fractions importantes de la population ont pris les armes.

Après les premiers succès de la révolte, une stratification sociale s'est opérée au sein des Cosaques. Une partie de la noblesse cosaque et

des officiers supérieurs a obtenu des privilèges et des domaines, tandis que les simples Cosaques et les roturiers se sont retrouvés dans une position subordonnée. Seul un nombre limité de personnes fut inscrit au registre des Cosaques, ce qui suscita un nouveau mécontentement parmi les larges masses.

Par la suite, le pouvoir de l'hetman s'affermi (à la fin de l'époque de Khmelnytsky), s'éloignant de plus en plus des assemblées populaires. Le pouvoir se concentrait entre les mains de l'officier supérieur, ce qui entraînait une montée en puissance des colonels et des centeniers [officiers] ainsi qu'un affaiblissement du rôle du conseil général.

Les couches de la population mécontentes, en particulier les simples Cosaques, fuyaient souvent vers la Zaporogue<sup>5</sup>. Là, une rivalité s'installa avec le pouvoir de l'hetman, car les Zaporogues aspiraient à l'autonomie, à une influence sur les affaires de l'ensemble de l'Ukraine et à la participation à l'élection de l'hetman. Les changements fréquents de dirigeants, provoqués par les manifestations populaires, créaient une instabilité supplémentaire.

Il n'y avait pas non plus d'unité au sein même de l'élite cosaque. Les représentants de l'élite poursuivaient souvent leurs propres intérêts, intriguaient les uns contre les autres, ce qui affaiblissait l'intégrité interne de l'État cosaque.

---

5. NdT. La Zaporogue, «Zaporijjia», région historique du centre-est de l'Ukraine, située en amont des rapides du Dniepr. Du 16<sup>e</sup> au 18<sup>e</sup> siècle, la région de Zaporogue a fonctionné comme un territoire cosaque quasi-républicain et semi-indépendant.

Cette instabilité interne - la division entre l'élite et le peuple, la rivalité entre la Zaporogue et le pouvoir de l'hetman, l'absence d'unité au sein même de l'élite - a créé les conditions d'une grave crise politique après la mort de Khmelnytsky. C'est précisément dans ces conditions que se sont manifestées le plus pleinement les contradictions de classe et nationales, que Karl Marx a analysées à partir de l'époque de l'hetmanat d'Ivan Vyhovsky.

Dans son résumé de l'ouvrage de Mykola Kostomarov *L'hetmanat de Vyhovsky*, Karl Marx note qu'après la mort de Bohdan Khmelnytsky, deux partis politiques se sont formés en Ukraine - «le parti polonais et le parti russe, chacun étant opposé tant aux Polonais qu'aux Russes».

Selon lui, le parti polonais regroupait principalement l'élite sociale: la plupart des officiers supérieurs, des notables et des personnes instruites, «ainsi que de nombreux membres de la noblesse qui avaient combattu les Polonais ou qui cherchaient simplement à préserver leurs domaines en Ukraine et la foi grecque; le haut clergé - issu de la noblesse. Enfin, les riches artisans des villes, favorables à une union fédérative avec les Polonais pour préserver leurs droits de Magdebourg<sup>6</sup>». Marx ironise sur leur position:

Les Ukrainiens, craignant la Pologne, se réfugiaient sous la protection polonaise. Ils étaient

---

6. NdT. Un privilège urbain venu de Saxe. Ce droit des municipalités, droit à l'autonomie gouvernementale, fut à l'origine de la formation nationale en Ukraine distincte des cités russes sujettes à une autre réalité juridique.



opposés à la souveraineté polonaise, mais nullement à l'organisation sociale polonaise; ils souhaitaient une fédération avec les Polonais.

Il attribue le rôle principal dans ce courant à Ivan Vyhovsky lui-même :

Vyhovsky, secrétaire général sous Khmelnytsky, qui nourrissait également l'idée d'une alliance fédérative avec les Polonais, était celui qui la soutenait le plus; au moment de la mort de Khmelnytsky, il était à la tête du parti fédératif.

Marx caractérise tout à fait différemment le «parti russe», qui s'appuyait avant tout sur les larges masses populaires :

D'un autre côté, les masses sous le tsar de Moscou craignaient l'économie aristocratique polonaise. En cas d'unification de l'Ukraine avec la Pologne, les notables agiraient comme la noblesse polonaise, et les simples Cosaques ainsi que toute la population tomberaient en esclavage sous la nouvelle seigneurie. Les autocrates moscovites, au contraire, protègent les faibles des forts.

À la tête de ce parti, selon Marx, se trouvaient «le colonel de Poltava Martin Puchkar ou Puchkarenko, très populaire et dévoué à Moscou; les Zaporogues, par haine des nobles et des notables qui composaient le parti fédéral, restaient fidèles aux Moscovites», ainsi que «le pilier des Moscovites, Barabach», qui était «à la tête de la plèbe zaporogue (c'est-à-dire des Cosaques zaporogues)».

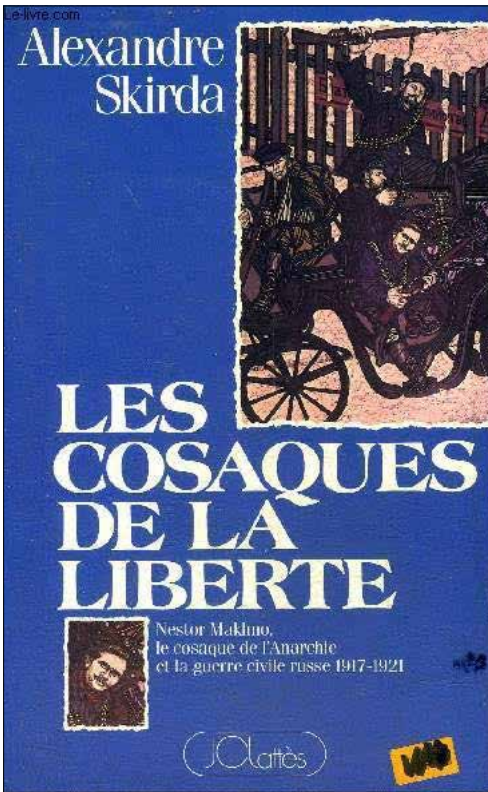
Dans le même temps, Karl Marx souligne que, même si une partie de la population était

turnée vers la Moscovie, l'attitude du peuple ukrainien à son égard était loin d'être univoque :

Or, le peuple de la Petite-Russie [Ukraine] haïssait les Moscovites, malgré leur religion et leur origine communes; entre les deux branches du peuple russe, la différence de mœurs, de caractère, de concepts et de modes de vie est trop grande; l'histoire de toute la série de siècles précédents les a séparés; ils voyaient dans les Moscovites non seulement des étrangers, mais aussi des adversaires; les actes sauvages et arbitraires des soldats du tsar irritaient le peuple, et déjà à cette époque circulait la rumeur que Moscou voulait envahir l'Ukraine avec ses hordes (ses hommes) et imposer de force ses coutumes moscovites aux Petits-Russes [Ukrainiens].

Ainsi, dans la vision de Marx, la société ukrainienne de cette période était profondément divisée tant sur le plan social que sur le plan politique, ce qui a largement déterminé le cours ultérieur des événements.

Il convient ensuite d'examiner la manière dont Karl Marx caractérise la politique de la Moscovie en Ukraine. En analysant les événements de 1658, il attire l'attention sur la décision du Conseil de Pereïaslav, au début du mois de février. Selon lui, la partie moscovite a ouvertement déclaré son intention de déployer ses troupes dans les villes ukrainiennes clés - Tchernihiv, Nijyn, Pereïaslav, Kyiv et d'autres - soi-disant à des fins de défense. Cependant, Marx précise ensuite sans détour que, dans les faits, «elles devaient être des troupes d'occupation selon le droit russe».



La description du traité de Hadiach n'en est pas moins révélatrice. Marx note qu'à Hadiach, les émissaires polonais et petits-russes ont élaboré les conditions d'une fédération avec la Pologne, selon lesquelles «la Petite-Russie devait former un grand-duché russe (dirigé par le prince Vyhovsky), et les Cosaques devaient être placés sur un pied d'égalité avec la noblesse». Dans le même temps, il souligne la contradiction interne de ce projet: une partie des officiers supérieurs aspirait à étendre ces droits à un cercle restreint, tandis que «les simples Cosaques étaient attirés par des "promesses générales"».

Dans ce contexte, Karl Marx souligne que le traité de Hadiach, adopté à Varsovie, aurait en

fait signifié le rétablissement et le renforcement de l'ordre nobiliaire en Ukraine - un ordre qui suscitait une haine profonde parmi les masses populaires. C'est précisément pour cette raison, conclut-il, que «tout ce projet est ainsi voué à l'échec».

Marx note que presque toutes les forces se sont opposées à la politique de Vyhovsky. D'une part, les larges masses populaires, qui ne souhaitaient pas revenir sous le pouvoir de la noblesse; d'autre part la Moscovie, qui s'immisçait activement dans les affaires ukrainiennes. Il attire l'attention sur le fait que les Moscovites, qui se tenaient à la frontière orientale et avaient auparavant subi une défaite face à Vyhovsky et à ses alliés (les Tatars de Crimée), se préparaient officiellement à battre en retraite, mais conservaient en réalité leurs positions. En particulier, Marx souligne que les voïvodes russes restaient dans les villes clés, et que le voïvode Vasili Cheremetev «s'impose à Kyiv par sa barbarie, désormais en marche triomphale».

Ainsi, dans la vision de Marx, l'échec du traité de Hadiach était dû à la fois à la résistance sociale venue d'en bas et à l'intervention active de la Moscovie, qui a exploité les contradictions internes de la société ukrainienne pour renforcer son propre contrôle.

À la fin de son texte, Karl Marx met en lumière le caractère contradictoire du comportement politique des masses populaires en comparant deux situations: la lituanienne et l'ukrainienne.

D'une part, en Lituanie, le peuple et une partie de la paysannerie jouent le rôle d'une force s'opposant au pouvoir moscovite. Là-bas, «les serfs s'enrôlaient de leur propre chef chez les

Cosaques», c'est-à-dire qu'ils tentaient de passer à un statut leur garantissant la liberté individuelle. L'administration moscovite, au contraire, réprime sévèrement ce processus: «les Moscovites tentent de l'éradiquer dans la partie de la Lituanie qu'ils occupent», interdisent l'enrôlement chez les Cosaques, punissent les paysans et les officiers cosaques. Dans ce cas, les classes populaires agissent objectivement comme une force qui sape l'ordre moscovite et lui oppose une résistance.

D'un autre côté, en Ukraine, Marx constate une situation inverse. Ici, une partie du «petit peuple» et des Zaporogues, au contraire, adopte des positions pro-moscovites et «complotent contre Vyhovsky». Divers éléments fuient vers la Zaporogue, non seulement des personnes persécutées, mais aussi des groupes socialement précaires qui ne soutiennent pas le pouvoir de l'hetman: «Ceux qui risquent un procès, ceux qui vagabondent, ceux qui boivent, fuient également en Zaporogue.» Ces groupes se tournent vers Moscou et y envoient des délégations, tentant d'obtenir le soutien du tsar contre le gouvernement de l'hetman.

Ainsi, Marx souligne le contraste: une seule et même couche sociale - la «plèbe» et la base de la communauté cosaque - apparaît en Lituanie comme une force anti-moscovite, tandis qu'en Ukraine, elle est utilisée comme un facteur pro-moscovite dans la lutte politique interne. Cela démontre que sa position n'était pas déterminée par des critères ethniques ou «nationaux», mais par des intérêts sociaux et la situation politique concrète.

Le texte du manuscrit s'achève ici. Karl Marx n'indique pas explicitement lequel des deux partis - celui d'Ivan Vyhovsky ou celui de Martin Puchkar, il considère comme le plus progressiste. Toutefois, cette conclusion peut être tirée en s'appuyant sur d'autres travaux de Marx et d'Engels. À notre avis, la guerre civile ukrainienne de 1657-1659 peut, dans une certaine mesure, être comparée à la guerre civile allemande de 1522-1526.

Friedrich Engels considérait la noblesse allemande (avant tout la chevalerie impériale) comme «l'état le plus national». Premièrement, cette noblesse était directement subordonnée à l'empereur, et non aux princes territoriaux; son existence politique et son indépendance dépendaient donc du maintien d'un pouvoir impérial unifié; l'affaiblissement de l'Empire et le renforcement des princes signifiaient pour elle une perte de liberté et une subordination. Deuxièmement, de par sa profession militaire et sa position vis-à-vis des princes, cette noblesse se présentait comme le principal vecteur de l'idée impériale - c'était l'état qui s'identifiait le plus étroitement à l'intégrité de l'Allemagne en tant que nation, alors que les princes incarnaient la fragmentation et les intérêts régionaux. Troisièmement, Engels soulignait que le déclin du pouvoir impérial menaçait directement l'existence de cette frange de la noblesse, c'est pourquoi son propre destin s'identifiait subjectivement à celui de la nation allemande: plus le pouvoir impérial était fort, plus l'Allemagne était unie, plus la noblesse elle-même était forte.

Le programme de réforme impériale, formulé par Ulrich von Hutt (représentant théorique

de la noblesse) en collaboration avec Franz von Sickingen (chef militaire et politique), était assez radical pour cet État. Elle prévoyait: la destitution de tous les princes, considérés comme les vecteurs de la fragmentation; la sécularisation de toutes les principautés ecclésiastiques et des biens de l'Église; l'instauration d'une démocratie nobiliaire dirigée par un monarque - sur le modèle de la République de Pologne à son apogée; la destruction de la puissance du clergé et la libération de l'Allemagne de l'autorité spirituelle de Rome. Hutten et Zickingen espéraient que, grâce à la domination de la noblesse en tant qu'ordre militaire, à la liquidation de la fragmentation princière et au dépassement de l'influence de l'Église, ils pourraient rendre l'Empire à nouveau uni, libre et puissant.



Cependant, Engels souligne la contradiction interne de ce programme: la démocratie nobiliaire, fondée sur le servage (comme dans la République des Deux Nations), était l'une des formes sociales les plus primitives, qui évoluait naturellement vers une hiérarchie féodale développée. De plus, une alliance entre la petite noblesse et les villes (semblable à celle qui, en Angleterre, avait conduit à la transformation de la monarchie féodale et corporative en une monarchie constitutionnelle bourgeoise) s'est avérée impossible dans le contexte allemand. Tout aussi impossible était l'alliance entre la noblesse et la paysannerie, car la noblesse n'était pas prête à renoncer volontairement à ses droits et privilèges féodaux vis-à-vis des paysans, tandis que la paysannerie ne pouvait s'allier à l'État qui l'opprimait le plus.

L'attitude de la noblesse allemande envers les paysans était alors exactement la même que celle de la noblesse polonaise envers sa paysannerie lors des soulèvements de 1830 et 1846.

Tout comme lors des soulèvements polonais contemporains, en Allemagne à cette époque, le mouvement ne pouvait espérer réussir qu'en cas d'alliance de tous les partis d'opposition, en particulier entre la noblesse et les paysans. Or, c'est précisément cette alliance qui, dans les deux cas, était impossible. Non seulement la noblesse n'était pas confrontée à la nécessité de renoncer à ses privilèges politiques et à ses droits féodaux sur les paysans, mais la paysannerie aux tendances révolutionnaires ne pouvait pas non plus, se contentant de perspectives générales et incertaines, conclure une alliance avec la noblesse, avec cette classe sociale qui l'opprimait justement le plus. Tant en Pologne en 1830 qu'en Allemagne en 1522, la noblesse ne pouvait plus rallier les paysans à sa cause.

Seule l'abolition du servage et de la dépendance féodale, ainsi que le renoncement de la noblesse à tous ses privilèges, auraient pu inciter la population rurale à s'unir à elle; mais, à l'instar de toute classe privilégiée, la noblesse n'éprouvait aucune envie de renoncer volontairement à ses privilèges, à sa position particulière, ni à la plupart de ses sources de revenus.

Cependant, avant d'établir des parallèles entre les mouvements allemand, ukrainien et polonais, il convient de s'arrêter sur l'un des principes fondamentaux de la philosophie de l'histoire marxiste: la conception de la révolution

nobiliaire. Pour Marx et Engels, une telle révolution apparaissait comme un phénomène profondément contradictoire: conservatrice dans ses objectifs sociaux (elle ne remettait pas en cause la domination des classes privilégiées), elle pouvait en même temps constituer une avancée historique, car elle brisait les formes archaïques du despotisme, affirmait les institutions républicaines et créait un espace politique, dans lequel des changements sociaux plus radicaux pouvaient par la suite se développer. Marx et Engels distinguent deux aspects de l'évaluation des mouvements nobiliaires: l'aspect social (la situation de la paysannerie et des autres classes opprimées) et l'aspect politico-historique (le type de régime politique).

Dans son écrit, Friedrich Engels indique clairement:

Le soulèvement de 1830 n'était ni une révolution nationale (il a laissé de côté les trois quarts de la Pologne), ni une révolution sociale ou politique; il n'a rien changé à la situation intérieure du peuple; c'était une révolution conservatrice.

Autrement dit, l'aristocratie polonaise ne luttait pas pour l'abolition du servage ou la démocratisation, mais pour la préservation de ses privilèges de classe face aux empiètements de l'empereur russe.

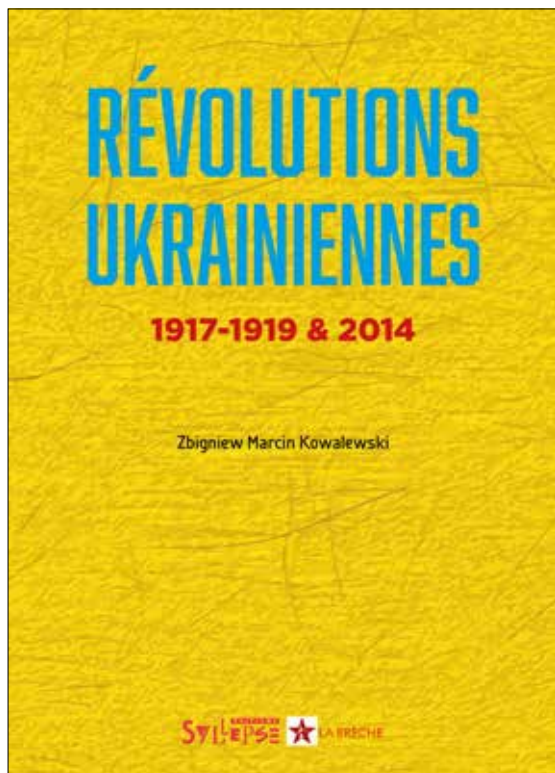
Par ailleurs, dans la polémique contre le *Kölnische Zeitung* au sujet de la Hongrie, Friedrich Engels défend précisément ce type de mouvement:

En 1830, lorsque les Polonais se sont soulevés contre la Russie, a-t-on parlé d'une «caste aristocratique» à la tête de la révolte? Il s'agissait alors avant tout de chasser les étrangers. Toute l'Europe était du côté de la «caste aristocratique», qui dirigeait sans aucun doute le mouvement.

La thèse la plus importante, qui traverse tous ses textes: le type de régime politique revêt une importance décisive, même si ce régime est loin de la justice de classe. Marx et Engels ont toujours soutenu l'idée que la République nobiliaire polonaise (la *Rzeczpospolita*) constituait «un pas de géant en avant par rapport à l'autocratie russe». Pourquoi? Parce qu'ils qualifient l'autocratie moscovite de despotisme absolu, dans lequel il n'existe aucune garantie juridique pour aucune classe sociale, et que l'ensemble de la population se trouve dans une situation d'absence de droits face au monarque (Karl Marx incluait également la noblesse russe parmi les esclaves du tsar).

Marx et Engels n'idéalisent pas la noblesse polonaise. Ils comprennent parfaitement que le remplacement d'un seigneur russe par un seigneur polonais ne change rien à la situation sociale du paysan:

Même si le seigneur polonais n'est plus dominé par le seigneur russe, le paysan polonais aura toujours, comme auparavant, un propriétaire foncier, certes libre et non asservi. Ce changement politique ne changerait rien à la situation sociale du paysan polonais.



Cependant, ils n'en concluent pas que l'indépendance polonaise est inutile, mais que le mouvement de libération nationale (même dirigé par l'aristocratie) est une condition préalable indispensable à la poursuite de la lutte sociale. L'exemple hongrois en est une illustration : même si la révolution hongroise de 1848 était « purement nobiliaire », cela ne justifie pas sa répression par la monarchie autrichienne, qui opprime tant la noblesse que les paysans.

Dans la logique marxiste de cette période, le critère d'évaluation essentiel est de savoir quel système ouvre la voie à un développement ultérieur. Ils considèrent l'autocratie russe comme un despotisme « asiatique » qui a figé le servage et les relations féodales pendant des siècles. La

république nobiliaire polonaise, malgré tous ses défauts, s'inscrivait dans la tradition politique européenne, sur la base de laquelle il était possible d'aller de l'avant (Marx citait comme exemple d'un tel progrès la Constitution du 3 mai 1791):

La Constitution a suffisamment ébranlé les privilèges de l'aristocratie pour la pousser à trahir ouvertement la Pologne au profit de la Russie, et en même temps, elle était trop superficielle pour inspirer à la grande majorité de la population - la paysannerie - une guerre populaire. La loi, gravée de manière indélébile dans les annales de l'histoire mondiale, montre qu'une révolution qui se déroule dans des limites convenables pour la classe dominante, ne peut jamais triompher. La Pologne aurait toutefois pu continuer à se développer sur cette base si la Russie n'avait pas été aidée par la rébellion de l'aristocratie polonaise, la trahison de Stanislas Poniatowski, l'amant de Catherine, le retrait de l'Angleterre et la perfidie de la Prusse.

Dans un texte sur Guizot, les classiques du marxisme établissent un parallèle avec la Révolution française, qui était elle aussi « conservatrice » à ses débuts (restauration des États généraux, défense des anciennes lois et coutumes), mais c'est précisément ce début conservateur qui a conduit par la suite à des changements sociaux radicaux. Ils évaluent le mouvement polonais selon cette même logique : la lutte pour le rétablissement des formes républicaines (même aristocratiques) est une étape nécessaire sur la voie d'une véritable démocratie.

Dans ce contexte, il convient également de mentionner le travail de Friedrich Engels «Que signifie la Pologne pour la classe ouvrière?», qui contient un postulat théorique important: la lutte des classes peut être un instrument des forces réactionnaires, si elle est dirigée de l'extérieur pour atteindre des objectifs qui ne correspondent pas aux intérêts de la classe opprimée elle-même.

Engels commence par une remarque ironique: l'Empire russe a utilisé le slogan de la «tolérance religieuse» pour justifier le démembrement de la Pologne. Or, la Russie elle-même était un pays où aucune autre religion que l'orthodoxie n'était tolérée. La Pologne, au contraire, s'était historiquement montrée libérale en matière religieuse (notamment en accueillant des Juifs alors qu'ils étaient persécutés dans d'autres pays d'Europe). Le gouvernement russe a recouru à une rhétorique hypocrite: il s'est présenté comme le défenseur des paysans orthodoxes (Ukrainiens) contre les seigneurs catholiques polonais, soi-disant dans le but de protéger leur foi et leur nationalité.

Engels note que la Russie a appliqué une méthode que l'on qualifiera plus tard de «révolutionnaire»:

On parle de la guerre de classe contre classe comme d'un phénomène extrêmement révolutionnaire; or, la Russie a déclenché une telle guerre en Pologne il y a déjà près de 100 ans.

Pour Engels, l'exemple le plus frappant et le plus douloureux est celui de 1768, lorsque deux puissants mouvements s'affrontèrent sur le territoire de l'Ukraine: la Confédération de Bar

et la Koliyivchtchyna. La Confédération de Bar était une tentative désespérée de la noblesse polonaise et ukrainienne pour protéger l'indépendance de la République des Deux Nations contre le protectorat russe. Il s'agissait d'un mouvement pour la liberté politique contre le despotisme asiatique de Catherine II. Parallèlement, la Koliyivchtchyna a éclaté - une insurrection grandiose des paysans ukrainiens (les Haïdamaks), poussés au désespoir par l'oppression féodale de ces mêmes magnats.

Cependant, Engels souligne le caractère réactionnaire de cette «guerre des classes» menée par les paysans pour plusieurs raisons: elle a été initiée et dirigée de l'extérieur - non pas comme une action autonome des opprimés, mais comme un instrument de la politique impériale russe. Son objectif n'était pas l'émancipation de la paysannerie, mais l'annexion de territoires. La Russie a utilisé la révolte paysanne comme un bélier contre la domination polonaise, afin d'annexer ensuite les terres ukrainiennes. Une fois l'objectif (l'annexion) atteint, les paysans ont été renvoyés en servage: «Et lorsque l'annexion a été réalisée, ces mêmes soldats russes ont de nouveau renvoyé les serfs sous le joug de leurs seigneurs.»

Ce contexte, exposé ci-dessus, constitue notre clé de compréhension de l'hetmanat de Vyhovsky. Dans cette perspective, Karl Marx considère le projet d'Ivan Vyhovsky et du traité de Hadiach comme une tentative de création d'un État ukrainien sous la forme du Grand-Duché de Rus' - une structure politique qui devait devenir une «république nobiliaire» sur

le modèle de la Pologne, mais avec une élite ukrainienne à sa tête.

Tout comme en Allemagne au début du 16<sup>e</sup> siècle, la chevalerie impériale (Ulrich von Hutten, Franz von Sickingen) se présentait comme la «classe la plus nationale», cherchant à unifier l'Allemagne sur la base d'une démocratie nobiliaire, à mettre fin à la fragmentation princière et à créer les conditions d'un développement ultérieur, de même, l'officier supérieur ukrainien et les notables (le parti de Vyhovsky) ont tenté de créer leur propre État, qui serait devenu le cadre politique du développement national.

Dans cette logique: le parti de Vyhovsky (fédératif, pro-polonais) était le porteur d'un projet d'État qui, malgré son caractère aristocratique, constituait un «pas de géant en avant» par rapport aux alternatives - soit le retour à la domination polonaise directe (avec toutes ses oppressions sociales), soit l'annexion par la Moscovie (avec son despotisme autocratique). Le «parti moscovite» (Puchkar, Barabach, la plèbe zaporogue) s'appuyait sur les couches les plus pauvres: les simples Cosaques, les gens du peuple, les marginaux sociaux qui fuyaient vers la Zaporogue. Cependant, selon Marx, cette «plèbe» n'agissait pas en tant que force révolutionnaire autonome, mais comme un instrument entre les mains de la Moscovie, qui utilisait la lutte sociale pour affaiblir l'Ukraine et procéder à son annexion ultérieure.

Marx constate qu'en Ukraine, entre 1657 et 1659, le même antagonisme qu'en Allemagne entre 1522 et 1526, dans la République des Deux Nations entre 1768 et 1772, et en

Pologne en 1830 et 1846: l'impossibilité d'une alliance entre la noblesse (ou la haute noblesse, qui aspire à devenir la nouvelle noblesse) et la paysannerie (les Cosaques). Tout comme en Allemagne, où la chevalerie ne pouvait rallier les paysans à sa cause, car elle n'était pas prête à renoncer à ses droits féodaux, il en allait de même en Ukraine: la haute noblesse (Vyhovsky et ses partisans) aspirait à obtenir les droits de la noblesse, à créer un ordre privilégié et à préserver la hiérarchie sociale. Les paysans et les simples Cosaques, qui espéraient l'égalité générale au sein de la communauté cosaque, se retrouvaient, dans ce cas, exclus, relégués au rang de simples roturiers, privés de leurs droits. Cette contradiction rendait impossible ce «contrat civique» nécessaire à la construction d'un État ukrainien indépendant.

Karl Marx a toujours évalué le rôle de la paysannerie en fonction de la politique qu'elle soutenait objectivement. En Allemagne, entre 1522 et 1526, la paysannerie s'est présentée comme une force révolutionnaire autonome, dirigée contre l'oppression féodale dans son ensemble. C'est pourquoi Marx se rangeait de son côté contre les princes et la noblesse. En Pologne, en 1830 et 1846, la paysannerie, attisée par l'Autriche et la Russie, s'est opposée à la révolte de la noblesse, devenant de fait l'instrument des forces contre-révolutionnaires (comme lors du massacre de Galicie de 1846, lorsque les autorités autrichiennes ont incité les paysans ukrainiens à assassiner les insurgés polonais issus de la noblesse). En Ukraine, entre 1657 et 1659, un rôle similaire a été joué par la «plèbe» (les simples Cosaques, les gens du peuple, les



Zaporogues) qui, en s'orientant vers Moscou, a objectivement sapé la construction de l'État ukrainien et facilité l'intervention moscovite.

Compte tenu de cette logique, Marx considérait que le projet de Vyhovsky (le traité de Hadiach, la création du Grand-Duché de Rus') était la meilleure des alternatives possibles pour l'Ukraine de l'époque, car il proposait l'indépendance nationale sous la forme d'une fédération (et non l'incorporation ni à la Pologne, ni à la Moscovie). Il créait une structure politique (le Grand-Duché de Rus, sur un pied d'égalité avec la Pologne et la Lituanie) qui aurait pu servir de base aux futures luttes de classes en Ukraine.

Tout comme Marx et Engels avaient soutenu la « caste aristocratique » dans la question polonaise en 1830, car « la république nobiliaire polonaise constituait tout de même un pas de géant en avant par rapport à l'autocratie russe », de même, dans le cas ukrainien, le parti de Vyhovsky était le porteur d'un projet d'État national, tandis que ses adversaires du « parti moscovite » - même s'ils se présentaient au nom des classes populaires - servaient objectivement l'expansion impériale, qui a finalement conduit à la liquidation de l'autonomie ukrainienne et au renforcement du servage.

Dans la vision marxiste, la tentative de construction d'un État ukrainien a échoué en raison d'une contradiction insurmontable entre les aspirations étatiques de la noblesse (qui aspirait aux privilèges nobiliaires) et les attentes sociales de la paysannerie et des simples cosaques (qui aspiraient à l'égalité générale). Cette contradiction a été exploitée par la Moscovie, qui a soutenu la « plèbe » pour affaiblir le pouvoir de

l'hetman, puis, une fois ses objectifs atteints, a replongé la paysannerie dans le servage. En ce sens, la Moscovie a joué le même rôle honteux que celui joué par les princes allemands lors de la Grande Guerre des paysans de 1525.

Il est important de comprendre que l'orientation de la « plèbe » ukrainienne vers la Moscovie n'était en aucun cas une manifestation de sympathie à son égard ou d'indifférence nationale. Comme indiqué plus haut, le peuple ukrainien considérait les Moscovites avec une profonde méfiance et une grande hostilité, voyant en eux des étrangers et des adversaires dont les coutumes et le comportement arbitraire ne suscitaient que de l'irritation. C'est pourquoi le soutien au parti moscovite, du point de vue de Marx, n'était pas le résultat d'un amour pour Moscou, mais le fruit d'une profonde illusion historique.

Il faut également souligner que Marx considérait le rôle de la « plèbe » ukrainienne comme réactionnaire uniquement dans le contexte de la guerre civile de 1657-1659, lorsqu'elle est devenue l'instrument de l'intervention moscovite dans le conflit interne entre les deux partis. Cela ne signifie toutefois nullement qu'il ait nié le caractère populaire du mouvement cosaque lors des étapes précédentes - en particulier avant 1654. Dans la vision de Marx, la révolte de Khmelnytsky apparaît avant tout comme un grandiose soulèvement populaire qui a soulevé toute l'Ukraine contre la domination polonaise. Il constate qu'au stade initial, « tous ses habitants sont des Cosaques à part entière », c'est-à-dire que la stratification sociale n'avait pas encore eu le temps de détruire l'unité interne, et



le mouvement cosaque était véritablement un soulèvement populaire pour la liberté.

De plus, Marx ne limite pas la portée du mouvement cosaque (après 1638) au seul territoire ukrainien. Dans son résumé de l'histoire de la Pologne, il qualifie explicitement cette période d'ère des «guerres civiles» (*Bürgerkriege*) à l'échelle de toute la République des Deux Nations. Il s'agit là d'une précision importante: Marx ne qualifie pas les événements qui ont débuté après l'asservissement et la catholicisation des Cosaques exclusivement de soulèvement paysan ou de guerre de libération nationale. Il y voit plutôt un phénomène plus large: une guerre civile qui a touché différentes couches de la population et différentes régions de l'État. Une telle caractérisation permet de sortir le mouvement cosaque du contexte strictement ukrainien et de le considérer comme un élément du bouleversement général qui a frappé la République des Deux Nations au milieu du 17<sup>e</sup> siècle. Il est révélateur que ce soit précisément à l'époque de la révolte de Khmelnytsky qu'une révolte paysanne dirigée par Kostka Napierski éclata en Petite-Pologne. Ainsi, le mouvement cosaque apparaît, selon son interprétation, comme l'un des fronts clés de la guerre civile générale qui a déchiré la République des Deux Nations de l'intérieur.

Il convient ici de faire une remarque importante. Le nom officiel - «la République des Deux Nations», c'est-à-dire l'union du Royaume de Pologne et du Grand-Duché de Lituanie - était complexe et lourd, c'est pourquoi une forme simplifiée - «la Pologne» - s'est rapidement imposée dans le langage courant de

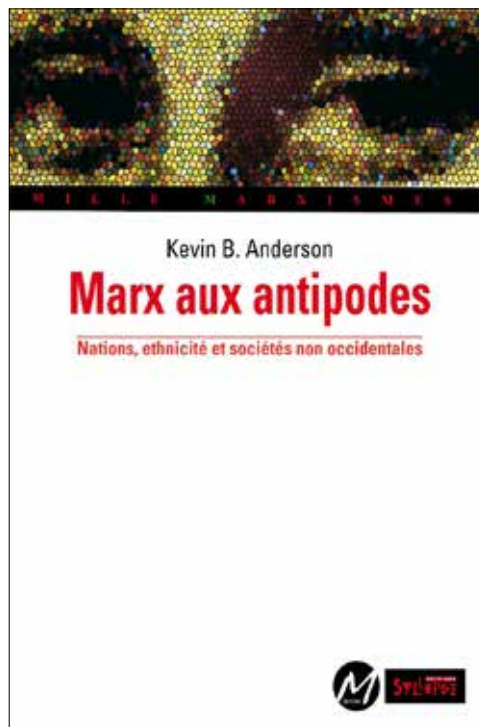
Marx et Engels. Ce contexte historique est extrêmement important lorsque nous nous penchons sur la vision marxiste de notre histoire. Friedrich Engels indiquait clairement que «la Pologne n'était pas un pays homogène. À l'époque où la Grande-Russie tomba sous le joug mongol, la Biélorussie et la Petite-Russie [Ukraine] trouvèrent une protection contre l'invasion asiatique en s'unissant au soi-disant Duché de Lituanie. Ce duché s'est par la suite volontairement uni à la Pologne».

En d'autres termes, lorsque les classiques du marxisme parlaient de l'histoire de la Pologne, ils ne faisaient pas référence à l'histoire de la République des Deux Nations en tant qu'État national ethniquement polonais, mais précisément à la République des Deux Nations en tant qu'union étatique entre Polonais, Ukrainiens, Biélorusses et Lituanais. Il devait s'agir d'une union fondée sur un héritage historique commun et l'espace civilisationnel européen - car, selon les mots d'Engels, «à l'est du Dniepr commencent de grandes différences "asiatiques" par rapport aux territoires situés à l'ouest de celui-ci». Cela montre clairement que la conception qu'avaient Marx et Engels des Ukrainiens, des Biélorusses et des Lituanais les incluait parmi les peuples européens, sans les reléguer à la périphérie civilisationnelle.

C'est de cette logique que découle également la portée politique de la célèbre phrase d'Engels: «Une Pologne sans la Galicie, une Pologne qui ne s'étend pas de la mer Baltique aux Carpates, ce n'est pas la Pologne». Par une telle «Pologne», il entendait non pas un État réduit à une seule ethnie, mais un espace capable

d'unir différents peuples dans une lutte commune contre les forces réactionnaires venues de l'Est. La Pologne, en tant qu'État ethnocratique, n'avait pas et n'a toujours pas la chance historique de jouer le rôle d'avant-garde de la révolution démocratique paneuropéenne.

Lorsque nous analysons le regard de Marx sur le mouvement ukrainien du 17<sup>e</sup> siècle, il convient de noter que Karl Marx l'envisage précisément sous ces deux aspects: d'une part, comme une composante de la guerre civile générale au sein de la République des Deux Nations, c'est-à-dire un conflit entre différents groupes politiques et sociaux de citoyens d'un même État - indépendamment de leur appartenance ethnique. Dans cette optique, la République des Deux Nations apparaît comme un système politique complexe, au sein duquel les terres ukrainiennes, polonaises, lituaniennes et biélorusses étaient intégrées dans un mécanisme étatique unique. En conséquence, la guerre des Cosaques contre le gouvernement de la noblesse est considérée comme un conflit interne à cette communauté politique - une guerre civile au sein d'une entité étatique fédérative, où différentes régions et différents États défendaient des modèles incompatibles d'ordre social et politique. De ce point de vue, la cavalerie ukrainienne n'apparaît pas comme un acteur extérieur à la République des Deux Nations, mais comme l'une de ses forces politiques internes, provoquant une révolte contre le modèle de gouvernance dominé par la noblesse. La République des Deux Nations, dans cette acception, est autant un État polonais qu'un État ukrainien, tout comme elle est lituanienne



et biélorusse. Autrement dit, son essence politique ne se réduit pas à une seule ethnie ou à un seul centre, mais se définit comme un espace étatique commun à plusieurs peuples politiques, qui coexistaient au sein d'une structure fédérative unique, bien que marquée par des conflits internes

D'un autre côté, dans le contexte intra-ukrainien, ce même processus peut être considéré comme une forme précoce de projet de construction étatique, dans lequel la communauté cosaque tente de passer d'un statut militaro-social à celui d'un sujet politique présentant les caractéristiques d'une souveraineté distincte. Il s'agit de la formation progressive d'institutions, d'administration et de légitimité politique, qui permettent de concevoir le territoire

cosaque comme un centre de pouvoir distinct potentiel - à l'instar de la manière dont la Lituanie ou la Pologne fonctionnaient comme des composantes, mais relativement autonomes, de la République des Deux Nations fédérative.

Dans cette double perspective, la révolte de Khmelnytsky apparaît à la fois comme une guerre civile interne au sein de la République des Deux Nations et comme le processus d'émergence d'un projet politique ukrainien distinct. Ces deux dimensions ne se contredisent pas, mais se superposent plutôt: un même événement historique peut être interprété à la fois comme une lutte pour la restructuration d'un État fédéral commun de l'intérieur, et comme un mouvement vers la formation d'un nouvel organisme étatique au sein de ce même système politique.

Marx considère 1654 comme un tournant décisif, lorsque Khmelnytsky, «craignant de mener une lutte de longue haleine», conclut un accord avec la Russie, ce qui, selon lui, constituait une manifestation d'opportunisme et un abandon de la longue lutte de libération. C'est précisément après cet événement, et surtout après la mort de l'hetman en 1657, que les contradictions sociales au sein de la communauté cosaque s'exacerbèrent jusqu'à frôler la guerre civile ouverte. Ce n'est pas un hasard si Marx fait remarquer qu'après 1654, l'Ukraine n'était que «unie à la Russie en apparence» - c'est-à-dire qu'en son for intérieur, elle conservait son caractère autonome, et que le mouvement populaire n'était pas encore définitivement subordonné aux intérêts de Moscou. Ainsi, dans l'analyse de Marx, il convient de distinguer deux étapes: la période héroïque de la lutte populaire (1648-1654),

durant laquelle la paysannerie et la communauté cosaque ukrainiennes agissaient comme une force révolutionnaire unifiée, et la période de la guerre civile (1657-1659), durant laquelle cette même «plèbe» s'est retrouvée dans le rôle d'une force destructrice qui, objectivement, a joué en faveur de l'expansion moscovite.

En Moscovie - pays de servage total, où tous sans exception étaient les «serfs» du tsar -, les masses populaires ukrainiennes ont vu l'incarnation trompeuse de l'égalité. Sa barbarie asiatique, l'absence d'une hiérarchie sociale développée, le mépris de toute forme juridique - tout cela était perçu à travers le prisme de la simplicité spartiate, comme une réfutation de la somptuosité et du luxe social du monde de la noblesse polonaise. Si la République de Pologne était un espace d'antagonisme ouvert - entre le maître et le serf, entre le catholique et l'orthodoxe, entre le noble et le roturier -, la Moscovie a su envelopper ce même antagonisme dans une forme qui apparaissait comme une égalité trompeuse face au despote. Il s'agissait d'une profonde supercherie, à laquelle la paysannerie et les Ukrainiens pauvres se sont soumis non pas par trahison ou par indifférence nationale, mais par un désir sincère, bien qu'erroné, de trouver leur propre chemin vers la liberté. Ils ne se battaient pas pour Moscou, mais pour leur propre conception de la justice, pour l'Ukraine qu'ils voyaient dans leurs rêves - et en ce sens, leur sacrifice n'était pas moins sincère que celui de ceux qui se sont battus sous les drapeaux de Vyhovsky. C'est précisément cette contradiction tragique - entre les intentions sincères et les conséquences



objectives de leurs propres actions – qui fait de la guerre civile ukrainienne de 1657-1659 non seulement un conflit politique, mais aussi une véritable tragédie de l'histoire.

En un mot : l'histoire ukrainienne du 17<sup>e</sup> siècle est une tragédie de l'impossibilité de concilier le projet étatique de l'élite avec l'énergie révolutionnaire des masses populaires. En raison de cette contradiction, la ligne étatique a essuyé un échec, tandis que la révolte sociale du peuple, dépourvue de projet étatique propre, a objectivement joué en faveur des forces extérieures.

Les Cosaques et la bourgeoisie urbaine disposaient de nombreux atouts pour devenir les vecteurs de nouvelles relations sociales bourgeoises. La noblesse polonaise et les féodaux grand-russes ont écrasé la révolte de Khmelnytsky. Cette défaite a longtemps déterminé le sort de l'Ukraine, qui s'est transformée en colonie de la Grande Russie.

La guerre civile a ébranlé l'Ukraine physiquement et moralement.

### **Sur le mouvement cosaque biélorusse**

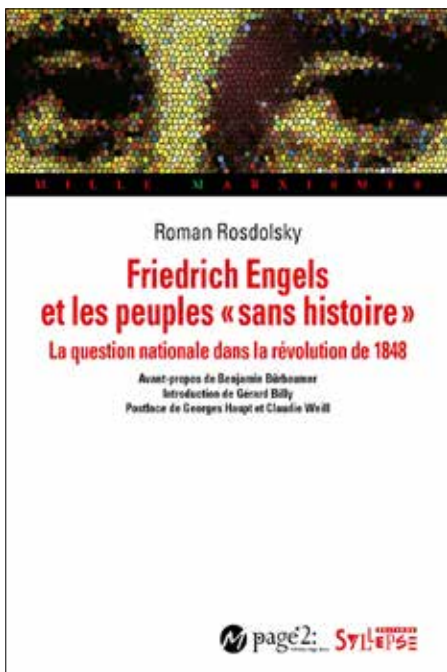
Bien que nous ayons déjà abordé en partie la «question biélorusse» dans le texte principal, il convient de synthétiser et de développer séparément la conclusion de Karl Marx concernant le mouvement cosaque sur le territoire du Grand-Duché de Lituanie (l'actuelle Biélorussie) au cours de la période 1657-1658.

C'est pour la première fois que Karl Marx aborde le thème biélorusse précisément dans le cadre d'une critique de la politique de la Moscovie en Ukraine. Après avoir qualifié les

troupes moscovites stationnées dans les villes ukrainiennes de forces d'occupation, Marx passe à une description détaillée des agissements de ces occupants – les ambassadeurs et les voïvodes moscovites – qui s'efforçaient activement d'éliminer les foyers de la communauté cosaque sur les terres biélorusses. L'épisode du conseil de Pereïaslav, début février 1658, revêt une importance particulière et est révélateur pour Marx : c'est alors que l'ambassadeur moscovite formula une exigence ferme et catégorique : «Les Cosaques qui se sont installés en Lituanie doivent partir immédiatement.»

Karl Marx note ensuite que les Moscovites considéraient déjà à l'époque Stary Bykhov et Tchavoussy comme leur propriété et exigeaient que «les Cosaques en partent et que les paysans cultivateurs, qui s'étaient arbitrairement ralliés à la cause cosaque, soient ramenés à leur statut antérieur». En Lituanie, selon leur projet, «il ne devait plus y avoir aucune communauté cosaque». Une telle position suscitait la méfiance même parmi les cosaques ukrainiens, car elle témoignait de l'intention du gouvernement moscovite de purger progressivement de tout élément cosaque tous les territoires conquis lors de la guerre contre la classe dirigeante de la République des Deux Nations.

C'est à la fin de son résumé que Marx établit la comparaison la plus approfondie, en opposant deux situations contrastées : celle de la Biélorussie et celle de l'Ukraine. Cette comparaison permet de saisir les nuances de son évaluation du rôle du «petit peuple» et du mouvement cosaque dans différentes régions.



En Lituanie (Biélorussie), le mouvement cosaque prend un caractère progressiste :

En Lituanie, le mouvement cosaque s'est récemment répandu, tout comme auparavant en Ukraine même ; les serfs s'enrôlaient de leur propre chef parmi les cosaques. Tout comme les Polonais avaient auparavant tenté de limiter le mouvement cosaque, les Moscovites tentent désormais de l'éradiquer dans la partie de la Lituanie qu'ils occupent. À Mogilev, ils ont interdit aux paysans labourantiers de s'enrôler chez les cosaques. Le colonel cosaque Netchay (adjoint de l'hetman en Lituanie), au contraire, les inscrivait au registre. Les voïvodas moscovites ont exclu les excédentaires, les ont fouettés, et ont également frappé les centeniers pour les empêcher de les inscrire. Le gouvernement moscovite souhaite que les

paysans labourant portent la charge fiscale, tandis que les agriculteurs, en devenant cosaques, ne veulent rien payer pour les terres sur lesquelles ils se sont installés.

Karl Marx écrit en son nom propre qu'Ivan Vyhovsky, dans ses accusations contre les Moscovites, leur reprochait ouvertement de « torturer, jeter en prison et asservir les cosaques, etc. » en Lituanie.

Dans cette situation, les paysans (« serfs ») qui rejoignaient de leur propre chef les rangs des Cosaques savaient objectivement les relations féodales. Ils refusaient d'accomplir la corvée et de payer des impôts au profit des magnats lituaniens qui, pendant l'occupation des régions orientales de la Lituanie, prêtaient massivement serment à la Moscovie. Dans ce cas, il est bien plus justifié de voir une analogie avec la révolte paysanne allemande de 1524-1526 – une lutte contre la servitude et l'oppression féodale. C'est pourquoi la politique moscovite d'éradication brutale de la cosacature en Lituanie est perçue par Marx comme réactionnaire, visant à préserver l'ordre féodal.

En Ukraine, à la même époque, la situation était inverse :

Les Zaporogues complotaient contre Vyhovsky. Des foules de gens du peuple fuyaient l'Ukraine pour se réfugier là-bas. Ceux qui risquaient un procès, ceux qui vagabondaient ou buvaient s'enfuyaient également à Zaporijjia, abandonnant leur famille. Leur chef était Yakov Barabach.

Karl Marx note que « ce jeune homme envoie à Moscou une délégation de gens du peuple pour informer le tsar de ses intentions honnêtes à l'égard des Cosaques, et du fait que Vyhovsky bafoue ses nobles aspirations ».

Ici, la « populace » et la masse zaporogue, en s'opposant au pouvoir de l'hetman Ivan Vyhovsky, ont objectivement contribué à renforcer l'influence de Moscou. Leurs actions, bien que dictées par le mécontentement social et la crainte de voir les officiers supérieurs se transformer en une nouvelle noblesse, facilitaient l'ingérence de la Moscovie et sapaient les tentatives de création d'un État ukrainien relativement autonome.

Karl Marx ne tire pas explicitement de conclusions catégoriques, mais il ressort clairement du contexte global de ses notes une distinction nette : le mouvement cosaque populaire en Biélorussie et en Ukraine entre 1657 et 1659 ne peut faire l'objet d'une évaluation universelle. Son caractère progressiste ou réactionnaire n'est pas déterminé par l'appartenance ethnique ou nationale, mais par l'ordre de classe et politique contre lequel il s'oppose à un moment historique donné.

En Lituanie, le mouvement cosaque populaire était dirigé contre l'asservissement féodal et la politique d'occupation moscovite ; il revêtait donc un caractère antiféodal et progressiste. En Ukraine, à la même époque, une couche sociale analogue, en luttant contre ses propres chefs, devenait objectivement un instrument de renforcement de l'autocratie tsariste – un ordre que Marx qualifiait de « despotisme asiatique ».

Ainsi, Marx fait preuve d'une approche dialectique : une seule et même force sociale – la « populace », les simples cosaques et les paysans fugitifs – peut, selon les contextes nationaux, jouer des rôles historiques diamétralement opposés. En Lituanie, elle sapait le féodalisme ; en Ukraine, contre son gré, elle contribuait à l'instauration d'un nouvel ordre despotique, encore plus rigide.

Ces remarques laconiques de Karl Marx nous permettent, de manière indirecte mais assez claire, d'affirmer qu'au milieu du 17<sup>e</sup> siècle, les terres biélorusses abritaient les véritables germes d'une subjectivité politique propre. Cette époque tumultueuse, marquée par la guerre, les bouleversements sociaux et le mouvement cosaque, a créé les conditions dans lesquelles diverses visions, parfois contradictoires, de la future souveraineté biélorusse ont commencé à se cristalliser sur le territoire de la Rus' blanche.

Au cours de cette période, au moins trois projets politiques notables ont vu le jour, incarnés par des colonels biélorusses :

Konstantin Poklonski tentait de mettre en place une autonomie biélorusse sur le modèle de l'Armée zaporogue. Au départ, il cherchait le soutien de Moscou, mais son intention était de créer une entité politique distincte, autonome tant vis-à-vis des magnats lituaniens que de l'influence directe de l'Ukraine.

Ivan Netchay défendait une autre conception : il considérait les terres biélorusses comme une partie intégrante d'un projet cosaque ukrainien plus vaste. Netchay aspirait à une alliance étroite avec l'Hétmanat et à la soumission des

territoires biélorusses à l'autorité des hetmans zaporogues. Parallèlement, il était partisan de la ligne d'Ivan Vyhovsky concernant l'Union de Hadiach.

Denis Murochka, quant à lui, s'est le plus rapproché, par ses actions partisans actives, de l'idée d'une entité étatique biélorusse autonome. Son mouvement était le plus « populaire » : il n'est pas né d'en haut, mais de l'intérieur, en opposition tant à la noblesse lituano-biélorusse qu'au diktat militaire moscovite.

Il convient toutefois de noter que le mouvement de Murochka ne disposait pas d'un programme politique clair et ne s'opposait pas à l'Union de Hadiach. En septembre 1658, il passa ouvertement du côté de la République des Deux Nations dans la guerre contre la Moscovie,

Ces trois approches témoignent du fait que la société biélorusse de l'époque – en premier lieu la bourgeoisie de Mogilev (d'où étaient originaires Poklonski et Murochka), le clergé orthodoxe et les formations cosaques – cherchait activement son propre modèle d'existence politique. Mogilev, qui au 17<sup>e</sup> siècle était devenue la plus grande ville de la Rus' blanche et un centre important de la bourgeoisie locale, jouait un rôle clé dans ces processus. Les bourgeois locaux, qui se considéraient comme des Rusyns – sujets du roi de Pologne –, manifestaient déjà à cette époque des éléments de conscience politique qui dépassaient largement les limites d'une simple loyauté envers la République des Deux Nations.

Cependant, ces germes ont été brutalement anéantis. Après 1654, l'occupation moscovite s'est accompagnée d'une cruauté extrême :

pillages massifs, destruction des villes et des villages, dévastation totale du territoire. La catastrophe démographique s'est avérée l'une des plus terribles de l'histoire de la Biélorussie – le pays a perdu plus de la moitié de sa population. La puissance économique et culturelle de la bourgeoisie de Mogilev fut sapée, et avec elle, le potentiel d'un développement politique autonome.

L'idée d'une souveraineté biélorusse, qui commençait à peine à se former dans le creuset de la guerre et des conflits sociaux, fut brutalement interrompue pour de longs siècles. La « Rus' blanche » resta longtemps un simple concept géographique et culturel.

Karl Marx ne mentionne pas les noms de Poklonski et de Murochka dans son résumé, mais parmi tous les personnages historiques cités dans le texte, c'est Ivan Netchay qui apparaît à ses yeux comme la figure la plus positive. Et cela n'a rien d'étonnant : Ivan Netchay incarne l'aile gauche du parti fédéraliste. Il s'oppose à Moscou et s'appuie pour cela sur les masses populaires.

Cela ne signifie toutefois pas que nous puissions considérer en la personne d'Ivan Netchay la ligne la plus progressiste de l'époque des guerres civiles au sein de la République des Deux Nations. À travers son personnage, Karl Marx ne fait que souligner la direction politique à suivre. Ivan Netchay était bien plus proche de l'élite cosaque et ne faisait qu'utiliser les masses à son avantage (à peu près comme Bogdan Khmel'nitsky), cherchant à s'allier avec la noblesse lituanienne et biélorusse.



Mais qui était donc vraiment « plus à gauche » qu'Ivan Netchay ? C'est là qu'apparaît la figure de Denys Murochka – le représentant le plus marquant des classes populaires paysannes et cosaques de Biélorussie.

Chef des masses populaires, il s'est montré à la fois un combattant résolu contre les féodaux – les magnats et la noblesse – et un adversaire implacable des occupants moscovites. Son mouvement de guérilla alliait la libération sociale à l'aspiration à l'autonomie politique.

À notre avis, c'est précisément dans l'action de Denis Murochka que s'est incarnée le plus pleinement l'idée principale du résumé de Marx : le mouvement le plus progressiste est celui qui est à la fois antiféodal et antimoscovite. Murochka ne cherchait aucun compromis ni avec la magnature polono-lituanienne, ni avec les voïvodes tsaristes. Il défendait les intérêts des couches les plus pauvres – celles qui « s'enrôlaient de leur propre gré chez les cosaques », refusant de supporter le joug féodal.

Le peuple biélorusse peut en être fier : sur tout le vaste territoire de la République des Deux Nations – de la mer Baltique à la mer Noire, des Carpates à la Žemaitija – ce sont précisément Bytchiva et Tchavoussy, la région de Mogilev, c'est-à-dire la Biélorussie orientale, qui se sont révélées, au milieu du 17<sup>e</sup> siècle, comme le véritable centre des processus progressistes, anti-féodaux et de libération. C'est ici, dans ce qui était alors le cœur de la Rus' blanche, que s'est manifestée avec le plus d'acuité cette dialectique de l'histoire que Karl Marx avait si finement perçue : le mouvement des couches sociales les plus basses n'était pas seulement une

lutte pour se libérer du servage, mais aussi une lutte pour l'autonomie politique contre le despotisme asiatique.

C'est précisément pour cette raison que les remarques brèves mais profondes de Karl Marx permettent de porter un regard nouveau sur le rôle de la Biélorussie orientale dans le contexte paneuropéen de l'époque – en tant que l'un des avant-postes de la libération sociale et politique de tous les opprimés. C'est ici, dans la région de Mogilev, que battait le cœur révolutionnaire de l'Europe.

#### Liste des sources utilisées

Archives de Marx et Engels, t. 8 : Derjpolitvydav, 1946, p. 154. Engels F., « Le panslavisme démocratique » ; « La politique étrangère du tsarisme russe » ; « Lettre à K. Marx du 15 juillet 1865 » ; « Sur la question polonaise » ; « La guerre paysanne en Allemagne » ; « Qu'est-ce que la Pologne a à voir avec la classe ouvrière ? » ; « La *Kölnische Zeitung* sur la lutte des Magyars ».

Marx K., « L'hetmanat de Vyhovskyy » ; Notes de Karl Marx sur l'« Histoire de la Pologne » de Joachim Lelewel, préparées pour la publication par Nina Assorodobray, *Archives d'histoire de la philosophie et de la pensée sociale*, n° 4, 1959 ; « La Pologne, la Prusse et la Russie » ; « Sur la question polonaise ». Skrypnyk, M. O., « La Cosaque rouge ».

Tomsynsky, S. G., « À propos de la question de l'"ancien" et du "nouveau" féodalisme ».

Chtcherbak, V. O., « La Cosaque ukrainienne : formation d'un état social ».

# Sur deux fronts : comment la Russie et l'État ukrainien ont exercé des pressions sur la société civile

Adam Novak<sup>1</sup>

Le rapport annuel 2025 du Centre des droits humains Zmina documente une nouvelle année au cours de laquelle la société civile ukrainienne a opéré sous une double attaque externe et interne simultanée<sup>2</sup>. Le rapport de 170 pages couvre les militant-es anticorruption, les journalistes, les défenseur-ses de l'environnement, les organisations LGBTIQ+ et le mouvement étudiant indépendant, combinant une base de données de cas, une analyse législative et une enquête sociologique auprès de 156 militant-es<sup>3</sup>.

Plus de 60 % des 178 cas documentés trouvent leur origine dans l'agression russe – meurtres, blessures, frappes ciblées sur les infrastructures de la société civile. Le reste est l'œuvre de l'État ukrainien et de l'extrême droite : sur-

veillance, poursuites judiciaires stratégiques, campagnes de diffamation, agressions physiques et militarisation de la conscription contre des militant-es individuel-les. Les conclusions de Zmina sont inconfortables pour celles et ceux qui souhaitent présenter la santé démocratique de l'Ukraine comme une simple fonction de l'agression russe. Elles sont aussi incomplètes : le cadrage libéral du rapport exclut totalement les syndicats et les militant-es du travail, et son traitement des abus systémiques de la conscription se réduit à une note de bas de page.

Cette recension s'appuie sur les conclusions de Zmina tout en les situant dans le tableau plus large documenté par la gauche démocratique-socialiste ukrainienne – les mouvements qui combattent depuis 2022 sur deux fronts simultanément : contre la recolonisation russe et contre l'État néolibéral et l'extrême droite au pays.

Des assassinats commandités organisés par les services de renseignement russes ont coûté la vie à Demian Ganul à Odessa en mars – militant civique, ancien responsable de l'aile sécuritaire de Pravy Sektor (Secteur droit) à Odessa (2014-2016), puis militant contre la corruption et les constructions illégales, condamné par contumace par un tribunal moscovite en 2024. Une quatrième tentative d'assassinat contre Serhii Sternenko, volontaire et collecteur de fonds pour les drones, ancien responsable de la branche odessite de Pravy Sektor (2014-2017), a eu lieu en mai à Kyiv. Zmina est candide sur les antécédents politiques d'extrême droite des deux hommes ; moins sur Andriï Parubiy, ancien président de la Verkhovna Rada, abattu à Lviv en août – décrit par Zmina uniquement selon son rôle institutionnel, sans mentionner sa cofonda-



1. Adam Novak est rédacteur d'*Europe solidaire sans frontières* (ESSF) et ancien coordinateur du Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine (RESU/ENSU). Article paru sur [Europe solidaire sans frontières](#), 5 juin 2026.

2. Pour télécharger le rapport : [Zmina](#).

3. Zmina est l'acronyme ukrainien de « changement ». Le Centre des droits humains Zmina, fondé en 2014, est une organisation non gouvernementale ukrainienne dont le siège est à Kyiv. Il documente les violations des droits des défenseur-euses des droits humains et des militant-es civiques dans les territoires contrôlés par le gouvernement ukrainien.



tion du Parti social-national d'Ukraine (devenu ultérieurement Svoboda)<sup>4</sup>. Le photojournaliste français Antoni Lallican a été tué et le photographe ukrainien Heorhii Ivantchenko a perdu une jambe lors d'une frappe ciblée de drone FPV près de Komychuvakha, dans la région de Donetsk, en octobre; tous deux portaient des insignes de presse et avaient été avertis de l'activité de drones dans la zone.

Des centres de volontariat, des refuges pour animaux, des entrepôts humanitaires, des bureaux LGBTQ+ et l'entrepôt de livres de Pen Ukraine ont tous été frappés. Au cours de l'année, 22 volontaires et militant·es ont été tué·es et huit blessé·es par des actions russes; quatre

---

4. Svoboda («Liberté») est un parti nationaliste ukrainien fondé en 1991 sous le nom de Parti social-national d'Ukraine. Rebaptisé Svoboda en 2004, il a obtenu ses meilleurs résultats électoraux aux législatives de 2012 (10,4 % des voix). Il reste depuis lors minoritaire dans les institutions électorales ukrainiennes.

journalistes ont été tué·es et au moins neuf blessé·es.

### **Abus par les autorités ukrainiennes et l'extrême droite**

Le rapport couvre également 66 cas documentés d'abus commis par les autorités ukrainiennes et des militant·es d'extrême droite. Les formes dominantes de pression étaient les intimidations et menaces (quatorze cas), les poursuites à habillage juridique incluant les procédures stratégiques contre la participation publique (SLAPP Procédures judiciaires visant à museler les militant·es)<sup>5</sup> (onze cas), les atteintes

---

5. Les SLAPP désignent des poursuites judiciaires abusives intentées par des acteurs puissants – entreprises, personnalités politiques, entités étatiques – contre des individus ou organisations qui exercent leur droit à la participation publique (journalisme d'investigation, militantisme, alertes éthiques). Ces procédures visent moins à obtenir gain de cause qu'à épuiser financièrement et psychologiquement les défendeurs.

à la vie privée par surveillance (dix cas) et les campagnes de diffamation menées via des canaux Telegram anonymes (neuf cas). Zmina a confirmé huit agressions physiques contre des militant-es civiques. L'enquête menée auprès de 156 militant-es a révélé que près des trois quarts avaient rencontré des obstacles dans leur travail et qu'un-e sur cinq subissait des pressions de manière régulière.

### **La crise de la NABU et les protestations au carton**

La question centrale des droits humains sur le plan intérieur mise en lumière par Zmina en 2025 est l'assaut contre l'architecture anticorruption de l'Ukraine. Le 21 juillet, des officiers du Service de sécurité d'Ukraine (SSU) ont effectué plus de 80 perquisitions simultanées aux domiciles de détectives du Bureau national anticorruption d'Ukraine (NABU), de leurs proches et d'anciens collègues – des perquisitions que le NABU a publiquement déclarées effectuées sans mandat judiciaire, avec recours à la force physique et divulgation contrainte de mots de passe. Le lendemain, la Verkhovna Rada a adopté le projet de loi n° 12414, qui a placé le NABU et le Bureau du procureur spécialisé anticorruption (SAPO) sous l'autorité du procureur général, mettant fin à leur indépendance institutionnelle. Le vote a été précédé d'une séance de commission de dix minutes tenue en ligne, avec des amendements clés introduits sans tableau comparatif<sup>6</sup>.



6. Sur les protestations anticorruption en Ukraine, voir Priama Diia, Sotsialnyi Rukh et le Réseau européen de solidarité

Ce qui a suivi a été le premier mouvement de protestation de masse depuis le début de l'invasion à grande échelle. Neuf mille personnes se sont rassemblées à Kyiv le 23 juillet; les protestations à Lviv, Kharkiv, Dnipro, Odessa et dans quatorze autres villes se sont poursuivies jusqu'au 30 juillet. Sotsialnyi Rukh et Priama Diia ont rejoint la protestation sur la place Ivan-Franko, décrivant la loi n° 12414 non comme une simple réforme mais comme un signal que «le pouvoir veut mettre sous contrôle tout le domaine de la lutte contre la corruption, supprimer même les derniers vestiges de responsabilité». Le propre bilan annuel de Sotsialnyi Rukh, publié en décembre, décrivait le mouvement comme ayant «rejoint des protestations de masse comptant plusieurs milliers de personnes, rappelant aux gens que le système oligarchique est voué à la corruption», ajoutant que «les droits des travailleurs ne sont pas une «question secondaire» mais le fondement de la résilience nationale<sup>7</sup>». Le slogan qu'ils portaient lors de la protestation du 30 juillet – «Le salaire minimum n'augmente pas parce que quelqu'un en haut vole» – reliait explicitement le travail anticorruption au contrat social en temps de guerre.

Les protestations ont été suivies de représailles soutenues. Le Bureau national d'enquête (DBR) a notifié à Vitalii Chabunin, directeur du Centre d'action anticorruption (AntAC), un avis

---

avec l'Ukraine (RESU/ENSU), «Ukraine : Protestations anticorruption», *Europe solidaire sans frontières*, 23 juillet 2025.

7. Sotsialnyi Rukh, «Ukraine. Une année de progrès social. Les activités du Mouvement social en 2025», *Europe solidaire sans frontières*, 31 décembre 2025.

de suspicion pour évasion présumée au service militaire, lui imposant des restrictions de déplacement, et en décembre, des photographies intimes prélevées sur son téléphone saisi ont été diffusées via un canal Telegram lié au plaignant initial de son affaire. Le directeur exécutif d'AntAC, Daria Kaleniuk, a vu son mari illégalement ajouté à la liste des personnes recherchées par l'armée malgré son exemption légale pour garde d'un enfant handicapé. La Commission temporaire d'enquête parlementaire Vlasenko a tenté de contraindre la comparution de Mykhailo Jernakov, directeur de la Fondation Dejure, et a soumis d'anciens membres du Conseil d'intégrité publique – l'organe de la société civile chargé de superviser la qualification judiciaire – à des interrogatoires contradictoires sur la base d'une tribune publiée.

Néanmoins, les protestations ont eu quelques succès. L'UE, le G7 et l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) sont intervenus publiquement; le Commissaire européen à l'élargissement a averti que l'indépendance du NABU et du SAPO est une condition de l'adhésion. Le 31 juillet, la Verkhovna Rada a voté à 331 voix contre 0 pour rétablir l'autonomie des organes anticorruption.

### **Corruption, oligarchie et effort de guerre**

La gauche ukrainienne soutient depuis longtemps que réprimer la surveillance anticorruption n'est pas seulement un abus du processus démocratique, mais un obstacle direct à l'effort de guerre. En mars 2025, Sotsialnyi Rukh insistait sur le fait que «l'obstacle principal à une

mobilisation efficace des ressources» pour la défense est la politique néolibérale qui «place la propriété privée au-dessus de tout, encourage le profit et permet d'accumuler des richesses entre les mains de particuliers<sup>8</sup>». Le congrès de septembre 2025 de l'organisation a déclaré que, dans des conditions où les mécanismes de marché se sont effondrés, soutenir les secteurs travaillant pour le bien commun – chemins de fer, santé, éducation – plutôt que le profit privé, n'était pas une préférence politique mais une condition préalable à la survie.

La répression étatique contre ses propres agences anticorruption est survenue alors que le NABU enquêtait activement sur la corruption dans les marchés publics d'Ukrzaliznytsia (Chemins de fer ukrainiens) et dans le secteur de l'énergie. Les raids de juillet visaient les enquêteurs du NABU travaillant sur les montages par lesquels les ressources de défense étaient détournées. Selon Hanna Perekhoda, membre de Sotsialnyi Rukh et historienne, «le gouvernement ukrainien, en maintenant sa logique néolibérale, non seulement sape la souveraineté économique du pays, mais met en péril sa cohésion sociale, condition cruciale pour la survie d'une société en guerre. Le gouvernement est dans une impasse. Il essaie de mener une guerre totale contre une puissance impérialiste tout en s'accrochant au fantasme d'une économie néolibérale. Fondée sur des imaginaires

---

8. Sotsialnyi Rukh, «Sauver le pays, pas les oligarques – Déclaration programmatique "Pour une Ukraine sans oligarques ni occupants!"», *Europe solidaire sans frontières*, mars 2025.

sociaux profondément individualistes et des économies déréglementées, celle-ci n'est tout simplement pas adaptée aux besoins de défense qui exigent des efforts unis à tous les niveaux de la société». Selon le militant de Sotsialnyi Rukh Oleksiy Vynohradiv :

L'élite, les politiciens, les grands hommes d'affaires, peuvent quitter le pays s'ils le souhaitent et créer une nouvelle entreprise. Et le reste de la population n'a que des obligations. Il y a une sorte de rupture du contrat social<sup>9</sup>.

Il existe un lien direct entre l'obsession du gouvernement ukrainien pour la préservation oligarchique et les échecs à résister à l'agression russe depuis 2014. Les bases d'actifs oligarchiques ukrainiennes restent largement intactes ; le pays verse salaires et retraites grâce à l'aide financière occidentale plutôt qu'aux recettes fiscales intérieures ; et l'État de guerre, en protégeant ces intérêts par la suppression des mécanismes de contrôle, sape la solidarité même sur laquelle repose la résistance<sup>10</sup>.

L'épisode de la NABU illustre sous forme concentrée ce que Sotsialnyi Rukh soutient tout au long de la guerre : un système qui ne peut tolérer la responsabilité ne peut pas mobiliser ses ressources efficacement, et la population qui paie le coût de cette inefficacité en pauvreté

9. Francesca Barca, «Ukraine : guerre, inégalités, néolibéralisme : les défis de la gauche ukrainienne», *Europe solidaire sans frontières*, 11 mars 2025.

10. Adam Novak, «The Political Economy of Ukraine's War and the Politics of a Coming Bad Peace», *Europe solidaire sans frontières*, mai 2026.

et en pertes est la même à qui l'on demande de combattre.

### La pression sur les syndicats

La définition par Zmina d'un·e militant·e civique – toute personne agissant pour apporter un changement socialement significatif sans gain personnel – est en théorie assez large pour englober les syndicalistes agissant en tant que citoyen·nes, mais comme d'autres organisations de la société civile libérale, la pratique de surveillance de Zmina exclut les syndicats et les militant·es du travail. Cette omission hautement politique est importante, car 2025 a été marquée par une campagne contre le mouvement syndical ukrainien organisé qui est aussi dangereuse que l'ingérence de l'État dans le travail des agences anticorruption.

Le 9 avril 2025, Hryhorii Osovyi, président de la principale organisation syndicale d'Ukraine, la Fédération des syndicats d'Ukraine (FPU), a été détenu par les forces de sécurité lors d'une conférence de la FPU<sup>11</sup>. Les arrestations sont survenues alors que le gouvernement, les employeurs et les organisations syndicales étaient engagés dans des négociations sur la réforme du Code du travail – une réforme qui, comme l'a documenté Vitaliy Dudin, a été un vecteur de déréglementation néolibérale<sup>12</sup>. Le 5 juin 2025,

11. Adam Novak (avec Interfax-Ukraine et KPU Ukraine), «Ukrainian Labour Leaders Arrested under Pressure from Neoliberal Parliamentarians», *Europe solidaire sans frontières*, 11 avril 2025.

12. Vitaliy Dudin, «Ukraine : Trade Unions, Deregulation, and Social Dialogue : An Interview with Vitaliy Dudin», *Europe solidaire sans frontières*.



l'Agence nationale de gestion des actifs (ARMA) est entrée dans la Maison des syndicats sur Maïdan et a ordonné l'évacuation du personnel de la FPU – une saisie que la gauche socialiste ukrainienne a condamnée tout en critiquant constamment la posture accommodante de la direction de la FPU sur le Code du travail. La législation de temps de guerre a par ailleurs privé les travailleurs de droits fondamentaux: la loi n° 2136, adoptée en 2022, a interdit les grèves, réduit les garanties sociales et annulé des dispositions clés des conventions collectives. Comme l'a documenté Oleksandr Skiba en mai 2025, les centres de recrutement territoriaux ont aggravé la situation en ciblant prétendument des militant·es syndicaux pour la mobilisation<sup>13</sup>.

### **Sur les abus du système de conscription**

Une autre lacune politiquement motivée dans le rapport Zmina est son silence sur les abus du système de conscription. Zmina documente la militarisation utilisée comme arme contre des militant·es civiques individuel·les pour les réduire au silence, et signale une législation proposée qui scellera à la vue du public les décisions judiciaires dans les procédures liées à la conscription. Mais le rapport ne couvre pas les abus systémiques des TTsK (Centres territoriaux de recrutement et de soutien social). Ces abus sont suffisamment nombreux et graves pour justifier un chapitre entier dans

---

13. Oleksandr Skiba, «Ukraine's Trade Unions Face Wartime Crisis and Post-War Transformation», *Europe solidaire sans frontières*, 28 mai 2025.



toute étude du tableau des droits civiques en Ukraine. Le bureau de la médiatrice a enregistré une multiplication par 333 des plaintes concernant la conduite des TTsK au cours de la guerre – de 18 à 6 127 – un chiffre que Zmina ne cite qu'en note de bas de page législative.

La gauche ukrainienne a constamment nommé les problèmes: conscription sans durée fixe de service, sans rotation adéquate, et avec la charge pesant entièrement sur les hommes de la classe ouvrière tandis que les Ukrainiens plus aisés achètent des exemptions médicales ou maintiennent leur inscription universitaire pour éviter la conscription. La résolution de la conférence d'octobre 2024 de Sotsialnyi Rukh appelait à «mettre fin à l'incertitude concernant la durée du service militaire, car c'est une question d'équité élémentaire» – exigeant des durées fixes, des protections salariales pour les travailleurs mobilisés et une indemnisation digne pour les blessés. Son programme en dix points de mars 2025 reliait explicitement ces revendications à la demande parallèle que le fardeau économique de la guerre soit transféré des conscrits de la classe ouvrière vers le capital oligarchique. L'État refuse de taxer les riches

pour financer la guerre et s'appuie à la place sur une conscription à durée indéfinie des pauvres. Il utilise l'appareil sécuritaire contre ceux qui documentent les abus. Zmina, comme la plupart des organisations de la société civile libérale, garde le silence<sup>14</sup>.

### Les organisations progressistes et l'extrême droite

Le rapport Zmina 2025 couvre les multiples attaques contre Priama Diia, le syndicat étudiant anarcho-syndicaliste. En juin 2025, le militant Maksym Chumakov a vu son appartement perquisitionné et son téléphone, son ordinateur portable et ses documents saisis au motif de la présence alléguée de symboles communistes sur sa page Facebook – une accusation que Zmina juge non étayée à l'examen de ses publications publiques. Aucun avis de suspicion n'avait été signifié et aucun équipement rendu



---

14. Le Groupe de protection des droits humains de Kharkiv (KhPG), fondé en 1992 et enraciné dans la tradition dissidente ukrainienne, adopte une approche plus rigoureuse que Zmina concernant les droits des conscrit-es. Son analyse de la loi de mobilisation de 2024 nomme explicitement la conduite arbitraire des TTsK comme pratique actuelle, documente les droits procéduraux des appelés, et cite son directeur Yevhen Zakharov qui décrit la suppression des services consulaires pour les hommes n'ayant pas mis à jour leur enregistrement militaire comme « un moyen de coercition purement soviétique ». Le KhPG demeure une organisation de défense des droits civils classique et n'applique pas d'analyse de classe à la mobilisation, mais il cadre au moins la conscription comme un domaine de droits individuels nécessitant une protection active. Voir Denys Volokha et Mykola Komarovskiy, « [Law on Mobilization: The Kharkiv Human Rights Protection Group Analysis](#) », 31 mai 2024,

en date d'avril 2026. En juillet, un événement estival « École libre » à Lviv a été perturbé par des jeunes d'extrême droite, et l'administration du lieu a ensuite menacé d'annuler l'événement, citant le fait que Priama Diia comptait des « marxistes, anarchistes et représentants de mouvements plus exotiques ». En octobre 2025, un groupe lié à Pravy Sektor a physiquement attaqué une réunion de Priama Diia à l'Université nationale Ivan-Franko de Lviv, utilisant des saluts nazis, une bombe lacrymogène et un couteau ; une procédure a été ouverte pour hooliganisme plutôt que pour obstruction d'une organisation civile. Des officiers du SSU ont rendu visite à l'établissement d'enseignement d'une membre féminine de Priama Diia et questionné le personnel sur ses opinions politiques, son histoire bancaire et sa famille.

En avril 2025, des membres de Priama Diia ont observé que les groupes d'extrême droite montrent peu d'intérêt pour les revendications sociales – dortoirs, cantines, salaires – mais apparaissent de manière fiable lorsque des questions progressistes « clivantes » surgissent, « sur les LGBTQIA+, par exemple<sup>15</sup> ».

Le harcèlement des organisations LGBTQIA+ a été constant en 2025. L'événement caritatif planifié par Kyiv Pride a été déplacé de son lieu sous la pression policière, le festival de cinéma queer Sunny Bunny a été attaqué par Prava Molod (Jeunesse de droite), le centre de ressources de KharkivPride a été vandalisé, et des événements organisés par l'ONG Insight

---

15. Priama Diia « Rebuilding the Student Union Priama Diia », [Europe solidaire sans frontières](#), 16 avril 2025.

ont été perturbés à la fois à Lviv et à Zaporijjia. Dans aucun des cas documentés des chefs d'accusation motivés par la haine n'ont été portés devant un tribunal; les enquêtes ont été systématiquement reclassées en hooliganisme ou en conflits domestiques. L'enquête de Zmina a révélé que les militant·es LGBTIQ+ faisaient face à la gamme la plus large de menaces de tous les groupes, avec 91 % signalant du harcèlement et de l'intimidation en ligne et 82 % citant une activité accrue de l'extrême droite. Les enquêtes sur les crimes de haine n'aboutissaient systématiquement pas à des poursuites.

### **Les coupures de l'USAID et les risques législatifs**

L'annulation abrupte de plus de 80 % des programmes de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) au début de 2025 a frappé directement le secteur de la société civile. Zmina cite une enquête suggérant que 75 % des organisations touchées cherchent encore des ressources alternatives, 25 % anticipent des réductions de personnel et 12 % suspendent des programmes ou ferment entièrement. L'aide juridique régionale, les initiatives éducatives et le travail antidésinformation ont été parmi les victimes. Zmina note que le vide peut offrir un espace aux acteurs extérieurs pour exercer une influence via des canaux de financement alternatifs, et que la dépendance structurelle exposée par l'effondrement de l'USAID pointe vers la nécessité d'une diversification vers la philanthropie locale et le soutien institutionnel à long terme plutôt que vers des subventions par projets – une position que la

gauche ukrainienne, avec son insistance sur la construction de réseaux de solidarité intérieurs, a soutenue de manière constante.

Deux lois adoptées en 2025 ont suscité d'importantes critiques de la société civile. Une loi restreignant l'accès au registre unifié des décisions judiciaires a supprimé des dossiers consultables publiquement les numéros cadastraux et les adresses précises des propriétés – motivée ostensiblement pour des raisons de sécurité mais appliquée à toutes les personnes morales, pas seulement à celles liées à la défense, entravant considérablement la surveillance anticorruption des actifs. Une autre loi, sur les organisations humanitaires agréées, a introduit un seuil de statut désavantageux pour les petites ONG locales ou nouvellement créées, avec une large discrétion accordée au cabinet des ministres sur les critères d'attribution et de révocation du statut. Quatre projets de loi restaient en cours d'examen, notamment des propositions visant à introduire une responsabilité administrative pour «l'identification d'un avocat avec son client» – formulation suffisamment vague pour criminaliser le journalisme d'investigation couvrant les procédures judiciaires – et des amendements au Code civil qui élargiraient les motifs de demande de démentis et de blocage de contenu numérique, sans garanties anti-SLAPP.

### **Deux fronts, un seul mouvement**

Le rapport de Zmina est à la fois un bilan de persécutions et de persistance. Les «protestations au carton» ont réussi: une inversion législative a été obtenue en dix jours grâce à la

mobilisation dans la rue et à la pression internationale. Sotsialnyi Rukh, en dressant le bilan de 2025, a placé cette victoire aux côtés d'un travail soutenu sur les droits des travailleurs, le soutien aux vétérans et le déplacement interne – insistant sur le fait que «sous la pression de l'agresseur et la faiblesse du capitalisme corrompu, la guerre peut durer longtemps», et que dans ces conditions, les droits du travail et sociaux ne sont pas des préoccupations secondaires à différer après la guerre, mais le fondement de ce pour quoi l'Ukraine est défendue. Priama Diia a continué à s'organiser dans les campus universitaires malgré les attaques répétées, les poursuites pénales et la surveillance du SSU. Kyiv Pride, Kharkiv Pride, Insight, Bilkis et le mouvement LGBTIQ+ au sens large ont continué à s'organiser, à documenter et à déposer des plaintes, sachant que celles-ci ne seraient pas poursuivies.



Zmina ne se contente pas de rédiger des rapports. La directrice du conseil, Tetiana Petchontchuk, s'est exprimée publiquement dans les 48 heures suivant la fuite des photos de Chabunin pour exiger l'ouverture de poursuites pénales pour divulgation de données d'enquête préliminaire et violation du droit à la vie privée. L'organisation a publié une déclaration commune signée par plus de cent organisations ukrainiennes de la société civile condamnant l'utilisation politique du système judiciaire.

Comme le montre le rapport de Zmina, l'infrastructure civique démocratique de l'Ukraine est sous pression. Elle n'a pas sombré. Les organisations ukrainiennes de défense des droits

humains, la gauche démocratique-socialiste, les organisations démocratiques de soldats – Veteranka (le Mouvement des vétérans<sup>16</sup>) et l'ONG Militaires et vétérans LGBTIQ+ ukrainiens pour l'égalité des droits<sup>17</sup> –, les syndicats, le mouvement étudiant, les militant·es LGBTIQ+ et les défenseur·euses de l'environnement font face, chacun·e à sa façon, aux mêmes formes d'une double pression – la recolonisation russe et l'État néolibéral et l'extrême droite.



---

16. Veteranka est né de la campagne «Bataillon invisible» de 2015 et a été officiellement constitué en 2018. Il milite pour des conditions matérielles, juridiques et institutionnelles égales pour les femmes dans les forces armées d'Ukraine. Voir: <https://uwvm.org.ua/en/>.

17. Militaires et vétérans LGBT+ ukrainiens pour l'égalité des droits a été fondée en 2018. Elle milite pour l'égalité des droits des membres des forces armées et des vétérans LGBTIQ+, notamment la reconnaissance des partenariats civils et la protection antidiscrimination au sein des forces armées. Dirigée depuis 2025 par le défenseur d'Azovstal Oleksandr Demenko, avec le fondateur Viktor Pylypenko comme vice-président. Voir: <https://www.lgbtmilitary.org.ua/en>

# L'Ukraine affaiblit la Russie en Russie, en Afrique et sur le front

Antoine Rabadan<sup>1</sup>

Le document ci-dessous permet d'apprécier l'onde expansive internationale de la contre-offensive des forces armées ukrainiennes. Nous avons pu observer la reconnaissance par les pays du Golfe des acquis militaires - spécialement en matière de drones - de l'Ukraine quand a été déclenchée la guerre d'Iran. Mais, pour ce qui est de ces lignes que je joins, c'est en Afrique que se sont mises en marche des opérations ukrainiennes d'affaiblissement de l'appui militaire apporté par la Russie à des juntes, en échange d'accord de prédatons par elle sur les ressources de tous ordres de ces pays dans le plus pur style colonial. La Russie amie des peuples africains, vous repasserez!

Ces opérations d'appui ukrainien aux insurgés ont atteint un tel niveau que la Russie et ces juntes africaines vassalisées par elle, accusées de crimes contre l'humanité à large échelle, ont dû se replier de secteurs stratégiques avec de grandes pertes humaines et en abandonnant beaucoup de matériel militaire, russe en particulier. Autant dire que le prestige de sauveur qu'avait acquis Poutine en Afrique au début de

son intervention est en train de s'effiloche à vive allure: incapable de protéger le ciel russe des foudroyantes incursions ukrainiennes, incapable, il est aussi de protéger le sol africain placé sous domination des juntes!

On vous le dit que la situation du dictateur russe devient de plus en plus problématique et que son projet mégalo-expansionniste prend l'eau de l'Ukraine au Mali. Mais, faut-il le rappeler aux pacifistes à courte vue, c'est le résultat du défi militaire, oui, militaire, d'envergure relevé par l'Ukraine. Ce qui n'exclut pas l'utilisation par celle-ci d'efforts diplomatiques faisant la preuve, cependant, qu'ils restent improductifs tant que la détérioration du rapport de force militaire au détriment de la dictature fasciste-militariste russe n'aura pas augmenté!

Cela étant dit, penchons-nous sur ce qu'évoque ce document des conséquences que les difficultés russes en Afrique ont sur le front ukrainien lui-même: conscient que l'affaiblissement de ses interventions en Afrique, pouvant tourner à la déroute, menace sa crédibilité auprès de juntes qui avaient espéré avoir trouvé dans la Russie le remède miracle pour résister aux insurgés, Poutine est amené à détourner d'Ukraine des effectifs parmi les plus aguerris pour les envoyer colmater les brèches en Afrique. La preuve par les faire-part de décès des militaires russes tués aux combats en Afrique mentionnant leurs faits d'armes en Ukraine.

Se dessine par là la quadrature du cercle dans laquelle piétine Poutine: bousculé par des offensives qui le font reculer en Ukraine et des offensives qu'il se proposait d'endiguer en

---

1. Antoine Rabadan est membre du Comité français du RESU à Montpellier.



Afrique sans y arriver, le voilà qu'il déshabille les forces russes sur le front ukrainien pour habiller celles du front africain. Au risque de tout perdre. C'est dire comment l'image mais aussi le pouvoir (de nuisance) du néofasciste russe tombe en piqué. Ce qu'a acté... avec l'appui de Donald Trump, le G7 qui vient de se tenir à Evian. *Courrier international* titre: «Au G7, le revirement inattendu de Trump en faveur de l'Ukraine» qui a donné lieu à une réunion sans heurts avec Volodymyr Zelensky et une signature du président américain au bas d'un document promettant la fermeté face à la Russie. À voir, néanmoins, si ce revirement durera et se concrétisera. Il serait question en particulier de pénaliser à nouveau le pétrole russe et d'aider, avec les Européens, les Ukrainiens à sanctuariser leur ciel. Ce qui priverait la Russie de la seule arme qu'elle se donne pour ne pas perdre définitivement la partie en Ukraine: massacrer les civils! De fait les Ukrainiens, sans jamais insulter l'avenir, ont eux aussi pris acte d'une réalité qui vient de loin: à savoir qu'il ne fallait jamais accorder une confiance absolue au *dingonald* américain. Ce qu'ils ont gagné militairement à ce jour, ils le doivent avant tout à leur résilience, leur créativité opérationnelle et technologique, leur propre capacité productive de matériel militaire performant (pas que des drones!) et, évidemment, l'appui que l'UE, tant bien que mal, leur accorde financièrement et en armement. Il en faudra bien plus pour vaincre, ce qui s'appelle vaincre, mais la voie est tracée. Et c'est une vraie victoire qui en appelle d'autres.

À nous de nous battre pour qu'augmente la solidarité internationaliste avec le peuple ukrainien.

### **RFU News : «Les rapports de l'Ukraine»**

Dans [ces lignes], nous analyserons les raisons pour lesquelles la Russie se voit contrainte de retirer son contingent d'Ukraine.

En réalité, l'action de Moscou au Mali ne relève pas d'une logique d'expansion, mais d'une stratégie défensive visant à empêcher l'effondrement d'un projet d'influence adossé à l'exploitation aurifère, à la survie de la junte et à la crédibilité internationale du Kremlin. Ce maintien des positions exige toutefois un personnel qualifié dont la Russie a cruellement besoin sur le théâtre ukrainien.

À mesure que l'offensive du Cadre stratégique permanent (CSP/FLA<sup>2</sup>) s'est étendue au-delà du Nord pour frapper les axes logistiques vitaux, les forces russes et le modèle sécuritaire de la junte ont subi une pression simultanée sur plusieurs points critiques. Les affrontements ont rapidement touché Hombori et Gossi, menaçant les verrous gouvernementaux protégeant le centre du pays, tandis que la poussée du JNIM autour de Bamako a exposé la vulnérabilité du régime bien au-delà de la zone désertique. Face à cette saturation, les forces conjointes ont

---

2. Mouvement rebelle des Touaregs qui se battent pour l'indépendance de l'Azawad, le territoire qu'ils revendiquent au nord-ouest du Mali. C'est à ce mouvement, par ailleurs, allié de circonstance de groupes djihadistes comme le Jama'at Nusrat al-Islam wal-Muslimin, que l'Ukraine apporte son appui. À la différence de ces djihadistes, les Touaregs n'ont aucune visée de prise de l'ensemble du Mali.

abandonné plusieurs bases à la hâte, laissant derrière elles des camps intacts et du matériel roulant blindé, notamment un BTR-82 équipé de cages antidrones et de systèmes de guerre électronique à Tessalit. Ce repli précipité s'est traduit par des captures de personnels maliens par les rebelles, illustrant un retrait russe dès que les positions devenaient intenables.

Devant la dégradation des lignes au nord et l'extension de la menace, Moscou a dû projeter des renforts d'urgence pour stabiliser le front. Des rapports font état de l'arrivée d'une centaine de militaires russes équipés à Bamako, suivis de déploiements vers des zones critiques comme Ménaka et Hombori, appuyés par des convois sous escorte hélicoptère. Il ne s'agit pas de mercenaires de second rang, mais de vétérans de la guerre en Ukraine, confirmant que Moscou détourne des troupes expérimentées de son théâtre principal pour endiguer la progression adverse.

Malgré cette injection de forces, le dispositif russo-malien n'a pas inversé la dynamique de l'offensive, parvenant tout au plus à geler temporairement certaines lignes de front. Ce résultat limité s'accompagne d'un coût humain élevé, comme l'atteste l'apparition d'avis de décès de vétérans d'Ukraine tués au Mali, confirmant que Moscou y sacrifie des cadres précieux pour éviter une rupture systémique.

La Russie ne peut pourtant pas se désengager facilement du Mali, tant les intérêts liés au maintien de la junte sont denses. L'or demeure le pilier de la survie de Bamako, finançant l'État qui rétribue et accueille le soutien russe. De plus, les éléments liés à Moscou cherchent à

contrôler la sécurité des sites d'orpaillage pour conserver un levier sur les accès et les revenus. Un départ précipité ruinerait la posture de la Russie en Afrique, car les autres régimes clients en déduiraient que l'appui russe s'étiole dès que le coût opérationnel devient trop lourd, ce qui discréditerait l'efficacité et la pérennité du modèle de l'Africa Corps.

C'est précisément ici que la crise malienne produit un effet d'aspiration stratégique pour Moscou. Le soutien ukrainien a renforcé les capacités tactiques des rebelles, notamment dans le domaine des drones, dopant ainsi le potentiel de la résistance locale. Kiev a réussi, par un investissement minimal, à déclencher une réaction russe disproportionnée, obligeant le Kremlin à mobiliser de la logistique, des escortes et de l'attention politico-militaire dans un théâtre secondaire déjà instable.

En définitive, le Mali se transforme en un piège stratégique où la Russie consomme son outil militaire d'élite non pas pour progresser, mais pour éviter la faillite d'un système sécuritaire à bout de souffle. Si Moscou persiste à colmater chaque brèche par des projections d'urgence, elle préservera son influence à court terme, mais au détriment de sa flexibilité globale. À terme, cette rigidité compliquera la gestion de ses engagements extérieurs, chaque nouvelle crise forçant le Kremlin à arbitrer entre le sauvetage de ses clients africains et la préservation de son potentiel de combat en Ukraine.

Pour accéder à d'autres billets sur la guerre d'Ukraine sur ma page personnelle sur FB : [www.facebook.com/antoine.de.montpellier](https://www.facebook.com/antoine.de.montpellier)

# Crimée, paradis labellisé poutinien... à fuir en sauve-qui-peut !

Antoine Rabadan

La Crimée c'est ce paradis artificiel que le criminel de guerre Poutine a piqué aux Ukrainien·nes pour l'offrir en villégiature d'été (voire en résidence permanente - faut russifier la zone!) aux bons et gentils Russes pas regardants sur le droit international ni l'amitié entre les peuples... Eh bien, aussi paradoxal que cela paraisse à certain·es, sous le paradis, l'enfer !



Regardez bien la photo (ci-contre capture d'écran sur FB), elle est construite sur un superbe contraste: la voie de gauche est vide, celle de droite est embouteillée. À ma gauche par où ils et elles, missionnaires de la guerre sans en payer le prix, avaient accepté d'aller, guillerets, occuper les lieux en expulsant les habitant·es et en couvrant les exactions (entre autres saloperies, des déportations d'enfants) et meurtres subis par celles et ceux-ci. En croyant en l'éternité des promesses de leur chéri dictateur néofasciste !

Mais voilà, l'éternité néofasciste n'a qu'un temps, et, à ma droite, vous avez la cohue de la fuite paniquarde des expulsé·es du paradis en processus accéléré d'être perdu par châtement du ciel (oui, ça vient de là)... L'histoire de l'infamie leur mord la nuque et on se dit qu'il faudra bien, un jour du jugement dernier, on l'espère

prochain, que certain·es parmi les zélé·es de la collaboration anti-ukrainienne, doivent rendre compte d'avoir rendu la vie infernale aux Ukrainien·nes du cru.



Cette voie bitumée de l'expulsion du paradis pourrait bien déboucher, tôt ou tard, sur l'enfer des tribunaux... qui attendent aussi la livraison « en majesté » de Poutine et de sa clique de criminels.

Dans l'immédiat, apprécions la justice imminente de ce piteux retour à l'expéditeur qui résume bien le moment de bascule d'une guerre qui attend ces fuyard·es en Russie même. Heureusement, l'Ukrainien, ce curieux nazi, ne cible pas les Russes mais attention aux accidents collatéraux venus des airs à mettre au compte

d'une invasion dont il va être long de payer les dédommagements, si la diplomatie internationale, si peu fiable, n'y pose pas ses entraves...

Patience, justice devra être faite... L'éternité de l'impunité, à d'autres!

### **Pour comprendre la situation actuelle qui prévaut en Crimée, lire ceci :**

«Elle deviendra une île.» Le ministre ukrainien de la défense a annoncé l'isolement de la Crimée par rapport à la Russie (*The Moscow Times*, 17 juin 2026).

Les forces ukrainiennes isolent la Crimée annexée et, d'ici peu, la région sera complètement coupée de la Russie, a déclaré le ministre ukrainien de la défense, Mikhaïl Fedorov.

«En substance, la Crimée est en train d'être isolée par des drones. Et il semble que, d'ici peu, la Crimée devienne une île. Et cela pourrait avoir des conséquences très inattendues pour les Russes», a déclaré le ministre dans une interview accordée à la chaîne YouTube Pressing. Fedorov n'a pas donné d'autres détails, mais a souligné que les autorités avaient acheté en quatre mois plus de drones que pendant toute l'année 2025.

«Nous avons mis l'accent... sur les drones équipés de fibre optique, sur les Middle Strike [drones à moyenne portée qui frappent les infrastructures logistiques russes dans les régions occupées]. Et nous en avons commandé 300 % de plus que pendant toute l'année dernière. Mais nous venons seulement de commencer les achats, le travail sur les Middle Strike se poursuit», a déclaré le ministre. «L'enfer commence

pour les Russes», a-t-il conclu. Sergei Sternenko, conseiller de Fedorov, a ajouté que les Russes vivant dans les parties occupées des régions de Zaporijjia, Kherson et Donetsk allaient connaître «l'été le plus difficile», et les a exhortés à évacuer si possible. «En Crimée, les problèmes seront encore plus nombreux. La Crimée deviendra une île», a-t-il déclaré.

Auparavant, Robert Brovdi, commandant des forces de drones ukrainiennes, avait promis d'«isoler la Crimée» dans un avenir proche. Il a souligné que les «oiseaux de Magyar» intensifiaient leurs frappes sur la route fédérale «Novorossiya» menant à la péninsule et que, grâce à des drones à moyenne portée, les approvisionnements en armes, en carburant et en équipement destinés aux unités situées près de la ligne de front étaient coupés.

Au total, selon des enregistrements vidéo confirmés par des analystes, les Forces armées ukrainiennes ont porté depuis mai au moins 375 frappes contre des camions, des camions-citernes et d'autres moyens de transport sur les territoires occupés. Environ 200 de ces frappes ont visé des camions-citernes et des camions circulant sur le «pont terrestre» menant en Crimée.

La partie ukrainienne a également indiqué que les frappes de drones avaient interrompu la circulation vers la péninsule via le pont de Tchongar, à la suite de quoi les autorités nommées par Moscou ont proposé un itinéraire alternatif – via Armensk et Perekop. Des dégâts importants ont également été constatés au poste-frontière de «Djankoy».

# Un syndicaliste du Biélorus au congrès de la CGT

## Siarhei Antusevitch<sup>1</sup>

Chers amis, chers camarades, sœurs et frères  
du mouvement syndical international,

C'est un grand honneur pour moi de représenter lors de ce rassemblement international pour la paix le mouvement syndical indépendant de Biélorus – le Congrès biélorussien des syndicats démocratiques.

Aujourd'hui, nous parlons de paix dans un monde qui devient de moins en moins sûr.

La guerre en Ukraine entre maintenant dans sa cinquième année. Au Moyen-Orient, des civils continuent de mourir. Dans de nombreuses régions du monde, l'autoritarisme, le militarisme et la haine sont en hausse.

Mais il faut dire honnêtement: la paix n'est pas simplement l'absence de guerre.

La paix est impossible là où les droits humains sont détruits. La paix est impossible là où les travailleurs sont privés d'une voix. La paix est impossible là où des gens sont emprisonnés pour activités syndicales.

La Biélorus en est un exemple.

Après les manifestations de masse de 2020, les autorités biélorussiennes ont détruit le mouvement syndical indépendant. Nos organisations

ont été dissoutes. Des dizaines de dirigeants syndicaux et de militants ont été emprisonnés. Des milliers de travailleurs ont fait face à la répression, au licenciement et à la persécution.

Lorsque nous avons été détenus le 19 avril 2022, des officiers du KGB nous ont ouvertement dit que l'une des raisons était notre position claire et publique antiguerre et notre demande de fin à la guerre.

Aujourd'hui, des prisonniers politiques subsistent en Biélorus – militants syndicaux, journalistes, défenseurs des droits humains et travailleurs.

Mais même dans ces conditions, les syndicats indépendants biélorussiens poursuivent leur travail.

Parce que la solidarité ne peut pas être interdite. Parce que le désir de liberté des gens ne peut être détruit. Parce que la dignité des travailleurs est plus forte que la peur.

Amis,

Le mouvement syndical a toujours été un mouvement pour la paix.

Nous connaissons le véritable prix de la guerre.

Ce sont les travailleurs qui paient la guerre de leur vie, de familles brisées, de pauvreté et d'exil forcé.

Alors que certains tirent profit des armes et des conflits, les gens ordinaires perdent leur avenir.

C'est pourquoi notre tâche n'est pas seulement de défendre les droits des travailleurs.

Notre tâche est de défendre la démocratie, la solidarité internationale et la dignité humaine.



---

1. Siarhei Antusevitch est vice-président du BKDP du Biélorus

Aujourd'hui, il est particulièrement important de ne pas laisser le nationalisme, la haine et la propagande diviser les travailleurs de différents pays.

Les travailleurs de Bélarus, d'Ukraine, de France, de Palestine, du Japon, d'Afrique et d'Amérique latine ont bien plus en commun entre eux qu'avec ceux qui utilisent la guerre et la peur pour le pouvoir et le profit.

C'est pourquoi la solidarité syndicale internationale est si importante aujourd'hui.

Pour les syndicats indépendants bélarusiens, votre soutien n'est pas qu'un geste symbolique.

C'est une véritable aide pour les personnes qui continuent de lutter pour la liberté et les droits des travailleurs.

Nous remercions la Confédération syndicale internationale, les syndicats européens, la CGT et toutes les organisations qui n'ont pas oublié la Bélarus.

Chers amis,

La paix ne vient pas d'elle-même.

La paix demande du courage. La paix exige la solidarité. La paix exige la lutte contre la dictature, l'exploitation et l'injustice.

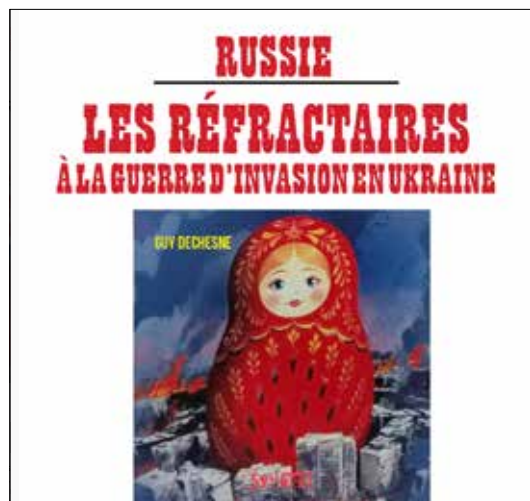
Et le mouvement syndical peut et doit être l'une des forces capables d'unir les gens au-delà des frontières.

Nous croyons:

Les travailleurs libres sont plus forts que les dictatures, la solidarité est plus forte que la peur, et la paix est plus forte que la guerre.

Merci.

Vive la solidarité internationale ! Vive une Bélarus libre !



# Xenia Fedorova et l'empire Bolloré : la voix de Poutine en France

Albert Herszkowicz<sup>1</sup>

L'éclatement du scandale autour de la propagandiste poutinienne Xenia Fedorova va bien au-delà de la trajectoire personnelle, en partie mystérieuse, de cette envoyée du Kremlin en France.

Il met en lumière l'évolution profonde d'un secteur puissant de la grande bourgeoisie française, qui agit ouvertement pour la victoire de l'extrême droite et en même temps pour une alliance avec le régime de Poutine. Il s'agit notamment du milliardaire Vincent Bolloré, propriétaire d'un immense empire médiatique qu'il met au service de cette politique.



## Qui est Fedorova ?

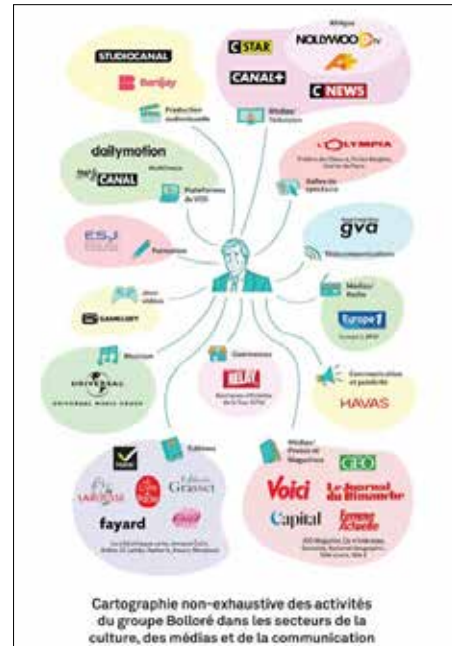
Xenia Fedorova est née en 1980 à Kazan (Tatarstan). Elle a réalisé l'intégralité de sa carrière chez [Russia Today](#) (devenue RT), le principal média d'État transnational et organe de propagande médiatique russe financé par le Kremlin. Elle rejoint la chaîne à ses débuts, en 2005, au moment où [Margarita Simonian](#), patronne incontestée du réseau international RT

1. Albert Herszkowicz est membre de [Memorial 98](#) et du Comité français du RESU.

depuis deux décennies, est propulsée à la tête du réseau.

Contrairement à ce que suggère sa page Wikipedia francophone, Xenia Fedorova n'aurait pas de formation journalistique et ne serait pas diplômée de la prestigieuse faculté de journalisme de l'université d'État de Moscou.

Son parcours avant 2005 reste méconnu. Elle commence comme directrice du service des actualités internationales de Russia Today en 2005. Rapidement, elle gravit les échelons et devient directrice de la diffusion de l'information pour la Russie, la CEI (Communauté des États indépendants) et les États baltes entre 2012 et 2014. Durant cette période, elle travaille surtout sur les contenus russophones de RT. Après un détour à Berlin, elle devient directrice de la chaîne de



télévision RT France, lancée en décembre 2017 à Paris.

Avec 170 employés, la déclinaison française de RT est alors le plus grand bureau du réseau à l'étranger – plus important que RT America, RT Royaume-Uni ou RT Allemagne.

RT France est interdite de diffusion au sein de l'Union européenne, en mars 2022, après l'invasion à grande échelle de l'Ukraine, mais elle peut continuer à produire des contenus, ce qu'elle fait jusqu'à son placement en liquidation judiciaire, en 2023. La majorité de ses employés sont alors licenciés.

Dans les mois qui suivent, l'écosystème médiatique de Bolloré est quasiment le seul à recruter des anciens de RT, D'autres médias d'extrême droite comme *Omerta* ou *Valeurs actuelles* en accueillent aussi, mais les médias de Vincent Bolloré en concentrent l'essentiel.

Les discussions concernant le recrutement de Xenia Fedorova chez Bolloré auraient débuté en juin 2023, notamment par l'intermédiaire de Serge Nadjar, le directeur général de CNews. On apprend d'ailleurs qu'elle lui est directement rattachée et en CDI. Il faut attendre début 2025 pour la voir intervenir dans les canaux de Bolloré, avec une première chronique dans le *JDNews* et, le 6 février 2025, sur CNews, dès le lancement de l'émission «L'Heure Inter».

En mars 2025, elle assure sur Europe 1 et CNews la promotion de son livre, *Bannie* (Fayard), avant de devenir une invitée régulière.

En mai, elle devient chroniqueuse pour le *JDNews* et, en septembre, présentatrice de l'émission *Lumières orthodoxes* sur CStar et CNews. D'abord prudente, elle finit par

répercuter de nombreux éléments du récit officiel russe. Sur la guerre en Ukraine, par exemple, elle parle d'un «*conflit*» ou d'une «*opération militaire*», selon la terminologie des autorités russes, plutôt que d'une invasion.

### **Bolloré aux côtés de Poutine**

Depuis 2024, Bolloré ne cache ni ses idées d'extrême droite ni sa proximité avec l'ancienne dirigeante de RT France ; il s'affiche même avec elle en public. Car Xenia Fedorova n'est pas une «salariée Bolloré» comme les autres.

Elle a d'ailleurs obtenu un CDI de «journaliste rédactrice reporter» beaucoup plus vite et plus facilement que les autres salariés des médias du groupe, sans formation de journaliste ni carte de presse.

Le milliardaire avait déjà mis ses médias en ordre de marche pour diffuser les idées de la droite chrétienne identitaire. Dans sa croisade contre les musulmans de France, il voit désormais en Poutine un des meilleurs remparts.

À travers Fedorova, le narratif poutinien influence chaque jour un peu plus la ligne du groupe. Europe 1, CNews, *Le Journal du dimanche* (*Le JDD*) diffusent sans contradiction la désinformation du Kremlin, aidés par une armée médiatique dont l'effet de réseau décuple la «voix de Moscou». Le fondateur de l'officine d'extrême droite *Frontières*, Erik Tegnér, trône dans le talk-show *100 % Frontières* de CNews ; une bonne place y est réservée au média de «ré-information» d'extrême droite *Omerta* créé par Régis Le Sommier, avec Charles d'Anjou (deux auteurs habitués à dédicacer leurs livres sous les bulbes dorés de l'église orthodoxe,

l'antenne de l'ambassade russe à Paris, aux côtés de Fedorova) après l'interdiction de RT France en 2022.

### Contrer le « récit occidental »

Désormais attaquée, Xenia Fedorova ne change rien à son plaidoyer pro-Poutine. Et les médias Bolloré sont sommés de suivre le patron dans sa surenchère. Ainsi, le 18 juin 2026, alors que ces mêmes médias, gênés, se sont faits discrets sur la frappe russe qui, dans la nuit du 14 au 15 juin, a touché l'un des symboles de la chrétienté, la cathédrale de la *Dormition de Kiev*, Xenia Fedorova fait mine, dans sa chronique au *JDNews*, d'interroger l'origine des frappes : pourquoi « écarter d'emblée » la version russe, selon laquelle « les dégâts subis par le complexe religieux seraient dus à un missile Patriot américain de la défense antiaérienne ukrainienne qui aurait dysfonctionné » ? Même procédé lorsqu'elle nie les déportations de milliers d'enfants ukrainiens<sup>2</sup> et parle plutôt d'« évacuations » humanitaires, : selon elle, à chaque fois, il s'agirait du « récit occidental » des « médias dominants ».



### La propagande de Poutine s'affiche sur tous les kiosques

Dans quel cerveau a ensuite germé le dernier « coup » du *JDNews*, cette une de l'hebdomadaire du 10 juin titrée « L'appel au sursaut », qui sonne comme un appel à la capitulation de

2. Voir *La russification forcée des enfants ukrainiens*, *Soutien à l'Ukraine résistante*, numéro spécial, 20 novembre 2024.

l'Ukraine et, pour la France, à renouer avec la Russie de Poutine.



C'est en tout cas le directeur de la rédaction du *JDD*, Geoffroy Lejeune, ancien chef de *Valeurs actuelles*, qui contacte quatre politiciens connus pour leur tropisme poutinien afin de leur demander des textes. Henri Guaino (ancienne « plume » de Sarkozy, qui conseilla ensuite Marine Le Pen dans l'entre-deux-tours de la présidentielle de 2017) parle de l'Ukraine et de la Russie comme de « peuples jumeaux », et juge que « le plus inquiétant », désormais, « c'est que les Ukrainiens [...] s'enhardissent ».

Pour le reste des contributeurs, dont l'ancien ministre de l'éducation nationale Luc Ferry, poutiniste depuis 2016, les auteurs de guerre sont Volodymyr Zelensky et les leaders européens.



«Une journaliste comme Fedorova donne un autre narratif sur une grande chaîne télé, et le régime a peur!», déclare l'ex-député Nicolas Dupont-Aignan (allié à Marine Le Pen en 2017).

La figure de proue de l'extrême droite identitaire, Philippe de Villiers, va jusqu'à écrire que «la Russie d'aujourd'hui est plus proche de la Russie éternelle que la France d'aujourd'hui de la France éternelle». Bref, leur patrie idéale ressemble davantage à la Russie de Poutine qu'à Paris.

### **Bolloré réécrit l'histoire de la Seconde Guerre mondiale**

Alors que monte l'«affaire Fedorova», il se met à donner quelques leçons d'histoire et relaie le narratif russe sur la «Grande Guerre patriotique» - la Seconde Guerre mondiale vue du Kremlin. En pleine commémoration du débarquement des Alliés en Normandie le 6 juin 1944, Bolloré salue ces «alliés russes» qui ont su aider la France et le monde à vaincre les «forces nazies». Il oublie les années du pacte germano-soviétique mais surtout que ces vaillants «Russes» étaient alors des Soviétiques et comprenaient des Biélorusses et des Ukrainiens.

Qui aurait pu imaginer tel assaut propagandiste au début de l'invasion de l'Ukraine?

À l'époque, Bolloré semblait bien éloigné de ses positions actuelles. Mieux: en juillet 2022, il prête son propre bureau au journaliste Cyril Viguier, qui souhaite tourner un appel à l'Ukraine avec Alain Delon, populaire dans tout l'espace post-soviétique mais un des premiers soutiens de l'Ukraine. Celui-ci déclame alors dans ce bureau des poèmes de Taras Chevtchenko, le

grand écrivain national ukrainien du 19<sup>e</sup> siècle, emprisonné et exilé par le tsar et dont la statue orne les places et les cours d'école du pays.

Il y a donc eu un tournant d'envergure qui correspond à l'alignement de l'extrême droite internationale, auparavant atlantiste, sur les intérêts et le discours de Poutine.

Cela ressemble furieusement à l'attraction qu'ont exercée le fascisme italien puis le nazisme sur des secteurs des bourgeoises européennes dans les années 1930. Les «patriotes» de l'époque recevaient les financements des dictatures d'extrême droite et répercutaient leur propagande.

Aujourd'hui il s'agit d'une convergence de lignes prétendument souverainistes, en réalité, ultraconservatrices, violemment opposées à la gauche progressiste et même au libéralisme politique. Cela forme un creuset de valeurs compatible avec des positions défendues par l'appareil de Poutine.

### **Le scandale et la mobilisation**

Plusieurs articles de presse, notamment dans le journal *Le Monde*, ont mis en lumière le cas Fedorova et le rôle décisif de cette dernière dans l'empire Bolloré. Celle-ci a en effet imposé l'exclusion de ceux qui avaient osé la contredire sur Europe 1 et CNews dont le journaliste de *Valeurs actuelles* Victor Eyraud et le général Bruno Clermont, Il y a eu aussi l'invitation de la ministre de l'agriculture Annie Genevard, le 21 mai à l'Institut de l'espérance de Bolloré, en présence de Fedorova, sans que la ministre ne réagisse.

S'ajoute le contexte plus large des débats sur la « bataille culturelle » menée par Bolloré et son influence grandissante dans les milieux de l'édition et du cinéma, comme l'ont reflété l'éviction d'Olivier Nora des éditions Grasset ou la tribune « Zapper Bolloré » dans le secteur du cinéma.

Parallèlement Il y a eu le cas de Sergueï Lavrov, ministre des affaires étrangères russe, sur le JT de France 2, en mars dernier. Devant 3,5 millions de téléspectateurs, le ministre a pu développer son discours sans que son intervieweuse, Léa Salamé, ne lui apporte une réelle contradiction.

Il y a eu aussi les cas, en 2023, des étoiles de David puis, en 2024, des mains rouges taguées dans les rues de Paris y compris sur le Mémorial de la Shoah, surmédiatisés avant même que l'on connaisse ses commanditaires réels. Il s'agissait en réalité des campagnes de déstabilisation



orchestrées depuis Moscou, comme plus tard le jet de peinture verte sur des synagogues et le dépôt de têtes de porc devant des mosquées.

C'est dans ce contexte qu'un collectif regroupant le comité Denis-Diderot, qui agit dans le domaine de la propagande médiatique du régime de Poutine, des organisations de soutien à l'Ukraine dont l'Union des Ukrainiens de France, le RESU, Memorial 98, PLU/Pour l'Ukraine, des opposant-es russes de Russie-Libertés et des journalistes ont organisé le 3 juin une manifestation de protestation devant les locaux de Cnews dans le 15<sup>e</sup> arrondissement de Paris.

Les enquêtes et la mobilisation se poursuivent afin de retracer les nombreuses connexions de l'appareil de propagande russe, le rôle particulier de Fedorova et l'implication de la galaxie Bolloré dans la propagande en faveur de la guerre de Poutine.



Manifestation du 3 juin devant C News.

BOÎTE  
ALERTE

# La guerre d'Europe a commencé, de Céline Marangé

Dominique Boury<sup>1</sup>

Il est difficile de rendre compte du livre de Céline Marangé<sup>2</sup>. Elle a une vision claire de l'enjeu pour le peuple ukrainien engagé dans une lutte pour l'existence même d'une Ukraine indépendante. Elle est sans indulgence pour l'agresseur dont la brutalité guerrière, les intentions et la rhétorique visent l'anéantissement d'un pays. Et elle résume bien l'asymétrie tragique entre les deux pays : « Si la Russie arrête de livrer bataille, la guerre est finie, si l'Ukraine cesse le combat, elle cesse d'exister. » Mais l'écart entre l'affirmation de son titre, la guerre d'Europe est déclarée et le contenu de son argumentation est problématique.

Sa thèse est simple : la guerre en Ukraine est la première étape d'un affrontement déjà engagé entre la Russie et l'Europe. L'Europe est en guerre, même si elle refuse encore de le formuler ainsi.

Elle la développe en trois temps qui forment les trois parties du livre.

Poutine pour défendre l'idée impériale et orthodoxe d'une identité russe fantasmée veut

l'anéantissement de l'Ukraine qui symbolise l'encerclement par l'Occident. Le rejet de l'indépendance ukrainienne et une remise en question du rôle de l'UE et de l'OTAN en Europe centrale et orientale en sont les éléments moteurs. Dénier à l'Ukraine le droit d'exister en tant qu'État-nation et la russifier, ce qui se pratique déjà à grande échelle dans les territoires occupés. Ce conflit n'est que le premier temps de la revanche sur l'Occident. Il s'inscrit dans une stratégie russe visant à affaiblir l'OTAN en profitant de la faiblesse supposée de l'Europe, décadente et isolée et à remettre en cause l'ordre de sécurité européen post-guerre froide. L'ex-chef du KGB n'a jamais accepté l'effondrement de l'empire soviétique qui aurait perdu 24 % de sa superficie, 48 % de sa population, 39 % de son potentiel industriel et 45 % de son potentiel militaire. Il cherche donc à reconstituer une zone d'États soumis à son contrôle pour bloquer l'extension de l'OTAN vers l'est, et neutraliser l'Europe.

Face à ces intentions impériales, l'auteure se demande si l'Europe est prête. Narva? Île de Gotland? Archipel de Svalbard? Couloir de Suvalki ou un engagement contre plusieurs Pays baltes? Toutes les hypothèses d'agression, limitée, hybride, de haute intensité, mettent l'Europe sur le qui-vive. Les peuples européens ont-ils conscience de la menace? Une argumentation courante qui fait écho aux politiques européennes de réarmement.

Le cœur de son argumentation repose sur le postulat d'une continuité historique, majorée par la dimension paranoïaque du dirigeant du Kremlin et les délires nationalistes des

1. Dominique Boury est membre du Comité français du RESU et du NPA-A.

2. Céline Marangé, *La guerre d'Europe a commencé*, PARIS, Les Arènes, 2026.

idéologues qui l'entourent. Le récit historique recomposé autour de l'identité trinitaire de la grande nation «russienne» (Russie, Ukraine, Biélorussie) mêle les trois racines de cette histoire, orthodoxes autour du mythe de Vladimir de Novgorod, impériales aux 18<sup>e</sup> et 19<sup>e</sup> siècles, puis staliniennes après la création de l'URSS.

La continuité historique de la justification de la guerre se retrouve dans l'objectif de dénazification et d'assistance aux compatriotes russophones. En s'appuyant sur un certain nombre de faits allégués le discours russe décrit l'Ukraine comme une dangereuse «junte fasciste». Il renoue un autre fil, celui de la Grande guerre patriotique contre l'Allemagne nazie. Céline Marangé déconstruit cette manipulation en rétablissant les responsabilités réelles de Petlioura dans les pogroms, et celles de Bandera dans la collaboration avec les nazis. Elle resitue leur combat pour l'indépendance ukrainienne dans des contextes historiques compliqués et contraints. Petlioura entre les armées polonaises et bolcheviques, Bandera entre Hitler et Staline. Le raccourci nationalisme ukrainien = nazisme sert de justification à l'agression de 2022. Biélorussie et Ukraine ont été proportionnellement les pays de l'Est qui ont payé le plus lourd tribut à la guerre antifasciste (1 376 500 combattants ukrainiens morts au front et près de 6 850 000 civils).

De la même manière l'auteure consacre un chapitre aux activités des services secrets qui prolongent aujourd'hui l'histoire de la peur et du mensonge des services staliniens, puis soviétique contre les services américains et occidentaux. Poutine inscrirait donc ses pas dans

ceux de Pierre le Grand et Joseph Staline, dans une entreprise impériale dont la cible serait l'Europe.

La première limite de cette vision longue de l'histoire est qu'elle fait l'impasse sur le contexte. Si le monde est à un «moment de bascule», ce n'est pas simplement à cause de Poutine. L'in-



vasion à grande échelle reflète l'ambition de renforcer l'État-civilisation russe, de la même manière que Trump cherche à accentuer la domination des États-Unis dans sa sphère d'influence ou que Xi Jinping élargit son emprise dans sa zone. L'ordre libéral globalisé a vécu, l'enjeu pour les empires est de reconstruire des

institutions et des normes internationales pour garantir leurs propres intérêts. Le livre ne rend compte ni des contradictions ni de la complexité d'un contexte européen et international qui est marqué par une crise globale du capitalisme.

Le deuxième raccourci est celui du titre. Il globalise une guerre qui est celle que mène l'Ukraine contre l'agresseur russe. Pour Poutine, «l'anéantissement de l'Ukraine n'est pas une fin en soi», nous dit-elle. C'est une manière de relativiser la place de l'Ukraine qui ne serait que le premier moment d'une guerre qui la dépasse. Que l'invasion à grande échelle bouleverse l'horizon politique et stratégique des pays européens, en particulier les pays les plus à l'est, c'est évident. Mais c'est dans les combats menés par l'armée ukrainienne que Poutine doit connaître la défaite.

Un peu à contretemps, vue l'évolution du conflit, Céline Marangé doute, le temps joue contre l'Ukraine. Elle «a perdu l'avantage comparatif» qu'elle avait dans le maniement des drones et de l'IA, face à une armée russe qui améliore ses qualités opérationnelles, accélère les cadences de production et acquiert une expérience inégalée de missiles et de drones. Pour conforter la réalité de la menace, l'auteure insiste sur le renforcement des capacités militaires du Kremlin, la hausse des budgets militaires, l'amélioration des performances techniques, l'augmentation des effectifs de l'armée qui prouvent la préparation à une guerre longue. L'économie, dit-elle sera peut-être le maillon faible, baisse des revenus pétroliers, stagflation et hausse des taux d'intérêt : risque de récession ou résistance

de l'économie russe? «Il est prudent de considérer que, même affaiblie, l'économie russe reste assez robuste pour soutenir l'effort de guerre en Ukraine.»

Elle décrit précisément le *comportement stratégique russe*, notamment en soulignant la guerre hybride qui mêle désinformation, subversion et opérations clandestines. Poutine cherche à contraindre les pays européens à cesser leur aide à l'Ukraine. S'il refuse les négociations c'est dans la volonté d'acculer l'Ukraine et l'Europe à une reddition complète, pas d'entrée de l'Ukraine dans l'OTAN, changement de régime à Kyiv, levée des sanctions occidentales, reconnaissance de la souveraineté russe sur la Crimée et les quatre régions occupées. Le déclenchement de la guerre en 2014 et la poursuite de l'agression contre l'Ukraine vont de pair avec un renforcement croissant de la répression interne, contre les «sécessionnistes intérieurs» et les «ingérences extérieures»... assassinats ciblés, détentions, il met au pas les oligarques et construit un nouveau système de pouvoir. Susciter la peur et la fierté pour imposer le consentement, Maîtriser les réseaux sociaux et l'espace informationnel. Poutine joue à l'extérieur pour régler ses problèmes à l'intérieur.

Mais Céline Marangé ne convainc pas. Puisqu'elle-même balance s'«il n'est pas exagéré de dire que la Russie livre déjà une guerre à l'Europe, une guerre indirecte et invisible», «il reste à savoir si les Russes veulent aller plus loin et déclencher un nouveau conflit armé?» Expliquer que «La décision d'envahir l'Ukraine a représenté une catharsis: c'était l'exutoire d'un ressentiment accumulé, un mouvement



de révolte face au deuil impossible de la puissance» aide peut-être à justifier la tentative de briser l'Ukraine. Cela ne permet pas de rendre compte de plus de quatre années d'une guerre de haute intensité ni de comprendre les motivations de Poutine et d'apprécier la capacité de la Russie de prolonger le conflit au-delà de l'Ukraine.

Comme elle le précise dans sa conclusion, «Rien n'est sûr mais tout est possible», «nul ne sait Jusqu'où Vladimir Poutine est prêt à aller... s'il se risquera à attaquer un pays de l'OTAN», ... si les élites le suivront, ... si l'économie russe tiendra la distance, ... et combien de temps la population acceptera de supporter la situation.

*La guerre d'Europe a commencé* est un livre d'alerte contre le déni des sociétés européennes à percevoir les menaces politiques et militaires que représente la Russie. La guerre d'Ukraine n'est pas une guerre périphérique. La brutalité impériale et les visées néocoloniales du régime de Vladimir Poutine déstabilisent profondément les relations entre Moscou et les pays européens. De ce point de vue l'essai de Céline Marnage contribue à en dramatiser les effets.

Mais elle oublie de replacer cette agression dans le contexte international de recomposition globale des rapports de puissance. Elle prend le risque d'atténuer la singularité du conflit en Ukraine décrit comme le premier acte d'une guerre dont la portée lui échapperait. Or c'est en Ukraine que se décide l'avenir de l'Europe.

## Un campisme hémiplégique, idiot utile du poutinisme

À propos de l'autobiographie de Tariq Ali, *On ne peut pas plaire à tout le monde* (Sabine Wespieser, 2026).

Sophie Bouchet-Petersen<sup>1</sup>

Sans doute beaucoup d'entre vous sa-vaient-ils déjà à quoi s'en tenir. Pas moi. Je n'avais guère prêté attention, ces quinze ou vingt dernières années, aux prises de position de Tariq Ali sur les sujets de politique internationale et aux analyses de la *New Left Review* que, jadis, je vénérerais.

Je m'étais régalée en lisant les cinq romans historiques de son *Quintet de l'Islam*<sup>2</sup>, érudits, bien trroussés, rendant justice à des pans entiers de la riche histoire arabo-musulmane, de l'Andalousie à Palerme en passant par l'empire ottoman. J'y avais vu et j'y vois encore une œuvre à la fois littéraire et utile en des temps d'essor de l'islamophobie ignare.

J'avais aimé *Berlin-Moscou*<sup>3</sup> pour son portrait à peine romancé d'Ignace Reiss, célèbre et

---

1. Sophie Bouchet-Petersen est secrétaire générale d'Ukraine CombArt et membre du Comité français du RESU.

2. Les cinq volumes du *Quintet de l'Islam* (2007-2011) sont publiés en français chez Sabine Wespieser : *Un sultan à Palerme*, *Le livre de Saladin*, *L'ombre des grenadiers*, *La femme de pierre*, *La nuit du papillon d'or*.

3. Les éditions Syllepse en avaient assuré, en 2001, la première publication en français sous le titre *La peur des*

lucide espion soviétique assassiné par Staline alors qu'il s'apprêtait à rejoindre Trotski, pour son évocation des illusions trahies et des espérances détruites par l'Union soviétique stalinisée, l'un des drames les plus meurtriers et les plus poignants du dernier «court 20<sup>e</sup> siècle» (comme l'a appelé l'historien britannique Eric Hobsbawm). Je savais Tariq Ali auteur proluxe pour le théâtre, le cinéma et la télévision mais sans m'y être intéressée de près.

### **De nos années radieuses et résolument internationalistes...**

J'ai donc acheté avec gourmandise son autobiographie parue en français en 2026, *On ne peut pas plaire à tout le monde*, qui rassemble chez Sabine Wespieser, son éditrice attirée en France, deux tomes précédemment parus en anglais. Je me réjouissais d'y trouver retracées, sous la plume de celui qui en fut un acteur majeur, ces années 1960 et 1970 de notre jeunesse rebelle, solidaire des combattants vietnamiens, des opposants aux dictatures latino-américaines et des dissidents d'Europe de l'Est. Je les avais passées dans les rangs de la JCR puis de la LCR et Tariq Ali était pour nous une figure éminente de l'internationalisme qui mobilisait alors notre génération: cet engagement nous conduisit, entre autres, en février 1968, à participer à la grande manifestation européenne de Berlin contre la guerre au Vietnam, avec Rudi Dutschke et le SDS allemand dont nous avons

---

*miroirs* avant une nouvelle édition en 2014 chez Sabine Wespieser; notre ami Patrick Silberstein l'avait, à l'époque, traduit avec Bernard Schalscha.

ensuite popularisé en France les mots d'ordre «Ho, Ho, Ho Chi Minh!» et «Che, Che Guevara!» avec leur chorégraphie sautillante. Nous étions enchantés, car bien sûr fans de rock, que les Rolling Stones et John Lennon, avec lesquels Tariq Ali avait établi un contact amical, aient écrit de belles et fortes chansons pour nos causes communes.

J'ai donc lu avec intérêt le récit de son enfance pakistanaise puis de ce temps où nous avions, fervents internationalistes, la conviction d'être dans le sens de l'histoire. Je reste persuadée que le débat d'hier: «Paix au Vietnam» ou «Victoire des Vietnamiens», n'a pas pris une ride et doit toujours nous guider dans le débat d'aujourd'hui: «Paix en Ukraine» (laquelle?) ou «Victoire de l'Ukraine».

J'ai dévoré les pages consacrées à cette époque (et noté, une petite erreur factuelle: le mot d'ordre de nos amis du SDS allemand n'était pas, comme indiqué page 196, «Nous sommes une minorité active» mais, pour tourner en dérision les reproches des partis communistes aux «gauchistes», «Nous sommes une petite minorité radicale», soit en allemand «*Wir sind eine kleine radikale Minderheit*»).

### **... à l'effacement de l'Ukraine reprenant le narratif poutinien**

Et puis... Et puis, avançant dans la lecture du livre, j'ai attendu en vain qu'un mot soit dit de l'Ukraine, puisqu'il y était abondamment question du premier quart du 21<sup>e</sup> siècle. Mais rien: ni en 2014 lors de la déstabilisation du Donbass et du vol de la Crimée, ni en 2022 lors de l'invasion à grande échelle. Silence total. Pas même une



mention ou une allusion alors que la période couverte va jusqu'en 2024. Ni dans la chronologie qui clôt le livre. Ni dans son index final.

Les complaisances, à mes yeux fort coupables, concernant chemin faisant Kadhafi décrit comme protecteur des «masses africaines auxquelles il avait donné asile», Chavez («l'un des géants politiques de l'ère postcommuniste») et le régime cubain (dont la médecine ferait l'admiration de la planète et «le niveau d'instruction est déjà le meilleur du monde») auraient dû me mettre la puce à l'oreille mais je n'imaginai pas pareil effacement intégral de la guerre poutinienne contre l'Ukraine.

C'est dans le long entretien de Tariq Ali avec la revue *Contretemps* de janvier 2025, abusivement titré «La signification de l'anti-impérialisme

aujourd'hui» (j'avoue ne l'avoir découvert que très récemment) que tout s'est pour moi tristement éclairé: un concentré de campisme hémiplégique! Rien n'y manque. Ni la réduction de l'anti-impérialisme à la seule contestation de l'hégémonie étatsunienne, unique empire mondial à combattre de nos jours. Ni la caractérisation de la Chine et de la Russie comme «nationalistes» légitimement soucieuses de leur autodétermination et de leur souveraineté nationales. Ni la responsabilité américaine (et la complicité européenne) dans le déclenchement d'une guerre en Ukraine, vue comme née du seul élargissement à l'est de l'OTAN et de l'instrumentalisation du pays au service d'une «guerre par procuration» ne visant qu'à affaiblir la Russie. Ni la manipulation étatsunienne forcément à l'origine de l'insurrection de Maïdan, réduite à une «révolution de couleur à l'américaine» et à un «changement de régime» orchestré par le Grand Satan d'outre-Atlantique qui s'échine à «fragmenter» tout ce qui est susceptible de lui faire obstacle, de la Russie (démembrée par les indépendances post-soviétiques ainsi que par l'intégration provocatrice dans l'OTAN et l'Europe de nombre de pays désireux de se soustraire à la tutelle de Moscou), à la Chine (l'instrumentation du Tibet et de Taïwan disant bien l'agenda agressif de Washington).

### **Où sont passés les peuples, acteurs de leur histoire ?**

Le plus choquant dans cette lecture obstinément unilatérale du monde n'est pas la réécriture erronée de l'histoire (qui oublie notamment les réticences occidentales à l'élargissement de

l'OTAN et de l'Europe). Le plus choquant c'est, outre la reprise ahurissante du narratif russe, la négation absolue de la volonté et de l'initiative, des espérances et des actions des peuples qui, jamais, ne sont présentés comme sujets et acteurs de leur propre histoire. Zéro «agentivité», comme disent les sociologues, de ce côté-là! Impasse totale sur leur droit à disposer d'eux-mêmes dont la reconnaissance est réservée aux dictatures russe et chinoise, prétendument accolées à l'autodéfense par les vilenies occidentales.

Le peuple ukrainien? Un leurre, pur jouet entre les mains des marionnettistes étatsuniens.

S'agissant de Poutine, Tariq Ali concède du bout des lèvres qu'il devrait quand même «sortir d'Ukraine» et déplore qu'il ait «gâché» ses propres chances, car même ceux qui étaient pro-russes n'en veulent plus mais, sur le fond, les choses pour lui sont claires: «nous l'avons attaqué» en trahissant la promesse verbale faite à Gorbatchev (???) que l'OTAN ne franchirait pas la «ligne rouge» d'une extension à l'Est.

### Désarmer l'Ukraine?

L'avenir de l'Ukraine? Tariq Ali le voit avec des lunettes étrangement poches de celles de Vladimir Poutine. Il souligne que les dernières élections ukrainiennes d'avant Maïdan avaient donné lieu à un vote majoritairement en faveur d'un candidat pro-russe, Viktor Ianoukovytch, que les Américains auraient «destitué», car toujours «l'Occident élimine les dirigeants qu'il n'aime pas». Ce qu'il faut faire? «Mettre fin à toute présence militaire» dans le pays et «désarmer l'aile fasciste du régime de Zelensky».

«Sinon, précise-t-il, comment créer les conditions d'un référendum?». «On verra bien, ajoute-t-il, si les Ukrainiens votent pour l'OTAN» mais il en doute, car il voit croître le mécontentement dans le pays (sans prendre une seconde la mesure de la détermination patriotique et démocratique de la résistance ukrainienne, civile et militaire).

J'en suis restée pantoise! Pas un mot sur la russification forcée dans les territoires occupés et annexés ou sur la colonisation de peuplement infligée à la Crimée qui, évidemment, fausseraient – en l'état et même en cas de cessez-le-feu – toute consultation référendaire. Pas un mot sur les exactions russes. Pas un mot sur la résistance d'un peuple en armes qu'il aurait, dans sa jeunesse, ardemment saluée comme nous avons salué, ensemble, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et à s'affranchir, sous toutes les latitudes, des tutelles coloniales et impérialistes.

### De l'anti-stalinisme au néostalinisme?

Car la question n'est pas de savoir si les gouvernements américains successifs ont généralement voulu, souvent par la force, façonner le monde à l'image de leurs seuls intérêts. C'est une évidence, avant et après la guerre froide, de l'effroyable guerre au Vietnam aux coups d'État fomentés par la CIA en Amérique latine et ailleurs, en passant par la guerre d'Irak avec ses mensonges ou le soutien au gouvernement belliciste et désormais génocidaire d'Israël. Les exemples abondent et cela n'est pas discutable. Encore moins avec Trump.



Tariq Ali ne raffole pas du régime de Poutine, le lui reprocher serait injuste. Mais le problème est qu'à regarder le monde sous le seul prisme de l'impérialisme américain, réputé danger non seulement principal mais exclusif, on exonère les autres impérialismes de leurs responsabilités criminelles, à commencer par celui du Kremlin. Le problème est, à mes yeux, la trahison de l'anti-impérialisme et de l'internationalisme pourtant revendiqués par Tariq Ali. Le problème est que cette vision du monde et son éloge subliminal de la stabilité des empires dès lors qu'ils ne sont pas américains rejoignent, en bien des points, la géopolitique réactionnaire de l'école dite «réaliste». À quoi sert d'avoir été antistalinien pour chausser à ce point les bottes de ceux qui se réclament de nos jours du petit père des peuples, en reprennent les méthodes et lui érigent des statues dans toute la Fédération de Russie ?

Alors oui, au risque d'enfoncer des portes ouvertes dans les pages de *Soutien à l'Ukraine résistante* dont l'anticampisme ne date pas d'aujourd'hui et en observant, navrée, combien le positionnement de Tariq Ali rejoint celui de Jean-Luc Mélenchon, j'ai eu envie de partager, notamment avec ceux de ma génération, la tristesse et la révolte que m'inspirent la lecture de ce livre, la trajectoire de son auteur, le gâchis de son talent.

Ernest Mandel, l'économiste marxiste et dirigeant trotskiste qui fit jadis venir Tariq Ali à la 4<sup>e</sup> Internationale et à la mémoire duquel ce livre est dédié, au motif - usurpé - d'une «participation consciente à l'Histoire en train de se faire», doit se retourner dans sa tombe !

[www.syllepse.net](http://www.syllepse.net)



# Palimpsestes, poésies et lettres du Goulag, de Vasyl Stus

Vladimir Claude Fišera<sup>1</sup>

Vient de paraître aux éditions Noir sur Blanc à Lausanne la première traduction en français de Vasyl Stous (1938-1985), poète national de l'Ukraine, le second après Taras Chevtchenko (1814-1861) qui, à cause de son engagement, dès 1965, pour l'Ukraine et les droits de l'homme, a passé vingt-trois ans de sa vie en prison et en déportation en Sibérie où il est mort lors d'une grève de la faim menée jusqu'au bout après un an de cachot à l'isolement.

Son traducteur est le russisant universitaire Georges Nivat qui a appris l'ukrainien par solidarité avec l'Ukraine agressée par la Russie depuis 2014. Il s'agit d'une somme brillante de 607 pages, rassemblant tous ses poèmes et quelques proses et lettres écrits entre 1972 et 1985. Stous est aussi le traducteur de Rilke et de Goethe en ukrainien. Lui-même, originaire de Volhynie, à l'ouest du pays, a vécu dès l'âge de deux ans dans le Donbass, à Donetsk, sa capitale occupée par la Russie. Il a fait des études de littérature générale à Kyiv jusqu'au doctorat mais fut licencié de la recherche universitaire à cause de ses idées et travailla comme

chauffagiste et pompier avant ses séjours en asile psychiatrique et en détention. Ses cinq recueils parurent clandestinement au pays et en Occident.



Sa poésie, affranchie du ton déclamatoire et du style pompier soviétique, est tout à fait unique et utilise souvent le vers libre comme le faisait Lessia Oukraïinka au 19<sup>e</sup> siècle et que les Soviétiques ont banni. En voici un exemple de poème de prison, comme toujours chez lui, sans titre :

« Ainsi, je vis, singe au milieu des singes, / Mon front pécheur scellé par le chagrin, / Sans fin heurtant la dure muraille ; / Esclave, leur esclave, leur infime esclave. / Autour de moi les singes passent en file / Démarche grave, sans se hâter. / Enrager est plus facile qu'être soi. / Point de ciseau, point de marteau ! /

1. Vladimir-Claude Fisera est traducteur et historien.

Ô Seigneur de justice! Lourd est le dépit, /  
Rien qu'une raison née aveugle pour juger. /  
Ici-bas n'être que débris de douleur, / Éparse,  
insensible, comme du vif-argent.» (1968).

Y répond cette poésie du camp de la Kolyma :

«Rien ne tient. Tu n'es pas toi, / Pas vivant. Mais  
simple trace / D'ans écoulés. Par les ponts /  
Des siècles, une jetée fragile, / Le ciel en toi  
se convulse, / En un coucher surmené / Causé  
par tes douleurs. / Années perdues de honte /  
Adjugées...»

Autre exemple, cette fois avec de l'humour  
de potence, extraits sur les agents du KGB infil-  
trés dans les réunions littéraires ou artistiques :

«Historiens d'art aux yeux globuleux! / L'habit  
civil vous met mal à l'aise, / Vous êtes mal à l'aise  
/ Si le cou n'est pas pris dans le col de tunique,  
/ Si les jambes ne sentent pas les bouffants /  
Du pantalon à la Galliffet.» (octobre 1965) [de  
Galliffet, général français, introducteur de cet  
uniforme adopté par l'armée soviétique, fut le  
massacreur des communards en 1871, VF].

## Syndicalistes aux armées rockeurs

### Patrick Le Tréhondat

L'Union panukrainienne des participants  
aux opérations de combat, du personnel mili-  
taire et des anciens combattants, membre de  
Confédération des syndicats libres d'Ukraine  
(KVPU), participe au festival de rock à Bukovel  
qui a débuté le 6 juin et se poursuivra jusqu'au  
26 septembre. Des collectes de fonds, des évé-  
nements culturels et des rencontres avec des  
vétérans, des militaires auront lieu durant le fes-  
tival.

Le festival a été inauguré par le groupe de  
rock légendaire Lyapis Trubetskoy.

L'aide collectée sera notamment destinée à  
répondre aux besoins du 33<sup>e</sup> régiment d'assaut.

Ces fonds permettront de fournir aux mili-  
taires l'équipement nécessaire et de soutenir les  
familles les plus touchées par la guerre.

Un moment particulièrement important du  
festival sera la présence de représentants d'uni-  
tés combattantes qui mènent directement des  
missions de combat sur les lignes de front les  
plus exposées.

Les militaires du syndicat ont souligné que  
de telles initiatives sont extrêmement impor-  
tantes car elles témoignent de l'unité de la so-  
ciété ukrainienne et d'un soutien réel à ceux qui  
risquent leur vie chaque jour pour la nation.

# Personne ne demandera rien, de Serhiy Jadan

Vladimir-Claude Fišera

En 2023, paraissait en français un roman de Serhiy Jadan, *L'internat* que nous avons recensé dans le n° 138 de la revue *Les Lettres normandes*. L'auteur, qui est l'écrivain ukrainien vivant le plus connu, né en 1974 dans le Donbass, à Louhansk, avait déjà été traduit en français en 2013 (*La route du Donbass*), un an avant l'agression russe en Crimée et dans le bassin du Don. Depuis, Louhansk est occupé et, en 2016, il publia son *Journal de Louhansk* dans son livre *Anarchy in the UKR*. Auteur de douze recueils de poèmes, il est aussi chanteur de rock. Dans le numéro 143 des mêmes *Lettres normandes*, nous avons aussi publié notre traduction de son poème «Rue de village, conduite de gaz explosée», extrait de son recueil *Ça fait trois ans qu'on parle de la guerre*.

Jadan vit désormais à Kharkiv mais, dix ans après, à 50 ans, il s'est engagé dans l'armée pour défendre son pays. La même année, en 2024, il publiait un recueil de nouvelles *Arabeski*. Sa traduction en français vient de paraître, toujours aux éditions Noir sur Blanc de Lausanne, sous le titre de *Personne ne demandera rien* (traduit par Iryna Dmytrychyn, avec trente dessins de l'auteur portant sur sa maison, des immeubles, des terrains de sport, un monument à l'écrivain

Taras Chevtchenko et des centrales thermiques et nucléaire bombardées).

Ces douze nouvelles portent sur le vécu de citoyens anonymes, côtoyés par hasard, décrits dans des moments dramatiques, à savoir morts, enterrements mais aussi retrouvailles, réconciliations, coups de foudre sous les bombes. L'auteur sans jamais insister et sans pathos, n'évite pas les effondrements face à l'horreur et une horreur qui semble devoir durer toujours. Mais les tenaces qui serrent les dents sont de loin les plus nombreux et ils rejoignent le front, seuls ou avec d'autres combattants, se cachant pour pleurer. Les vieux, abandonnés dans des immeubles bombardés sont parfois secourus, parfois on vient trop tard et la «mémé» anonyme retrouvée morte sur son lit rappelle au sauveur bredouille la mort tout aussi irréparable de sa propre mère, décédée trop jeune alors qu'il était lui-même encore plus jeune, au CP.

La morte de l'immeuble était née en 1945, «une enfant de la guerre», se disent les secouristes d'occasion, amis d'amis. «Oui», ajoute «en pensée» Artem, l'un d'eux: «une enfant de la guerre, née en temps de guerre, morte en temps de guerre. Entre les deux, elle a constitué, chez elle, une bibliothèque. Elle apprenait des choses à ses élèves. Elle parlait de quelque chose à ses voisins. Elle aimait son petit-fils. Elle s'est endormie en survêtement et ne s'est pas réveillée». Et son petit-fils est en Russie, ajoute un voisin. En Russie, c'est-à-dire, inaccessible comme c'est le cas de très nombreux autres compatriotes, comme l'était le jeune coincé à l'internat dans le Donbass occupé et que son



oncle vient arracher aux Russes dans le roman de Jadan L'internat. D'autres partent à Prague.



Quant à l'ami d'ami et ex-voisin sans doute qui a informé les copains, il ne les contacte qu'au téléphone, sa mère lui interdisant de se montrer. Et on devine qu'il s'agit d'éviter la conscription même si on continue à informer et à aider de loin. Dans une autre nouvelle, le soldat s'engage en cachette de sa mère et c'est au prêtre de le lui annoncer pour la calmer et le fils reviendra aveugle, d'autres seront unijambistes et c'est au prêtre de s'interposer, consoler, trouver du travail aussi.

Dans deux autres nouvelles, séparées l'une de l'autre, c'est à l'église que se retrouvent les camarades de combat pour entourer la veuve de leur commandant même si «la plupart ne

savent pas comment s'y comporter» avec leurs «vêtements réchauffés près du feu» et leurs «chaussures encore maculées de sang».

Le prêtre ne sait pas trop comment s'adresser à eux qui «n'écoutent pas vraiment les mots» mais qui retiennent deux mots, miséricorde et mémoire. La veuve les fait siens et les femmes présentes aussi, sauf une, Dina, qu'on devine être la maîtresse du mort qui elle n'aura rien, pense-t-elle alors que la veuve qui la connaît sait que le mort ne sera qu'à elle. La veuve Anna sera très entourée, recevant aussi, à la sortie de l'église, des dizaines de messages au téléphone portable. Dina, elle, n'aura que le message de sa mère «qui lui demande de payer son abonnement téléphonique» car, on le devine, elle est aussi une combattante.

Quelques pages plus loin, Dina (est-ce la même?) enterre à son tour un homme, cette fois, c'est son mari, officier de rang élevé. Car, avoue le pope, Micha, «il y a un endroit où il n'y a pas d'amour». Mais il dit ne pas le connaître et, comme le dit le titre de la traduction française, tous feront leur devoir et personne ne demandera rien.

Nous le savons, ce ne sont pas les livres qui arrêteront les blindés russes qui déferlent sur l'Ukraine.

Nous le savons, ce ne sont pas les livres qui arrêteront la main de fer qui s'abat sur les Russes qui s'opposent à la guerre de Vladimir Poutine.

Nous le savons, ce ne sont pas les livres qui mettront fin à la guerre contre la liberté de l'Ukraine, pas plus qu'ils ne mettront fin à la dictature des oligarques du Kremlin.

C'est la résistance populaire ukrainienne multiforme, les grains de sable que les démocrates de Russie et du Bélarus glisseront dans la machine de guerre russe et l'opinion publique mondiale qui arrêteront les chars de Vladimir Poutine.

Mais dans cette bataille pour l'indépendance et la liberté ukrainiennes, rappelons-nous



le pouvoir des *samizdats* et l'effet corrosif qu'ils avaient eu sur la dictature stalinienne. Les éditions Syllepse (Paris), Spartacus (Paris), Page 2 (Lausanne), M. Éditeur (Montréal) et Massari Editore (Italie), les revues *New Politics* (New York), *Les Utopiques* (Paris) et *ContreTemps* (Paris) et *Utopia Rossa* (Rome), les sites *À l'encontre* (Lausanne), *Trasversales* (Madrid) et *Europe solidaire sans frontières*, le Réseau syndical international de solidarité et de luttes, le Centre tricontinental (Louvain-la-Neuve) qui publie la revue *Alternatives Sud*, ainsi que le blog *Entre les lignes entre les mots* (Paris) s'associent pour donner la parole aux résistances populaires, aux oppositions russes et biélorusses à la guerre, au mouvement syndical et aux mouvements sociaux opposés à la guerre. Ce faisant, ce front éditorial ainsi constitué adresse un message aux soldats russes : « Crosse en l'air ».